

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1961 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1961

Le présent article constitue la quatorzième analyse annuelle du commerce extérieur parue dans ce *Bulletin* depuis 1949. La structure de l'exposé et la classification statistique des années antérieures ont été préservées afin de maintenir une continuité dans la présentation des données.

L'article comprend cinq chapitres. Le premier retrace très brièvement les développements les plus marquants des échanges au cours de l'année 1961; il examine ensuite l'évolution de la structure et l'orientation géographique des échanges au cours de la période d'après-guerre. Le deuxième chapitre donne un aperçu des principaux changements apportés en 1961 à la réglementation du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Dans les troisième et quatrième chapitres, les importations et les exportations sont analysées plus en détail par catégorie de produits et par secteurs. Enfin, le cinquième chapitre décrit la répartition géographique des courants commerciaux.

I. — EVOLUTION DES ECHANGES ET STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

En 1961, le commerce extérieur de l'U.E.B.L. a évolué sous le signe de l'expansion conjoncturelle que l'on observe depuis 1959. Le rythme d'accroissement a cependant été moins rapide qu'au cours des deux années précédentes. Cette évolution doit être mise en relation d'abord avec les effets des grèves qui ont influencé défavorablement les expor-

tations au premier trimestre, ensuite, avec le ralentissement conjoncturel qui s'est fait jour en Europe occidentale pendant la seconde moitié de 1961, et que n'a pu compenser la reprise de l'activité intervenue aux Etats-Unis.

Les exportations ont progressé de 188,8 milliards de francs en 1960 à 196,2 milliards en 1961, soit une hausse annuelle de 3,9 p.c. contre 14,6 p.c. en 1960. Les importations se sont élevées à 210,9 milliards de francs en 1961 contre 197,9 milliards en 1960, ce qui représente une augmentation de 6,6 p.c., contre 15 p.c. en 1960. Le pourcentage de couverture des importations par les exportations est revenu de 95,4 p.c. à 93 p.c.; le déficit commercial est passé, en effet, de 9,1 milliards de francs en 1960 à 14,7 milliards en 1961. Il a été très accusé au premier trimestre; ensuite, il a diminué pour s'accroître à nouveau à la fin de l'année.

La détérioration du solde extérieur est imputable principalement aux mouvements des volumes, mais aussi à l'évolution moins favorable des termes de l'échange, qui reviennent de l'indice 101,3 en 1960 à 99,1 en 1961 ⁽¹⁾. En effet, les valeurs unitaires à l'importation ont haussé, alors qu'à l'exportation elles ont enregistré une baisse, ainsi qu'il ressort du tableau I.

Les variations des valeurs unitaires, mises en rapport avec la structure des échanges commerciaux belgo-luxembourgeois, expliquent cette détérioration des termes de l'échange. En effet, la baisse des

⁽¹⁾ Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques de l'Université de Louvain.

Tableau I.

Indices des valeurs unitaires du commerce extérieur

(Base 1953 = 100)

Source : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.

Importations					Exportations				
Ensemble	Aliments	Matières brutes	Produits demi-finis	Produits finis	Ensemble	Aliments	Matières brutes	Produits demi-finis	Produits finis
1960									
95,8	90,6	91,9	93,4	104,0	97,0	93,4	84,6	103,2	91,2
1961									
97,2	94,3	91,1	91,2	108,4	96,3	93,6	80,0	98,3	98,2

valeurs unitaires des matières brutes et des demi-produits, qui représentent respectivement 8 p.c. et 53 p.c. des exportations de l'U.E.B.L., n'a pas été compensée par la hausse des valeurs unitaires des produits finis dont la part dans les exportations se situe à 34 p.c. (1). A l'importation, la hausse des valeurs unitaires des produits alimentaires et des produits finis, qui représentent respectivement 15 p.c. et 36 p.c. des livraisons totales, n'a pas été contre-

ture du commerce extérieur, il est utile de se référer à une même décomposition des rubriques. On dispose pour cela maintenant d'une classification à l'exportation, identique au schéma traditionnel des importations, qui figure au tableau III. On peut donc calculer le solde net importateur ou exportateur par catégorie de biens.

Ce tableau met immédiatement en relief la prépondérance des *biens de production* dont la part relative s'est élevée en 1961 à 66,1 p.c. des exportations et à 68,7 p.c. des importations. L'U.E.B.L. est importatrice nette de biens de production à concurrence de 15,1 milliards de francs, ce qui représente 10,4 p.c. des importations de ces biens. La part élevée des biens de production dans le total des approvisionnements constitue un phénomène normal pour une économie fortement industrialisée dépourvue de matières premières. A l'exportation, par contre, on pourrait s'attendre que la part des produits finis soit prépondérante. Ce n'est toutefois pas le cas en U.E.B.L.

La rubrique principale des biens de production est constituée par les produits destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques. A l'importation, il s'agit surtout de minerais, de métaux bruts et de pièces détachées d'autos, alors que l'exportation se compose essentiellement de métaux bruts ferreux et non ferreux ainsi que de demi-produits métalliques. Le cuivre, qui constitue la majeure partie des échanges de métaux non ferreux, est importé en U.E.B.L. pour être ensuite réexporté, à concurrence des deux tiers, sous forme de cuivre électrolytique. Pour l'ensemble de la rubrique, l'U.E.B.L. est exportatrice nette à concurrence de 6,5 milliards de francs. En effet, le surplus des demi-produits métalliques de 29,9 milliards de francs est en grande partie compensé par des déficits dans les autres sous-secteurs, dont surtout les minerais et les pièces détachées d'autos, de motos et de cycles.

La deuxième rubrique par ordre d'importance se compose de biens de production destinés aux industries textiles; il s'agit des matières premières qui sont importées pour être transformées à des degrés divers et dont une grande partie est exportée sous

Tableau II.

Indices des prix mondiaux par catégorie de produits

(Base 1953 = 100)

Source : Bulletin mensuel de Statistique des Nations Unies.

	1960	1961
Produits de base	94	92
Métaux communs non ferreux	102	100
Produits manufacturés	109	110
Ensemble	99	n.d.

balancée par la baisse intervenue dans les autres secteurs. Cette évolution constatée pour l'U.E.B.L. se vérifie également dans le commerce mondial : les prix des produits manufacturés ont haussé, tandis que les prix des produits de base ont fléchi.

*
**

Afin d'analyser de manière plus précise la structure des échanges de l'U.E.B.L., la Banque Nationale a établi, pour la première fois, une statistique des exportations et des importations sur une base identique. La présentation habituelle, qui est d'ailleurs maintenue, consistait à classer les exportations par activité exportatrice et les importations selon leur destination, c'est-à-dire en biens de production, biens de consommation et biens d'équipement. Toutefois, en vue d'une analyse de la struc-

(1) Ces indications sont empruntées au tableau IV.

Tableau III.

Structure du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961
(Suivant le schéma des importations)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Pourcentages par rapport au total		Solde (millions de francs)
	Exportations	Importations	
Biens de production	66,1	68,7	-15.101
destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires	4,0	7,1	- 6.993
destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques	28,1	23,0	+ 6.536
dont : minerai de fer	0,08	2,53	- 5.196
minerais de métaux non ferreux	0,18	2,35	- 4.610
métaux bruts	7,47	7,10	- 321
demi-produits métalliques	17,66	2,26	+29.889
pièces détachées d'autos, de motos, de cycles	0,83	6,31	-11.679
pièces détachées d'avions, de navires	1,01	1,60	- 1.386
destinés aux industries textiles	6,9	8,4	- 4.085
dont : matières premières textiles	3,03	6,44	- 7.638
demi-produits textiles	3,86	1,92	+ 3.526
destinés à l'industrie du bois	0,6	1,6	- 2.229
destinés à l'industrie diamantaire	4,9	4,5	+ 43
destinés à l'industrie du cuir	0,6	1,1	- 1.188
destinés aux industries du papier et des arts graphiques ...	0,4	1,4	- 2.132
destinés à l'industrie du tabac	—	0,6	- 1.243
destinés à l'industrie de la construction	6,2	1,4	+ 9.179
destinés à l'industrie du caoutchouc	0,1	0,5	- 829
destinés aux raffineries de pétrole	—	3,5	- 7.481
destinés indistinctement aux divers secteurs de la production	14,3	15,5	- 4.679
dont : combustibles et énergie	3,84	6,08	- 5.286
dont : combustibles solides	(1,40)	(3,90)	(- 5.487)
huiles minérales raffinées	(2,45)	(1,96)	(+ 692)
produits chimiques	3,30	3,90	- 1.787
produits métalliques	3,10	1,60	+ 2.753
Biens de consommation	21,7	18,7	+ 3.070
Biens de consommation durables	16,7	10,1	+11.620
dont : articles textiles	7,73	3,47	+ 7.843
appareils ménagers	1,42	1,52	- 423
véhicules automobiles et cycles	2,64	1,03	+ 3.015
horlogerie, fine mécanique et appareils d'optique ...	—	0,25	- 504
Biens de consommation non durables	4,9	8,6	- 8.550
dont : produits alimentaires	3,48	6,86	- 7.661
dont : produits animaux	(1,31)	(2,25)	(- 2.176)
produits végétaux	(2,16)	(4,54)	(- 5.346)
Biens d'équipement	11,0	12,7	- 5.024
dont : matériel de chemin de fer et de tramway	0,62	0,05	+ 1.111
véhicules commerciaux et avions	0,75	1,44	- 1.562
constructions navales	1,43	0,33	+ 2.094
machines motrices, pompes	0,44	0,66	- 513
machines complètes	3,14	3,86	- 1.984
appareils de pesage, de levage et de manutention.....	0,50	0,81	- 721
matériel électrique et électronique.....	2,21	2,75	- 1.473
fine mécanique et appareils d'optique	0,12	0,49	- 793
outillage, pièces et accessoires de machines diverses	1,17	1,31	- 472
matériel de bureau	0,11	0,62	- 1.091
Autres	1,2	—	+ 2.323
Total ...	100,0¹	100,0¹	-14.732

¹ Par suite des forçages, les totaux ne correspondent pas exactement à la somme des composantes.

forme de biens de consommation. Ce secteur est déficitaire à concurrence de 4,1 milliards de francs.

Parmi les autres rubriques des biens de production, les produits destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires, aux raffineries de pétrole, et les combustibles solides sont fortement déficitaires, soit chacune de plus de 5 milliards de francs, tandis que les autres le sont dans une moindre mesure (bois et liège, cuir, papier et arts graphiques, tabac brut, caoutchouc, produits chimiques).

Seuls les échanges de produits destinés à l'industrie de la construction laissent un solde largement

positif de 9,2 milliards de francs, en grande partie par suite des exportations de verre plat, de ciment et de matériaux de construction à base de ciment et de plâtre. L'équilibre prévaut dans les échanges de l'industrie diamantaire.

Les biens de consommation représentent en 1961 21,7 p.c. des exportations et 18,7 p.c. des importations de l'U.E.B.L. Pour l'ensemble de cette catégorie de biens, l'U.E.B.L. est donc exportatrice nette à concurrence de 3,1 milliards de francs, soit 7,2 p.c. du total des importations de biens de consommation. Le déficit de 8,5 milliards de francs

enregistré dans le commerce des biens non durables est plus que compensé par le surplus de 11,6 milliards de francs réalisé dans le commerce des biens durables. Celui-ci concerne, en ordre principal, les produits textiles, les véhicules automobiles et les cycles. Les échanges d'appareils ménagers, d'horlogerie et de fine mécanique laissent un solde négatif. Le déficit de 8,5 milliards de francs de la rubrique des biens de consommation non durables provient presque exclusivement des achats de produits alimentaires, surtout de produits végétaux qui ne sont pas produits dans le pays (fruits exotiques, café, thé, épices, vins et spiritueux).

Les échanges de biens d'équipement accusent un déficit net à concurrence de 5 milliards de francs, ce qui correspond à 18,8 p.c. des achats totaux de ces produits. L'U.E.B.L. est importatrice nette pour la plupart de ces biens, sauf pour le matériel de chemin de fer et de tramway et pour les constructions navales.

On constate donc que le solde déficitaire de l'ensemble des échanges commerciaux de l'U.E.B.L. — 14,7 milliards de francs en 1961 — provient des importations nettes d'une gamme étendue de biens de production, de produits alimentaires et de biens d'équipement. Il est, en partie, compensé par

les exportations nettes de demi-produits métalliques, de matériaux de construction, de produits textiles, de matériel de chemin de fer et de constructions navales, ainsi que de marchandises reprises dans une rubrique « confidentielle ».

L'U.E.B.L. s'est ainsi spécialisée dans les exportations de demi-produits métalliques et de biens de consommation durables (produits textiles et véhicules automobiles), tandis qu'elle importe soit des produits de base qu'elle ne produit pas sur son territoire, soit des biens de consommation durables, ou des biens d'équipement qui, souvent, ont un haut degré de technicité.

Une évolution de la structure des échanges de l'U.E.B.L. se dessine-t-elle ? La nouvelle classification de la Banque Nationale, portant sur les exportations, ne permet pas d'effectuer des observations sur une période suffisamment longue. Il y a lieu de se référer à celle de l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques qui, seule, donne une indication, approximative certes, de l'évolution de la structure du commerce extérieur dans la période de l'après-guerre.

Il ressort du tableau IV que la composition des exportations belgo-luxembourgeoises a subi d'importants changements dans l'après-guerre. La part des

Tableau IV. **Evolution de la composition des exportations et des importations de l'U.E.B.L.**
(Pourcentages par rapport au total)

Sources : Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques. Pour les années 1936-1938 et 1953 : Service mensuel de conjoncture - Statistiques rétrospectives, mars 1955 et mars 1962. Pour les années 1957 et 1961 : les renseignements ont été communiqués directement par l'Institut.

	1936-1938	1953	1957	1961
Exportations				
Produits alimentaires	7,8	5,5	4,8	5,4
Produits bruts non alimentaires	23,1	12,5	10,5	8,0
Produits demi-finis	46,8	52,8	52,5	52,7
Produits finis	22,3	29,2	32,2	33,9
dont : produits métalliques finis	(11,0)	(17,0)	(17,5)	(20,6)
articles textiles et d'habillement	(7,3)	(8,7)	(9,9)	(8,2)
	100,0	100,0	100,0	100,0
Importations				
Produits alimentaires	31,8	21,7	17,4	14,8
Produits bruts non alimentaires	37,5	30,1	31,0	26,3
Produits demi-finis	19,0	20,3	21,8	22,6
Produits finis	11,6	27,9	29,8	36,3
dont : produits métalliques finis	(8,3)	(20,1)	(19,8)	(25,8)
articles textiles et d'habillement	(2,1)	(3,5)	(4,4)	(4,1)
	100,0	100,0	100,0	100,0

produits bruts non alimentaires n'a cessé de se contracter au profit de celle des demi-produits et surtout de celle des produits finis. La part de ces derniers dans le total des exportations est passée de 22,3 p.c. en 1936-1938 à 29,2 p.c. en 1953 et à 33,9 p.c. en 1961. La progression a été la plus forte pour les produits métalliques finis, tandis que la part des articles textiles et d'habillement ainsi que des produits alimentaires est demeurée stable. Les

exportations de produits demi-finis ont été freinées en 1961 par la conjoncture moins favorable en sidérurgie et dans les métaux non ferreux; leur part était plus élevée en 1960.

Du côté des importations, on constate une importante diminution, depuis 1936-1938, de la part des produits alimentaires, en raison du développement de la production agricole belgo-luxembourgeoise, favorisée par une politique de soutien des prix, et

en raison de l'expansion des industries alimentaires. Il y a donc eu un processus de substitution de la production nationale aux importations dans ce secteur. La part des produits bruts non alimentaires, comprenant surtout des matières textiles, a également diminué.

Les importations de produits demi-finis et finis ont accusé des tendances similaires à celles des exportations; leur part, principalement de produits finis, s'est fortement élargie. Le pourcentage de ces derniers dans les importations totales est passé de 11,6 p.c. en 1936-1938 à 27,9 p.c. en 1953 et à 36,3 p.c. en 1961. La forte hausse survenue dans l'immédiat après-guerre peut être attribuée surtout à une production insuffisante de biens élaborés à l'intérieur des pays touchés par la guerre alors que les besoins étaient considérables. Depuis 1953, on observe une évolution à peu près parallèle des importations et des exportations de produits finis, mais plus que proportionnelle à l'augmentation totale des échanges, de telle sorte que leur part s'élargit sans cesse.

Les changements affectant la composition du commerce extérieur de l'U.E.B.L. se sont opérés dans le contexte d'une expansion générale de ses échanges. Ceci s'explique par la politique de libération des transactions internationales appliquée avec ténacité par l'Organisation Européenne de Coopération Economique et par la politique d'intégration économique adoptée par les principaux pays industrialisés de l'Europe. Ces politiques ont abouti à l'élimination de nombreuses restrictions quantita-

tives aux échanges et à l'abaissement des droits de douane. Ces limitations entravaient surtout le commerce de produits finis. La poursuite de l'intégration économique européenne accentuera, selon toute vraisemblance, le développement des échanges de produits finis, qui ira de pair avec une spécialisation plus poussée des productions parmi les pays industrialisés.

*
**

Ces politiques ont eu également des répercussions notables sur l'orientation géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Au cours de la dernière décennie, la part relative des *pays industrialisés* dans le commerce extérieur de l'U.E.B.L. n'a cessé de s'élargir et représente, en 1961, 76 p.c. des importations et 80 p.c. des exportations. Alors que la part relative des partenaires de la C.E.E. a augmenté rapidement jusqu'à atteindre plus de 50 p.c., celle des Etats-Unis, du Canada et du Royaume-Uni tend à fléchir. Dans l'immédiat après-guerre, les importations en provenance des Etats-Unis et du Canada ont été importantes : elles représentaient 20 p.c. des importations totales en 1948. Leur part a diminué à mesure que la reconstruction économique progressait en Europe et permettait à l'U.E.B.L. de reprendre ses achats auprès de ses fournisseurs européens traditionnels. En 1961, les importations belgo-luxembourgeoises en provenance des Etats-Unis et du Canada sont tombées à 10 p.c. du total de ses approvisionnements. Les exportations vers l'Amérique du Nord se sont amplifiées jusqu'en 1953. En-

Tableau V.

Orientation géographique du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1948			1953			1957			1961		
	Pourcentages par rapport au total		Pourcentages de couverture	Pourcentages par rapport au total		Pourcentages de couverture	Pourcentages par rapport au total		Pourcentages de couverture	Pourcentages par rapport au total		Pourcentages de couverture
	Imports	Exports		Imports	Exports		Imports	Exports		Imports	Exports	
Pays industrialisés ¹	66,8	64,5	81,7	69,2	70,5	95,0	73,0	72,9	92,7	76,1	80,1	98,0
dont : Communauté Economique ...												
Européenne	24,1	30,8	108,1	38,6	38,4	92,9	43,5	46,1	98,3	50,6	53,2	97,8
Etats-Unis et Canada	19,5	6,9	30,0	12,7	11,6	85,2	12,7	9,5	69,7	10,2	10,3	94,6
Royaume-Uni	9,7	9,0	78,6	9,0	7,8	80,2	8,2	5,6	63,1	7,5	5,3	64,9
Pays du groupe communiste ²	4,7	5,1	90,5	2,0	3,5	158,5	2,2	2,9	126,0	2,3	3,0	121,0
Pays en voie de développement	28,5	30,4	90,6	28,8	26,0	84,4	24,8	24,2	90,4	21,6	16,9	72,6
dont : Reste de l'Europe ³ + Océanie + Union Sud-Africaine	5,1	6,8	112,4	5,3	5,8	102,0	4,9	4,1	77,8	4,0	4,5	102,5
Amérique latine ⁴	10,7	9,4	74,0	7,7	4,0	48,5	5,5	6,0	100,0	4,1	3,9	89,0
Reste de l'Asie ⁵	3,5	5,1	122,8	6,0	6,1	94,4	6,3	6,3	92,2	5,2	4,8	86,6
Reste de l'Afrique ⁶	8,7	8,0	77,3	9,7	8,4	80,7	8,1	7,2	82,1	8,3	3,2	35,5
dont : Congo et Ruanda-Urundi	7,3	3,9	44,5	7,5	5,8	73,0	5,5	4,4	74,0	5,5	1,2	20,1
Total ...	100,0	100,0	84,7	100,0	100,0	93,3	100,0	100,0	92,8	100,0	100,0	93,0

¹ Pays de la C.E.E., pays scandinaves, Finlande, Royaume-Uni, Irlande, Suisse, Autriche, Japon, Etats-Unis, Canada.

² Pays du groupe soviétique, Yougoslavie, Chine, Corée du Nord, Nord-Vietnam.

³ Total de l'Europe — (pays européens industrialisés, pays du groupe soviétique, Yougoslavie).

⁴ Total de l'Amérique — (Etats-Unis et Canada).

⁵ Total de l'Asie — (Japon, Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord).

⁶ Total de l'Afrique — Union Sud-Africaine.

suite, la part de cette zone dans les expéditions totales a légèrement fléchi et s'est stabilisée aux environs de 10 p.c. La proportion de couverture des importations par les exportations vis-à-vis des Etats-Unis et du Canada, qui était de 30 p.c. en 1948, s'est établie en 1961 à 95 p.c. C'est en grande partie à cette évolution qu'il faut attribuer l'amélioration du pourcentage de couverture à l'égard des pays industrialisés, qui atteint 98 p.c. en 1961 contre 82 p.c. en 1948.

Le commerce de l'U.E.B.L. avec les *pays du groupe communiste* demeure relativement stable depuis 1953, à un niveau peu élevé, soit 2 p.c. à 3 p.c. du total des échanges belgo-luxembourgeois. Le pourcentage de couverture des importations par les exportations s'établit à 121.

La part relative des *pays en voie de développement* dans le commerce extérieur de l'U.E.B.L. a fléchi de manière continue depuis 1948. Cette tendance s'est accentuée depuis 1953. Elle concerne surtout les pays de l'Amérique latine. La baisse s'est évidemment accélérée par suite des difficultés économiques qui, au Congo, ont suivi l'indépendance et provoqué la contraction des importations congolaises. La part des pays en voie de développement dans les exportations de l'U.E.B.L. est revenue de 30 p.c. en 1948 à 17 p.c. en 1961, et, pendant la même période, de 29 p.c. à 22 p.c. pour les importations belgo-luxembourgeoises. La proportion de couverture des importations par les exportations est dès lors revenue de 91 p.c. à 73 p.c. En chiffres absolus, le déficit de la balance commerciale vis-à-vis de ces pays s'élève en 1961 à 12,5 milliards, soit 85 p.c. du déficit global. Le déficit envers le seul Congo atteint toutefois 9,2 milliards; dans le cadre de la balance des paiements, il est compensé par une série d'autres opérations.

Le tableau VI permet de comparer l'orientation géographique des échanges de l'U.E.B.L. en 1961 avec celle des sept principaux pays industrialisés exportateurs de produits manufacturés. L'orientation des échanges vers les pays industrialisés est plus prononcée en U.E.B.L. et aux Pays-Bas que dans les autres pays comparés. C'est en France, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et surtout au Japon que la part des pays industrialisés dans les échanges est la moins élevée.

Tandis que l'U.E.B.L., l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et surtout le Japon enregistrent un déficit tant vis-à-vis des pays industrialisés pris dans leur ensemble que des différentes zones qui les partagent, la France, l'Allemagne et surtout les Etats-Unis accusent un surplus. Cependant, la France et l'Allemagne, comme tous les autres pays considérés, enregistrent un solde déficitaire important vis-à-vis des Etats-Unis. Toutefois, le commerce avec les Etats-Unis n'est important que pour le Royaume-Uni et surtout pour le Japon.

Les échanges avec les pays du groupe communiste sont peu importants, sauf pour l'Italie où

Tableau VI.

Répartition géographique du commerce extérieur des différents pays industrialisés en 1961¹

Sources : Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : *Institut National de Statistique*.
Japon : *Japanese Economic Statistics*.
Autres pays : *Organisation de Coopération et de Développement Economiques*.

	Pourcentages par rapport au total		Pourcentages de couverture
	Importations	Exportations	
<i>Pays-Bas :</i>			
Pays industrialisés	77,3	77,3	84,3
dont : C.E.E.	49,2	47,6	81,2
Etats-Unis et Canada	11,7	5,2	37,4
Pays du groupe communiste ...	2,4	2,1	74,7
Pays en voie de développement	20,3	20,6	85,4
Total ...	100,0	100,0	84,2
<i>Allemagne :</i>			
Pays industrialisés	68,8	70,8	119,3
dont : C.E.E.	31,3	31,7	117,4
Etats-Unis et Canada	15,9	7,9	57,5
Pays du groupe communiste ...	4,7	5,1	125,8
Pays en voie de développement	26,5	24,1	105,5
Total ...	100,0	100,0	116,0
<i>France :</i>			
Pays industrialisés	54,3	55,7	109,1
dont : C.E.E.	30,9	33,5	115,1
Etats-Unis et Canada	12,2	6,5	56,8
Pays du groupe communiste ...	2,8	4,1	154,3
Pays en voie de développement	42,9	40,2	99,4
Total ...	100,0	100,0	106,2
<i>Italie :</i>			
Pays industrialisés	63,8	63,4	79,6
dont : C.E.E.	29,4	31,4	85,6
Etats-Unis et Canada	18,0	10,3	45,6
Pays du groupe communiste ...	7,6	9,0	95,4
Pays en voie de développement	28,6	27,6	77,5
Total ...	100,0	100,0	80,2
<i>Etats-Unis :</i>			
Pays industrialisés	55,3	52,4	135,9
dont : C.E.E.	15,5	17,0	157,7
Etats-Unis et Canada	—	—	—
Pays du groupe communiste ...	0,9	1,4	239,6
Pays en voie de développement	43,8	46,2	151,6
Total ...	100,0	100,0	143,7
<i>Royaume-Uni :</i>			
Pays industrialisés	50,9	48,0	82,3
dont : C.E.E.	15,4	17,3	98,3
Etats-Unis et Canada	18,9	13,8	63,4
Pays du groupe communiste ...	4,7	4,2	79,9
Pays en voie de développement	44,4	47,8	93,9
Total ...	100,0	100,0	87,3
<i>Japon :</i>			
Pays industrialisés	49,5	38,6	56,9
dont : C.E.E.	5,4	5,0	68,5
Etats-Unis et Canada	40,4	27,6	49,8
Pays du groupe communiste ...	3,4	2,4	49,3
Pays en voie de développement	47,1	59,0	91,4
Total ...	100,0	100,0	72,9

¹ La décomposition des zones géographiques est la même que celle du tableau V.

ils représentent 8 à 9 p.c. du total des courants commerciaux. Ils présentent tantôt un excédent, tantôt un déficit.

En ce qui concerne les huit pays considérés, les courants commerciaux avec les pays en voie de développement accusent de sensibles différences. Leur part relative est le moins élevée dans le commerce extérieur de l'U.E.B.L. et des Pays-Bas : elle est de l'ordre de 20 p.c. Quant aux autres pays — à l'exclusion du Japon —, les pourcentages oscillent entre 24 et 50 p.c., les plus élevés concernant le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Pour le Japon, la part des importations en provenance des pays en voie de développement et des exportations à destination de ces pays par rapport au commerce extérieur global se situe respectivement à 47 et 59 p.c.

Seuls l'Allemagne et surtout les Etats-Unis accusent un solde extérieur positif vis-à-vis des pays en voie de développement, tandis que la France présente une situation équilibrée. Quant à l'U.E.B.L., c'est elle qui a le pourcentage de couverture le plus bas à l'égard de ces pays, en grande partie en raison de sa balance commerciale fortement déficitaire vis-à-vis du Congo.

II. — APERÇU DE L'EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION DES ECHANGES COMMERCIAUX

De nouveaux progrès vers la libération des échanges de marchandises ont été effectués en 1961 : plusieurs anciennes réglementations, limitant les échanges, ont été assouplies ou supprimées, tandis que peu de nouvelles réglementations ont été instaurées.

Une distinction doit être faite entre les réglementations autonomes de l'U.E.B.L. et celles qui sont édictées dans le cadre des communautés économiques existantes.

Dans le domaine des réglementations autonomes des produits agricoles et alimentaires, des changements se sont surtout produits en matière de taxes de licence à l'importation. Le régime de la taxe de licence fut étendu à quelques nouveaux produits, tandis que le taux du droit applicable à certains produits a été modifié à plusieurs reprises (1).

Au début de l'année, une série de produits agricoles et alimentaires fut libérée dans le cadre du G.A.T.T. et, par conséquent, l'importation de ces produits ne fut plus soumise à des restrictions quantitatives à l'égard des pays membres.

Quant aux produits industriels, l'émission de licences pour l'importation de pétrole brut originaire

(1) La coordination de divers arrêtés parus au cours de l'année 1961 fut opérée par les arrêtés royal et ministériel des 28 et 29 décembre 1961 (*Moniteur* du 30 décembre, pp. 9.857 et 9.867).

de l'Europe orientale fut suspendue depuis le mois de juillet.

En fait, les décisions générales qui déterminent la politique commerciale de l'U.E.B.L. sont prises de plus en plus dans le cadre de Benelux, de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et de la Communauté Economique Européenne.

En ce qui concerne les réglementations communes Benelux, plusieurs contingents mondiaux furent supprimés au début de l'année. Les quatre contingents à caractère mondial, subsistant effectivement en 1961, furent tous majorés par rapport à l'année précédente. Les contingents particuliers vis-à-vis des pays de l'Europe orientale ont subi plusieurs changements, parfois dans un sens plus restrictif. Le régime applicable aux importations en provenance de la Chine fut assoupli dans une mesure appréciable. La poursuite d'une politique commune Benelux à l'égard du Japon a entraîné l'instauration, au 1^{er} janvier 1961, de quatorze nouveaux contingents. Au cours de l'année, certains contingents ont toutefois été élargis.

Dans le cadre du Traité de Paris instituant la C.E.C.A., l'application de l'article 37 à la Belgique a été prorogée : l'isolement partiel du marché belge du charbon a été maintenu; moyennant une légère augmentation des contingents de charbons originaires de partenaires de la C.E.C.A.

D'autre part, le contingent des expéditions de charbons belges aux autres partenaires de la C.E.C.A., hormis l'Italie, a également été élargi quelque peu. Les échanges de charbon avec l'Italie ne sont pas soumis à des restrictions quantitatives.

C'est toutefois dans le cadre de la C.E.E. que les principales décisions de politique commerciale ont été prises en 1961. Des progrès substantiels ont été accomplis dans la libération de la circulation des marchandises au sein de la C.E.E. En application de la décision adoptée, le 12 mai 1960, d'accélérer le désarmement douanier, les contingents à l'importation ont été supprimés pour les produits industriels à la fin de 1961 dans le commerce intracommunautaire.

Les droits de douane entre les Etats membres ont été abaissés de 10 p.c. au 31 décembre 1961 et ne représentaient plus à cette date, par rapport au niveau de 1957, que 60 p.c. pour les produits industriels.

Des mesures de libération ont également été prises pour les produits agricoles. Les droits de douane ont été abaissés et ne représentent plus, par rapport au niveau de 1957, que 65 p.c. pour les produits non libérés et que 70 p.c. pour les produits libérés. De même, les contingents ont été élargis à concurrence de 60 p.c. pour les produits agricoles qui ne relèvent pas d'une organisation de marché. Toutefois, par suite de l'adoption par le Conseil, au cours de sa 60^e session, d'une politique agricole commune, les droits de douane et les contingents seront rem-

placés par des prélèvements variables, à la frontière de la Communauté et, provisoirement, entre les partenaires. Les prélèvements applicables dans le commerce intracommunautaire diminueront graduellement à mesure que les prix nationaux se rapprocheront les uns des autres. Ils devront disparaître pour le 1^{er} janvier 1970.

Le premier rapprochement des tarifs douaniers nationaux vers le tarif extérieur commun a été effectué anticipativement au 1^{er} janvier 1961 pour les produits industriels. Il a été complété pour les produits agricoles au 31 décembre 1961.

III. — LES COURANTS D'IMPORTATION

Les importations de l'U.E.B.L. ont progressé de 6,6 p.c. en 1961 et ont atteint un montant de 210,9 milliards de francs. La hausse est due presque uniquement à un gonflement des volumes des achats à l'étranger. En effet, les valeurs unitaires n'ont augmenté que de 0,5 p.c. pour l'ensemble des

importations (1). Le renchérissement des biens d'équipement et, dans une moindre mesure, des biens de consommation a été compensé par la baisse des matières premières et des produits de base.

En 1961, l'augmentation des importations a été la plus forte pour les biens d'équipement : 20,2 p.c. contre 15 p.c. en 1960. Elle reflète le « boom » des investissements dans l'économie belge. En 1961, ceux-ci ont progressé de 12 p.c. (2). En regard de ces pourcentages, celui de l'accroissement des importations de biens de consommation est resté modéré, bien qu'il ait également haussé, passant de 4 p.c. entre 1959 et 1960 à 6,3 p.c. entre 1960 et 1961. En revanche, les achats de biens de production n'ont progressé au cours de cette dernière

(1) Les indices calculés par l'Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques font apparaître une hausse plus accusée, comme il ressort du tableau I.

(2) Voir tableau II de l'article « Evolution récente de la situation économique et financière », *Bulletin d'Information et de Documentation*, vol. I, n° 6, juin 1962, p. 629. Il s'agit de l'évolution des investissements (défense nationale exclue) comprenant les bâtiments et le génie civil, l'outillage et les véhicules automobiles, tant du secteur privé que public.

Tableau VII.

Importations par catégorie de biens

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960	Indices de la valeur globale 1961/1960
	1960	1961			
Biens de production	138,6	144,8	105	99	105
Biens de consommation	37,1	39,4	105	102	106
Biens d'équipement	22,2	26,7	120	104	120
	197,9	210,9	107	100	107

période que de 4,5 p.c. contre 18 p.c. en 1960. Ils ont augmenté parallèlement à la production industrielle dont l'indice global a haussé de 4,5 p.c. d'une année à l'autre. Toutefois, les achats à l'étranger de biens de production représentent toujours la part la plus importante des importations belgo-luxembourgeoises, soit 69 p.c. en 1961 contre 70 p.c. en 1960.

1. Biens de production.

L'augmentation modérée des importations de biens de production qui sont passées de 138,6 milliards de francs à 144,8 milliards de francs, recouvre des évolutions divergentes. Les progrès sont sensibles dans les ventes aux industries du textile, du cuir et de la construction. L'approvisionnement des industries métallurgiques, s'élevant à 34 p.c. de cette catégorie de biens, n'a que légèrement augmenté; les fournitures à l'agriculture et aux industries alimentaires, à l'industrie du caoutchouc, ainsi que les livraisons de combustibles liquides ont diminué.

L'industrie sidérurgique de l'U.E.B.L. a produit 11,1 millions de tonnes d'acier brut en 1961, contre 11,3 millions l'année précédente, mais la diminution du volume des ordres en carnets, tant pour l'U.E.B.L. que pour l'ensemble des pays de la C.E.C.A., a été plus importante. Alors qu'en 1960 la quantité de minerai de fer livrée par l'étranger avait progressé de 14 p.c., elle a diminué de 0,2 p.c. en 1961. Les prix sont demeurés stables. Les pays de la C.E.C.A., plus particulièrement la France, livrent 50 p.c. des approvisionnements de l'U.E.B.L. en minerais. Parmi les pays tiers, la Suède conserve la première place, mais le Canada poursuit rapidement son avance, ayant presque doublé ses livraisons à l'U.E.B.L. en 1961 par rapport à 1960. Malgré une conjoncture peu favorable, les importations de mitraille n'ont pas fléchi.

L'industrie des métaux non ferreux a développé sa production de 2 p.c. pour les métaux bruts et de 8 p.c. pour les demi-produits. Or, les importations de biens de production ont diminué en valeur de 5 p.c. sous l'influence d'une baisse à la fois des volumes et des prix. Cette évolution divergente de la produc-

Tableau VIII.

Importations de biens de production

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Evolution par rapport à 1960 (pour cent)
	1960	1961	
<i>Biens de production destinés :</i>			
aux industries métallurgiques	47,1	48,5	+ 3,2
aux industries textiles	15,3	17,7	+ 15,8
à l'agriculture et aux industries alimentaires	15,6	14,9	- 4,3
à l'industrie diamantaire	9,3	9,5	+ 2,7
aux industries du papier et des arts graphiques	2,9	3,0	+ 0,9
à l'industrie du bois	3,2	3,4	+ 4,7
à l'industrie du cuir	2,1	2,4	+ 13,7
à l'industrie de la construction	2,7	2,9	+ 9,4
à l'industrie du tabac	1,2	1,3	+ 4,5
aux raffineries de pétrole	7,1	7,5	+ 4,2
à l'industrie du caoutchouc	1,1	1,0	- 8,3
<i>indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>			
huiles minérales raffinées	4,2	4,1	- 2,0
combustibles solides	7,8	8,2	+ 4,3
produits chimiques	8,0	8,3	+ 4,4
autres produits	11,0	12,1	+ 10,5
Total ...	138,6	144,8	+ 4,5

tion et des approvisionnements peut être attribuée en grande partie à des prélèvements sur les stocks, qui avaient été constitués l'année précédente par suite des importations massives en provenance du Congo. Ces dernières, qui atteignent plus de la moitié des importations de ce secteur, ont diminué en 1961 de quelque 10 p.c.

Les importations de cuivre brut, qui représentent 59 p.c. de la rubrique des métaux non ferreux, ont légèrement diminué en valeur par rapport à 1960, quoique les quantités aient quelque peu augmenté. En effet, les prix mondiaux de cette matière ont fléchi principalement au cours du deuxième semestre. La part du Congo dans ces importations qui était de 73 p.c. en 1960, s'est maintenue.

Les industries du plomb et du zinc rencontrent depuis plusieurs années de graves problèmes d'approvisionnement. Elles entrent en compétition, pour l'achat de minerais, avec des usines « intégrées » situées dans les pays producteurs. Les minerais disponibles pour les fonderies non « intégrées »,

telles qu'elles le sont généralement en Europe, font l'objet d'une concurrence aiguë au point que leur traitement est devenu peu rémunérateur, sauf dans des marchés protégés comme c'est le cas aux Etats-Unis et au Japon. Les importations de zinc et de plomb ont diminué respectivement de 21 p.c. et 10 p.c. Les sources principales d'approvisionnement de minerai de zinc sont le Congo, la Suède, la Finlande et le Pérou et, jusqu'à l'année dernière, l'Australie; et pour le plomb, le Sud-Ouest Africain, le Canada et le Pérou.

Les livraisons de minerai d'étain ont augmenté en valeur de 16 p.c. sous l'influence d'une forte hausse des prix, alors que les quantités sont demeurées stables. Le Congo et le Ruanda-Urundi sont les fournisseurs presque exclusifs de l'U.E.B.L. Le marché de l'uranium reste confronté avec un excès d'offre sur la demande. Les approvisionnements, provenant uniquement du Congo, après avoir triplé en 1960, ont baissé en 1961 de quelque 50 p.c.

Tableau IX.

Importations de biens de production destinés aux industries métallurgiques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unité	1960	1961
Minerai de fer	milliers de tonnes	20.689	20.649
Minerais de métaux non ferreux	milliards de francs	6,0	5,0
Mitraille	milliers de tonnes	197	198
Cuivre brut	milliers de tonnes	294	297
Autres métaux non ferreux bruts	milliards de francs	3,5	3,7
Fonte, lingots, ferro-alliages	milliards de francs	2,1	2,2
Pièces détachées d'avions, de navires et divers	milliards de francs	2,7	3,4
Pièces détachées d'autos, de motos et de cycles	milliards de francs	12,8	13,3

Dans le secteur des *fabrications métalliques*, le rythme d'expansion de la production a crû au cours de l'année 1961 de 11 p.c. et les commandes inscrites en cours d'exercice, de 25 p.c. ⁽¹⁾. Les importations de biens de production se sont par conséquent accrues de 27 p.c., principalement celles de pièces détachées d'avions, par suite des commandes importantes passées à l'industrie aéronautique belge. Les achats de pièces détachées d'autos, de motos et de cycles n'ont augmenté que de 4 p.c., par suite d'un certain ralentissement de l'activité de cette industrie. Les importations de biens de première transformation ont augmenté dans la même proportion que la production de ce secteur, soit de 4,8 p.c., de telle sorte que le pourcentage de couverture de la demande intérieure par la production s'est maintenu à quelque 80 p.c. ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Source : *Fabrimétal*.

⁽²⁾ *Rapport annuel de Fabrimétal*, 1961, tableau n° 19, p. 106.

Les *industries textiles* ont, dans l'ensemble, enregistré, comme en 1960, une conjoncture favorable. Elles ont accru leur production de 7 p.c. La hausse des importations de 15,8 p.c. résulte, en grande partie, d'un réapprovisionnement en matières premières. Les fluctuations de prix sur l'ensemble de l'année ont été faibles; seul le jute a connu une baisse d'une certaine ampleur au deuxième semestre après une période de très forte hausse.

Les filatures et les tissages de laine ont développé leur production de 7,1 p.c. et de 14,9 p.c. La valeur des importations de laine en suint ou lavée à dos a atteint 4,8 milliards, soit une augmentation de 18,3 p.c. L'Australie et la Nouvelle-Zélande continuent à fournir 75 p.c. du total; mais l'Union Sud-Africaine est apparue cette année comme un fournisseur important.

Pour l'ensemble de l'année, l'activité de l'industrie cotonnière a faiblement progressé. Depuis l'automne cependant, un fléchissement s'est produit

Tableau X. **Importations des principales matières premières destinées aux industries textiles**

Source : *Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.*

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961	Indices d'activité dans le secteur considéré 1960/1961
	1960	1961		
Laine en suint ou lavée à dos	81	98	4,8	{ 106,3 (a) 106,4 (b) 110,5 (c)
Coton en masse	107	98	3,0	100,4 (d)
Jute brut	68	64	1,1	80,7 (d)
Lin brut et assimilés	142	218	0,8	113,6 (d)

(a) Lavoires et carbonisages de laine. — (b) Peignages de laine. — (c) Filatures et tissages de laine. — (d) Filatures.

qui a donné lieu à une légère diminution des achats de coton en masse. Les États-Unis ont fourni près de la moitié des approvisionnements. Les livraisons en provenance du Congo ont considérablement diminué, celles du Nigéria et de l'Égypte notamment s'y sont substituées.

L'industrie du jute a été affectée, depuis plusieurs années, par les perturbations du marché de cette fibre. Après une hausse considérable des prix jusqu'au premier semestre, par suite de la mauvaise récolte de 1960 au Pakistan oriental, la tendance s'est renversée lors de la nouvelle récolte, bien que les prix demeurent en moyenne encore très élevés par rapport à 1959 et même à 1960. La production a diminué de 20 p.c. et les quantités importées de 6 p.c., quoique en valeur, il y ait une hausse de 47 p.c. L'industrie du lin a connu une forte activité, en hausse de 5 p.c. sur 1960, de telle sorte que les importations ont augmenté de 38 p.c., en provenance surtout de la France et des Pays-Bas.

Les importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires ont diminué de 4 p.c., par suite surtout de la récolte abondante de 1960.

Les achats de céréales à l'étranger ont légèrement fléchi en valeur, bien que les importations de froment se soient accrues de 31 p.c. Le Canada et les États-Unis couvrent plus de 80 p.c. des fournitures de froment suivis de l'U.R.S.S. avec 14 p.c. L'instabilité géographique des fournitures d'orge s'est à nouveau vérifiée. La France demeure à la première place, mais l'augmentation provient surtout des Pays-Bas et de la Pologne, au détriment du Royaume-Uni et des États-Unis.

Contrairement à la tendance observée lors de ces dernières années, les importations de maïs ont fléchi. Les États-Unis sont devenus les fournisseurs les plus importants, suivis de l'Argentine, dont les livraisons diminuent cependant au profit de celles de la Roumanie.

La baisse la plus importante s'est produite dans le secteur des céréales diverses, dont le seigle, l'avoine, le riz, le sarrasin, le millet, l'alpiste et le sorgho; les importations en provenance des États-Unis ont été spécialement affectées.

Les importations d'aliments pour bétail ont décliné de 7 p.c. par suite des rendements élevés des cultures fourragères du pays en 1960.

Tableau XI. **Importations de biens de production destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Unité	1960	1961
Céréales	<i>milliards de francs</i>	6,0	5,7
dont : froment	<i>milliers de tonnes</i>	398	515
orge	<i>milliers de tonnes</i>	283	325
maïs	<i>milliers de tonnes</i>	554	476
Engrais	<i>milliards de francs</i>	2,8	3,1
Produits pour animaux	<i>milliards de francs</i>	2,1	2,0
Cacao	<i>milliards de francs</i>	0,8	0,7
Sucre	<i>milliards de francs</i>	0,5	—
Huiles et graines oléagineuses	<i>milliards de francs</i>	2,3	2,1
Houblon	<i>milliards de francs</i>	0,1	0,1

Les livraisons de cacao ont diminué de 9 p.c. en valeur malgré une augmentation des quantités de 8 p.c. Ceci est dû à la forte chute amorcée depuis plusieurs années des cours du cacao brut, atteignant quelque 20 p.c. en 1961. Le Ghana et ensuite le Congo sont les plus gros fournisseurs de ce produit, mais leur part relative a fléchi en faveur d'autres producteurs africains et sud-américains. Les Pays-Bas demeurent le vendeur exclusif de beurre et d'huile de cacao, qui représentent 40 p.c. des importations de cacao.

La récolte de betteraves sucrières ayant été bonne, il en est résulté un certain excédent de l'offre. D'autre part, la production des raffineries a quelque peu diminué de telle sorte qu'il y a eu pratiquement un arrêt des importations qui tombent de 95 p.c. La baisse de 6 p.c. des achats d'huiles et de graines oléagineuses doit être mise en relation avec la diminution de la consommation de matières grasses. Les importations de houblon ont augmenté, mais elles sont peu importantes par rapport à la production nationale; elles ne se montent qu'à 118 millions, en provenance presque exclusivement de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne fédérale.

Poursuivant leur évolution fondamentale depuis la guerre, les importations d'engrais ont progressé de 12 p.c. Il s'agit, à concurrence de 72 p.c., d'engrais minéraux ou chimiques potassiques, principalement de chlorure de potassium, fourni presque exclusivement par la France. Ce produit est travaillé en Belgique pour être en majeure partie réexporté. Après la France, le fournisseur le plus important est l'Allemagne.

Les livraisons de biens de production à l'*industrie du diamant*, provenant en majeure partie du marché de Londres, ne se sont accrues que de 2,7 p.c.

L'*industrie du tabac* a poursuivi son expansion structurelle; la production s'est accrue de 4 p.c. et les importations de tabac brut de 4,5 p.c. La répartition géographique des fournisseurs est très diversifiée : parmi ceux-ci, les Etats-Unis demeurent les plus importants.

Les importations des *industries du papier et des arts graphiques* se sont accrues à concurrence de

1 p.c. en valeur et de 7 p.c. en quantité. La baisse des matières premières à la suite d'une certaine surproduction des usines des pays scandinaves, principaux fournisseurs, a incité les acheteurs à réduire leurs stocks au cours du deuxième semestre. La production de ces industries a connu en 1961 une expansion comparable à celle de l'année précédente, soit 7 p.c., mais un net ralentissement s'est manifesté à partir du deuxième semestre.

Les achats à l'étranger de l'*industrie du cuir* se sont développés de 13,7 p.c. Il faut mettre cet accroissement en relation avec le regain d'activité qu'on observe dans les industries du cuir et de la chaussure dont la production a crû de 16 p.c. et de 5 p.c. Les principaux pays fournisseurs sont les Pays-Bas, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

La vive activité de l'*industrie de la construction* et les goulots d'étranglement apparus dans certains secteurs, entre autres dans les briqueteries, ont entraîné une hausse de 9,4 p.c. des importations, qui proviennent à concurrence de 83 p.c. des pays partenaires de la C.E.E.

Malgré la forte activité de l'*industrie du bois*, les achats à l'étranger ont quelque peu diminué en quantité, par suite de la forte hausse des prix à l'importation.

L'*industrie du caoutchouc* a également progressé, mais alors que les quantités importées se sont accrues, elles ont diminué de 8,3 p.c. en valeur, par suite de la chute importante des cours de cette matière sur les marchés mondiaux. Le Congo demeure le principal pays fournisseur avec 20 p.c. du total.

La consommation intérieure d'*huiles minérales* s'est accrue de 11 p.c. en 1961 stimulée par le niveau élevé de l'activité économique et par la substitution structurelle de ces produits au charbon. Les achats à l'étranger de combustibles liquides raffinés, destinés aux divers secteurs de la production, ont augmenté de 4,5 p.c. en quantité, mais ont baissé de 2 p.c. en valeur par suite de la baisse des prix. On observe cependant une croissance plus forte des

importations de produits bruts destinés aux raffineries de pétrole que des produits raffinés. En valeurs absolues, elles atteignent respectivement 7,5 milliards de francs et 4,1 milliards. De ce dernier montant, 50 p.c. proviennent de raffineries situées aux Pays-Bas. Les raffineries ont accru leur production de 12 p.c., ce qui a entraîné une hausse de 14,2 p.c. des quantités importées de pétrole brut, alors qu'en valeur, l'accroissement n'a été que de 4,8 p.c. par suite de la continuation de la baisse des cours entamée en 1958. Les livraisons proviennent à concurrence de plus de 80 p.c. du Proche-Orient, surtout de l'Irak et de l'Iran, de 9 p.c. du Venezuela et également de 9 p.c. de l'Afrique.

Les importations de *charbon* en U.E.B.L. ont augmenté de 4,3 p.c. par suite de l'assouplissement du régime d'isolement partiel du marché belge, qui a été prorogé jusqu'à la fin de 1962. La hausse la plus forte concerne les agglomérés de houille. La consommation apparente de charbon est demeurée stable : un accroissement des achats des centrales électriques et des cimenteries est allé de pair avec une diminution des livraisons aux autres secteurs industriels, dont la sidérurgie. La consommation de charbon domestique a peu varié. L'accroissement des importations peut être mis en parallèle avec une hausse des exportations de 4 p.c. Les livraisons de houille à la Belgique en provenance des pays de la C.E.C.A. sont passées de 3 millions de tonnes en 1960 à 3,2 millions de tonnes, celles en provenance des pays tiers, principalement des Etats-Unis, ont quelque peu diminué, atteignant 0,7 million de tonnes. Le Luxembourg n'importe que très peu de houille. Par contre, ses importations de coke, qui proviennent presque exclusivement de l'Allemagne, s'élèvent à 3,9 millions de tonnes, chiffre identique à celui de l'année précédente étant donné la stagnation de l'activité dans l'industrie sidérurgique.

Les importations de *produits chimiques*, qui avaient connu une hausse très vive en 1960, due peut-être à un changement dans la classification statistique, se sont accrues de 4,4 p.c. en 1961. Les achats de matières plastiques et assimilées ont augmenté de 11,5 p.c. Il s'agit d'un secteur extrêmement diversifié, comprenant des produits de degrés d'élaboration très divers. On ne peut par conséquent que rattacher ces importations à l'évolution générale de la production industrielle qui a suivi un rythme à peu près parallèle. Il en va de même de la rubrique *autres produits*, dont les produits métalliques, qui a haussé de 10,5 p.c. Pour ces deux rubriques, représentant au total 20,4 milliards, les pays partenaires de la C.E.E. fournissent plus de 60 p.c. des approvisionnements.

2. Biens de consommation.

La valeur des importations de biens de consommation est passée de 37,1 milliards de francs en 1960 à 39,4 milliards de francs en 1961, soit une hausse

de 6,2 p.c., qui se décompose en un accroissement de 5 p.c. des volumes et de 2 p.c. des valeurs unitaires. Cette rubrique représente 19 p.c. des achats de l'U.E.B.L. à l'étranger. Les livraisons de biens de consommation durables se sont accrues plus que celles de biens de consommation non durables, soit respectivement de 8,5 p.c. et 3,9 p.c.

Tableau XII.

Indices du niveau de consommation en 1961

(Base 1960 = 100)

Indice du volume de la consommation alimentaire ¹ (variations saisonnières éliminées) ...	99
Indice des ventes ² :	
dans les grands magasins	101
dans les coopératives	104
Indice de la valeur des transactions soumises au timbre ¹	104
Indice du volume des importations de biens de consommation ³	105

¹ Source : *Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques de l'Université de Louvain.*

² Source : *Institut National de Statistique* (ajusté pour tenir compte des prix de détail).

³ Source : *Banque Nationale de Belgique.*

Les différents indices reproduits au tableau XII indiquent cependant un faible accroissement du volume de la consommation en 1961. Il semble qu'il faille attribuer la hausse des importations de biens de consommation non seulement à l'évolution de la consommation intérieure, mais aussi à l'accélération des échanges internationaux de produits élaborés. En effet, en 1961, les exportations de la même catégorie de produits ont augmenté de 12 p.c., surtout celles de biens de consommation non durables.

Les importations d'articles *textiles* ont augmenté de 9,5 p.c., en provenance, à concurrence de 82 p.c., des pays partenaires de la C.E.E. contre 79 p.c. en 1960. Les Pays-Bas à eux seuls représentent 38 p.c. de cette rubrique, suivis de la France et de l'Allemagne. Alors que la part relative des pays de la C.E.E. dans les livraisons d'articles textiles à l'U.E.B.L. va croissant, celle des pays sous-développés diminue, principalement celle des pays asiatiques qui revient de 4 à 3 p.c. Ce sont les fournitures d'articles de bonneterie et de confection qui se sont accrues le plus, soit de 22 p.c. La hausse la plus forte, soit 47 p.c., a été enregistrée dans les importations en provenance de l'Italie, qui dépasse ainsi l'Allemagne.

Les livraisons de *chaussures* de l'étranger ont atteint leur niveau record d'après-guerre en augmentant de 13 p.c. On assiste à une accélération des échanges dans ce secteur.

Alors que les importations d'*appareils ménagers* s'étaient fortement accrues l'année précédente, elles se sont maintenues en 1961 à leur niveau antérieur. Sans doute faut-il en chercher l'explication dans

Tableau XIII.

Importations de biens de consommation

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1961/1960
	1960	1961	
Biens de consommation durables	19,6	21,2	109
dont : articles textiles	6,7	7,3	109
appareils ménagers	3,2	3,2	99
véhicules automobiles	1,8	1,9	105
motos, cycles, etc.	0,3	0,3	108
Biens de consommation non durables	17,5	18,2	104
Produits alimentaires	13,8	14,5	105
dont : café, thé, épices	(2,6)	(2,4)	(89)
fruits et légumes	(4,1)	(4,3)	(106)
viandes, graisses, poissons et crustacés	(2,7)	(3,3)	(121)
produits laitiers	(1,5)	(1,4)	(95)
vins et spiritueux	(1,3)	(1,4)	(106)
Produits autres que les produits alimentaires	3,7	3,7	100
Total ...	37,1	39,4	106

une certaine saturation du marché et un processus de substitution de la production nationale à l'importation. Les achats de postes de télévision, d'aspirateurs, de machines à laver et d'appareils de chauffage électrique ont diminué, tandis que ceux d'appareils de réfrigération poursuivent leur expansion fondamentale. Le pourcentage de couverture de la demande intérieure d'électroménagers par les importations est de 51,5 p.c. L'Allemagne intervient dans les livraisons à l'U.E.B.L. pour 34 p.c., suivie des Pays-Bas et de la France.

Les importations d'automobiles à l'état monté ont continué leur progression amorcée en 1959. Celle-ci était due, au cours des deux dernières années, à l'élargissement des contingents et à l'abaissement des droits d'importation dans le cadre de la C.E.E. Il faut noter, par ailleurs, le lancement sur le marché de l'U.E.B.L. d'une voiture de fabrication hollandaise. En 1961, les achats de cette voiture ont accusé une chute notable, tandis que tous les autres pays fournisseurs ont pu développer leurs ventes à l'U.E.B.L. L'Allemagne occupe la première place, suivie des Pays-Bas, de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Quoique la Suède ne représente qu'une faible proportion des achats de l'U.E.B.L., ses livraisons de voitures montées ont plus que triplé au cours de l'année.

Pour l'ensemble des biens de consommation durables, les pays de la C.E.E., principalement l'Allemagne, représentent 79 p.c. des importations. La part relative des Etats-Unis n'a cessé de fléchir au cours de ces dernières années. Elle n'atteint plus que 4,5 p.c. et est tombée au-dessous de celle du Royaume-Uni.

Parmi les importations de biens de consommation non durables, ce sont celles de produits alimentaires qui ont augmenté le plus, contrairement à l'évolution observée l'année précédente.

Après une forte hausse en 1960, les achats de café, thé et épices ont diminué de 11 p.c. en 1961 sous l'influence d'une baisse tant des quantités que des valeurs unitaires.

Les importations de fruits et légumes ont augmenté de 6 p.c. sous l'influence d'une hausse des prix, alors que les quantités ont diminué de 6 p.c. Les achats à l'étranger, principalement en France, de vins et spiritueux poursuivent leur progression fondamentale; ils ont augmenté de 6 p.c. en quantités à des prix stables. Par contre, les achats d'œufs

Tableau XIV.

**Importations de produits alimentaires
prêts à la consommation**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités importées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961
	1960	1961	
Café, thé, épices	69	65	2,4
Fruits et légumes	525	492	4,3
Viandes, graisses, poissons et crustacés	142	161	3,3
Produits laitiers	54	43	1,4
Vins et spiritueux	76	80	1,4

et de produits laitiers, qui proviennent traditionnellement des Pays-Bas, ont tendance à diminuer, étant donné que la production nationale dépasse actuellement la consommation intérieure. La production de viande connaît la même évolution. La hausse des achats de viande à l'étranger, à concurrence de 28 p.c., s'explique essentiellement par l'épizootie qui a frappé les porcs au cours du premier semestre et qui a nécessité un appel temporaire aux marchés extérieurs. Les prix sont demeurés stables.

Les produits animaux et végétaux proviennent respectivement à concurrence de 53 p.c. et 44 p.c. des pays partenaires de la C.E.E.

3. Biens d'équipement.

Le facteur caractéristique de l'évolution des importations est la hausse de 20 p.c. des livraisons de biens d'équipement à l'U.E.B.L. Déjà l'année précédente, celles-ci s'étaient accrues de 15 p.c. Cette évolution est due à la forte progression des investissements et au fait que la demande intérieure de biens d'équipement se porte dans une mesure croissante sur des produits étrangers. La position de l'industrie belge sur le marché intérieur a diminué dans les dernières années : « de 54 p.c. en 1958, le taux de couverture de la demande intérieure par la production nationale est tombé à 46 p.c. en 1961. En chiffres absolus, cela signifie que, sur une augmentation de la demande intérieure qui a porté sur 10,4 milliards, 2,4 milliards ont été fournis par l'industrie belge et 8,1 milliards par des producteurs étrangers » (1). Cette évolution est aussi à mettre en relation avec l'accélération des échanges internationaux de ces produits.

Tableau XV.

Importations de biens d'équipement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices de la valeur globale 1961/1960
	1960	1961	
Machines complètes	7,0	8,2	116
dont : machines textiles	1,0	1,3	122
machines agricoles	0,9	1,3	138
machines-outils	1,0	1,4	146
machines diverses	4,1	4,2	102
Matériel électrique et électronique	4,4	5,8	131
Machines motrices, pompes	1,4	1,4	96
Véhicules commerciaux et avions .	2,3	3,0	133
Outillage, pièces et accessoires de machines diverses	2,2	2,8	124
Appareils de pesage, de levage et de manutention	1,5	1,7	113
Fine mécanique et appareils d'optique	0,8	1,0	127
Matériel de bureau	0,9	1,3	144
Constructions navales	0,8	0,7	84
Matériel de chemin de fer et de tramway	0,2	0,1	58
Divers	0,7	0,7	123
Total ...	22,2	26,7	120

L'augmentation des importations de biens d'équipement qui passent de 22,2 milliards de francs à 26,7 milliards et représentent actuellement 12,6 p.c.

(1) Rapport annuel du Conseil d'administration de Fabrimétal, 1961, p. 29, § 4.

du total, est due à la fois à la progression des volumes et des valeurs unitaires respectivement de 20 p.c. et 4 p.c. (1).

Ce sont les importations des secteurs dans lesquels l'U.E.B.L. est traditionnellement déficitaire qui ont augmenté le plus, soit de plus de 25 p.c. : les machines complètes (textiles, agricoles et machines-outils), le matériel électrique et électronique, les véhicules commerciaux et avions, et le matériel de bureau. En revanche, l'U.E.B.L. a réduit de manière marquée ses achats de matériel de transport pour lequel elle est exportatrice nette, à savoir le matériel de chemin de fer, de tramway et les constructions navales.

Certaines rubriques accusent des mouvements erratiques. Ainsi, les importations d'avions qui étaient de 2 milliards en 1959, se sont élevées à 2,3 milliards de francs en 1960, en provenance surtout des Etats-Unis, et à 3 milliards de francs en 1961, en provenance de la France principalement.

La part des pays de la C.E.E. dans les livraisons de biens d'équipement à l'U.E.B.L. s'est élargie régulièrement. Elle a progressé de 61 p.c. en 1960 à 66 p.c. en 1961, tandis que la part des Etats-Unis est revenue de 16 à 13 p.c. L'Allemagne demeure le premier fournisseur avec 32 p.c., suivie de la France, des Pays-Bas, des Etats-Unis et du Royaume-Uni.

IV. — LES COURANTS D'EXPORTATION

Les exportations belgo-luxembourgeoises sont passées de 188,8 milliards de francs en 1960 à 196,2 milliards en 1961, soit une augmentation de 3,9 p.c.; celle des volumes exportés a atteint 4 p.c. En revanche, les valeurs unitaires ont eu tendance à baisser et leur moyenne s'est située en 1961 à environ 1 p.c. au-dessous de celle de 1960.

Les indices du volume ont augmenté dans la plupart des industries; ils ont diminué uniquement pour les industries sidérurgique et pétrolière. L'augmentation a été particulièrement forte dans les industries de la céramique et de la terre cuite, du cuir, du caoutchouc, de la transformation du bois, des produits alimentaires ainsi que des papiers et cartons.

Les indices des valeurs unitaires ont accusé des tendances divergentes. Ils ont fléchi dans les industries des métaux communs, du charbon, du caoutchouc et des papiers et cartons. Ils ont, au contraire, haussé dans les industries de matériaux de construction, du tabac et des fabrications métalliques.

(1) Il peut paraître étonnant, alors que les valeurs totales des importations de biens d'équipement ont augmenté de 20 p.c., que les indices des volumes et des valeurs unitaires indiquent respectivement une progression de 20 et 4 p.c. Cette anomalie provient d'une variation enregistrée dans le pourcentage de couverture de l'échantillon établi par la Banque pour le calcul des indices. Celui-ci passe de 89,6 p.c. en 1960 à 92,9 p.c. en 1961.

Tableau XVI.

Valeur des exportations par secteur de production

(Milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1960	1961	Pourcentages par rapport au total 1961	Evolution par rapport à 1960 (pour cent)
Sidérurgie	42,2	37,3	19,0	- 11,7
Fabrications métalliques	39,9	45,2	23,0	+ 13,4
Industries textiles et du vêtement	28,2	30,7	15,6	+ 8,8
Industries chimiques	14,3	14,6	7,5	+ 2,7
Industries des métaux non ferreux	15,9	16,1	8,2	+ 0,9
Industrie diamantaire	8,3	9,6	4,9	+ 14,6
Industrie pétrolière	5,5	5,2	2,6	- 6,5
Verreries et glaceries	5,7	5,4	2,8	- 5,2
Agriculture	5,4	6,1	3,1	+ 13,2
Industries alimentaires	3,7	4,3	2,2	+ 17,7
Industrie houillère	2,6	2,7	1,4	+ 3,9
Industries du papier et des arts graphiques	3,4	3,6	1,9	+ 6,8
Industrie des peaux et cuirs	1,8	2,3	1,1	+ 27,1
Industries du bois et des meubles	1,7	2,2	1,1	+ 27,2
Industrie du caoutchouc	1,0	1,2	0,6	+ 11,4
Cimenteries	0,8	0,8	0,4	+ 7,8
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	1,0	1,0	0,5	+ 5,6
Carrières	1,1	1,2	0,6	+ 11,4
Industrie céramique et briqueteries	0,5	0,7	0,3	+ 33,6
Industrie du tabac	0,4	0,5	0,3	+ 27,0
Divers	5,4	5,5	2,8	+ 2,6
Total ...	188,8	196,2	100,0	+ 3,9

Le classement des industries d'après la valeur des exportations laisse apparaître que, cette année, la première place ne revient plus à la sidérurgie, mais aux *fabrications métalliques*, qui ont enregistré une demande croissante sur certains marchés étrangers. En raison du « boom » des investissements et de la diffusion des revenus de la haute conjoncture en Europe occidentale, ce sont les biens d'équipement et les biens de consommation durables, qui ont le plus bénéficié de l'accroissement de la demande étrangère. Les expéditions de machines, de véhicules

automobiles, cycles et constructions aéronautiques ainsi que celles de constructions électriques, qui englobent notamment des appareils électroménagers, des postes de radio et de télévision, ont progressé respectivement de 28 p.c., 17 p.c. et 16,8 p.c. Une légère reprise de la demande étrangère s'est également manifestée dans les secteurs du matériel ferroviaire et des constructions navales dont l'activité avait été très déprimée en 1960.

En revanche, les exportations de produits de première transformation n'ont plus guère progressé en 1961; la tréfilerie, l'étirage et le laminage à froid ont même enregistré un léger recul dû à une faible réduction des volumes et à l'effritement des prix sur les marchés extérieurs. Les livraisons d'armes ont fléchi de 22,6 p.c. en valeur, l'exécution d'une importante commande de matériel militaire destiné à l'Allemagne ayant pris fin.

Les tendances relevées au cours des années précédentes dans l'orientation géographique des exportations de l'industrie des fabrications métalliques se sont accentuées en 1961. Les Pays-Bas ont accru leurs achats de 25 p.c. et leur part relative s'élève à 33 p.c. contre 29 p.c. en 1960. Les ventes à l'Allemagne sont restées stationnaires : la baisse des livraisons de matériel militaire à concurrence de 1,1 milliard a été compensée par un accroissement des ventes de véhicules automobiles, de machines et d'autres fabrications métalliques. La France a acheté davantage de sorte que la part de la C.E.E. dans les exportations totales a de nouveau progressé; elle est passée de 43 p.c. en 1959 à 51 p.c. en 1960 et à 53 p.c. en 1961. Par contre, les ventes à la

Tableau XVII.

Exportations des fabrications métalliques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1961/ 1960	Indices de la valeur unitaire 1961/ 1960
	1960	1961		
Total général	39,9	45,3	108	102
dont :				
Autos, cycles, constructions aéronautiques	7,6	8,9	108	103
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	6,3	6,2	99	99
Constructions électriques ... Machines utilisées dans l'industrie	6,3	7,3	115	102
Constructions navales	5,6	7,2	125	104
Armurerie	2,0	2,8	102	79
Véhicules pour voies ferrées Tubes d'acier soudés ou étrirés	3,1	2,4	68	114
Ponts, charpentes, grosse chaudronnerie	0,8	0,9	120	104
	1,6	1,6	98	100
	0,6	1,0	155	104

zone dollar n'ont que peu augmenté et l'importance de ce marché a fléchi de 13 à 12 p.c. dans le total des livraisons à l'étranger. Les pays sous-développés de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine ont réduit leurs achats d'environ 10 p.c., sauf le Congo vers lequel on a enregistré une légère reprise des exportations.

La sidérurgie vient en second lieu parmi les industries exportatrices. Ses exportations ont été ramenées de 42,2 milliards de francs en 1960 à 37,3 milliards en 1961. Cette baisse de 12 p.c. est imputable à un fléchissement des volumes de l'ordre de 8 p.c. et des valeurs unitaires de l'ordre de 4 p.c.

Le recul des livraisons de produits sidérurgiques à l'étranger s'explique, pour le premier trimestre,

par les grèves des mois de décembre 1960 et janvier 1961. Pendant ce trimestre, les expéditions sont restées inférieures de 22,5 p.c. au chiffre de la période correspondante de 1960. A partir du deuxième trimestre, la sidérurgie a subi l'influence de l'affaiblissement des marchés internationaux de l'acier. La diminution de la demande et l'extension de l'offre par suite de l'accroissement des capacités de production dans le monde ont avivé la concurrence sur les marchés d'exportation. Aussi les cotations des produits sidérurgiques ont-elles eu tendance à fléchir. En octobre, les entreprises belges ont ramené leurs barèmes de prix appliqués à l'intérieur de la C.E.C.A. au niveau de ceux des entreprises françaises. Cette mesure marque une baisse des prix en moyenne de l'ordre de 5 à 10 p.c.

Tableau XVIII.

Exportations de la sidérurgie

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961	Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960
	1960	1961			
Total général	7.187	6.591	37,3	92	96
dont :					
Barres et profilés laminés à chaud	3.088	3.020	15,7	98	97
Larges plats et tôles sans revêtement	1.493	1.247	8,8	85	92
Tôles de fer ou d'acier avec revêtement	323	330	3,2	102	94
Lingots, blooms, billettes et largets	1.249	1.028	4,4	82	96
Feuillards laminés à chaud et feuillards pour fer-blanc	498	508	2,7	102	99
Fil machine simplement filé à chaud	333	274	1,4	82	90

Le fléchissement de la demande de produits sidérurgiques est imputable à quelques clients traditionnels, à savoir l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni les pays du groupe communiste.

En revanche, les expéditions vers les Etats-Unis et le Canada, qui avaient fortement baissé en 1960, ont accusé une reprise en 1961 : elles passent de 3,8 milliards de francs à 4,1 milliards et représentent 11 p.c. du total des exportations de ce secteur contre 9 p.c. en 1960. Dans l'ensemble cependant, la part des pays tiers a diminué dans les expéditions de produits sidérurgiques belgo-luxembourgeois, alors que celle des pays partenaires de la C.E.C.A. s'est encore accrue, passant de 41 p.c. en 1959 à 46 p.c. en 1960 et à 47 p.c. en 1961.

La valeur des exportations de métaux non ferreux n'a guère progressé en 1961. L'accroissement de l'indice des volumes exportés, 6 p.c. par rapport à 1960, a été compensé par la baisse des valeurs unitaires, qui se chiffre en moyenne à 5 p.c. En effet, les marchés mondiaux des principaux métaux non ferreux ont été, en général, déprimés en 1961, à l'exception de celui de l'étain.

Les expéditions de cuivre, qui représentent un peu plus de la moitié des exportations de métaux non ferreux, se sont accrues de 6 p.c. en valeur et de 12 p.c. en quantité. Le cours du cuivre électro-

lytique sur le marché de Londres a haussé de janvier à mai par suite d'une contraction de l'offre et d'une reprise de la demande. A partir de juin, le mouvement s'est renversé et, pour l'ensemble de l'année, la moyenne des cours était inférieure de 7 p.c. à celle de 1960.

L'augmentation des exportations de cuivre concerne surtout les pays de la C.E.E., qui absorbent maintenant 76 p.c. des ventes totales de cuivre à l'étranger contre 70 p.c. en 1960. C'est la demande en provenance de l'Allemagne qui a marqué le progrès le plus sensible, mais la France reste le principal débouché à concurrence de 30 p.c. des ventes totales; l'Allemagne vient au second rang avec 25 p.c. environ.

Les livraisons de zinc à l'étranger ont fléchi de 7 p.c. d'une année à l'autre. L'accroissement des quantités exportées, spécialement de celles de demi-produits, a été plus que compensé par la baisse des valeurs unitaires, qui reflète le fléchissement des cours sur les marchés mondiaux. Les cours du plomb ont suivi une évolution semblable; en novembre 1961, ils étaient tombés au niveau le plus bas enregistré depuis quinze ans. Toutefois, la baisse des valeurs unitaires a été compensée par un accroissement des volumes qui s'est produit pour la première fois depuis plusieurs années. Aussi la

Tableau XIX.

Exportations des industries des métaux non ferreux

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961	Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960
	1960	1961			
Total général	578	630	16,1	106	95
dont :					
a) Métaux bruts :					
Cuivre	172	198	6,3	115	93
Zinc	144	146	1,7	102	89
Plomb	53	57	0,5	107	92
Etain	8	5	0,5	56	106
b) Demi-produits de :					
Cuivre	60	62	2,3	103	100
Zinc	15	17	0,3	112	98
Aluminium	44	52	1,8	119	97

valeur des exportations de plomb s'est-elle maintenue d'une année à l'autre.

Les exportations de demi-produits d'aluminium ont poursuivi leur développement structurel. Elles se dirigent à concurrence des deux tiers vers les pays européens et principalement vers les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les pays scandinaves. Les Etats-Unis et le Canada prennent un peu moins de un tiers. La Belgique est devenue, au cours des dernières années, un important transformateur d'aluminium et le premier exportateur européen de demi-produits en cette matière.

L'orientation géographique de l'ensemble des exportations de métaux non ferreux s'est caracté-

risée en 1961 par un nouvel accroissement de la part de la C.E.E., laquelle passe de 60,8 p.c. en 1960 à 63 p.c. en 1961 sous l'effet d'achats plus importants de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. Les Etats-Unis et le Canada viennent au second rang avec 9,4 p.c. en 1961 contre 8,8 p.c. en 1960. Pour les autres régions, on note un recul généralisé tant en valeurs absolues qu'en termes relatifs.

Les exportations des industries textiles et du vêtement ont enregistré de nouveaux progrès en 1961. Leur valeur s'est accrue de 9 p.c. contre quelque 15 p.c. en 1960, à la suite d'une augmentation de 7 p.c. du volume et de 1 p.c. de la valeur unitaire. La progression a été le plus marquée pour

Tableau XX.

Exportations des industries textiles et du vêtement

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961	Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960
	1960	1961			
Total général	423,9	457,7	30,7	107	101
Matières premières	160,5	189,0	6,8	116	95
dont : laine et poils	44,6	50,7	4,3	112	95
lin	78,2	98,3	1,8	120	93
fibres synthétiques et artificielles	8,5	10,1	0,4	160	96
Filés	77,4	75,2	6,7	100	101
dont : filés de laine et poils	18,4	19,0	3,3	101	95
filés de coton	20,8	20,5	1,4	97	104
filés de fibres artificielles et synthétiques	10,5	9,8	1,1	100	105
filés de lin, chanvre et ramie ...	6,1	7,2	0,3	116	97
Tissus de type standard	65,9	65,0	8,4	106	105
dont : tissus de coton	27,4	26,6	3,0	99	105
tissus de laine et poils	11,2	12,5	2,7	112	100
tissus de fibres synthétiques et artificielles	9,4	11,4	1,8	124	113
tissus de lin, chanvre et ramie	5,2	5,0	0,5	99	97
tissus de jute	12,6	9,4	0,3	74	119
Tapis et tapisseries	35,1	31,7	2,7	96	101
Bonneterie	3,4	4,0	1,8	116	103
Vêtements	4,6	5,2	1,7	114	109
Couvertures	3,5	3,3	0,3	75	108

les produits en fibres synthétiques et artificielles, pour les articles de la bonneterie et du vêtement. En revanche, les livraisons de tapis à l'étranger accusent un léger recul.

Au cours des dernières années, la structure des exportations, suivant le degré de finition des produits textiles, s'est modifiée en faveur des produits élaborés et au détriment des matières premières. Par rapport à 1957, la part des articles tissés dans le total des expéditions de textiles est passée de 41,7 p.c. à 44,9 p.c. Parallèlement, les industries de la bonneterie et de la confection ont augmenté leur part de 8,5 p.c. à 11,2 p.c. L'importance des filés est restée stable à 21,7 p.c. Par contre, les exportations de matières premières et de déchets ne représentent plus que 22,2 p.c. contre 28,1 p.c. en 1957.

Dans l'industrie lainière, la demande étrangère s'est portée en ordre principal sur les tissus et les matières premières. En revanche, les ventes à l'étranger de filés de laine ont légèrement fléchi en valeur par suite de la baisse des cours mondiaux. Les livraisons de tapis de laine se sont encore développées, grâce à l'extension des débouchés en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suisse, laquelle a plus que compensé la contraction des ventes aux Etats-Unis, qui restent le principal débouché. Toutefois, l'éventualité d'un relèvement des droits de douane américains a laissé planer une sérieuse incertitude quant aux perspectives de développement de l'industrie belge des tapis de laine. Les exportations de couvertures de laine ont évolué de manière favorable.

L'industrie du coton a maintenu ses expéditions à l'étranger au niveau de l'année 1960, mais a dû affronter une vive concurrence sur les marchés néerlandais et allemand, qui constituent ses principaux débouchés pour les filés et les tissus. Les exportations de tapis de coton ont accusé une baisse sensible due à la contraction des ventes à l'Australie et au Royaume-Uni que n'a pu compenser l'accroissement des ventes aux pays partenaires de la C.E.E. Les livraisons à l'étranger de couvertures de coton se ressentent toujours de la perte du marché congolais, qui était le principal acheteur.

Les exportations de fibres synthétiques et artificielles ainsi que d'articles en ces matières ont poursuivi leur expansion fondamentale. Elles ont progressé de 26 p.c. en valeur en raison d'une hausse conjuguée des volumes et des valeurs unitaires. L'augmentation est la plus notable pour les fibres et pour les tissus. Les pays partenaires de la C.E.E. ont absorbé 61 p.c. de l'ensemble des ventes à l'étranger contre 53 p.c. en 1960. Le Royaume-Uni est devenu un débouché important pour les fibres et les filés.

L'industrie du lin et du chanvre a encore pu accroître ses exportations en 1961. Les expéditions de filés ont augmenté de 19 p.c., les Pays-Bas constituant le principal débouché; celles de tissus, après avoir baissé au premier semestre, se sont redressées

au second semestre sous l'influence de la reprise conjoncturelle aux Etats-Unis qui demeurent le premier client. Ceci a permis de retrouver le niveau de 1960, bien que les exportateurs belges aient dû affronter une vive concurrence de la part des tisseurs de lin de Pologne, à qui les Etats-Unis ont désormais accordé la clause de la nation la plus favorisée.

Dans l'industrie du jute, l'année 1961 a été caractérisée par une forte hausse de la fibre, due à une mauvaise récolte au Pakistan, principal fournisseur de jute brut. La hausse s'est répercutée sur les prix des produits finis et a suscité une contraction sensible de la demande. Aussi, la valeur des exportations de tissus et de tapis de jute a baissé respectivement de 11 p.c. et 31 p.c.

Les industries de la bonneterie et du vêtement ont fortement développé leurs ventes à l'étranger. La progression se chiffre respectivement à 19 p.c. et 26 p.c. et tient à la fois à un accroissement des quantités et à une évolution favorable des valeurs unitaires. Elle se concentre uniquement sur les marchés de la C.E.E. qui absorbent 80 p.c. des exportations totales.

La répartition géographique des exportations de l'ensemble des produits textiles présente des caractéristiques similaires à celles qui ont été notées pour les métaux non ferreux. La part des pays partenaires de la C.E.E. est passée de 58,1 p.c. à 62,6 p.c. en 1961, tandis que celle des autres pays s'est réduite tant en valeurs absolues qu'en termes relatifs. La zone sterling vient au deuxième rang avec 12,3 p.c., suivie des Etats-Unis avec 7,3 p.c.

Les industries chimiques ont accru leurs exportations de 2,7 p.c. seulement. Ceci s'explique par une nouvelle réduction tant en quantité qu'en valeur des expéditions à l'étranger d'engrais manufacturés, qui a été à peine contrebalancée par un accroissement

Tableau XXI.

Exportations des industries chimiques

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1961/ 1960	Indices de la valeur unitaire 1961/ 1960
	1960	1961		
Total général	14,3	14,6	107	100
dont :				
Engrais manufacturés	4,0	3,8	97	98
Fournitures photographiques et cinématographiques .	2,4	2,9	121	102
Produits chimiques inorga- niques	2,1	2,1	98	100
Produits pharmaceutiques .	0,8	0,9	126	130
Produits chimiques organi- ques	1,0	1,3	143	93
Matières plastiques de syn- thèse	1,0	1,0	95	97
Produits pour la teinture et le tannage	0,4	0,4	97	104

des ventes de produits chimiques organiques, des fournitures photographiques et cinématographiques. D'une manière générale, le développement des exportations s'est poursuivi dans un climat de concurrence accrue, qui se reflète dans la baisse des valeurs unitaires de nombreux produits.

L'orientation géographique des exportations de produits chimiques se caractérise par un accroissement des ventes aux pays partenaires de la C.E.E. dont la part dans le total a progressé de 31 p.c. en 1959 à 38 p.c. en 1960 et à 40 p.c. en 1961. L'augmentation survenue en 1961 est due à des achats accrus d'engrais et d'explosifs de la part de la France et, dans une moindre mesure, dans le cas de ces derniers produits, des Pays-Bas, qui restent de loin le client le plus important avec 17 p.c. du total. En revanche, les livraisons aux Etats-Unis, au Canada, au Congo et au Japon ont subi un recul, tandis que les ventes d'engrais et de produits photographiques à l'Amérique latine et surtout à la zone sterling ont accusé de nouveaux progrès.

Les ventes belgo-luxembourgeoises de *caoutchouc* dépassent, dans l'ensemble, de 11 p.c. le niveau de l'année précédente, grâce à l'augmentation sensible des achats de tous les pays partenaires de la C.E.E. Les autres pays les ont réduits.

La valeur des exportations de *diamants* a augmenté de 15 p.c. par rapport à 1960. Les progrès sont les plus marquants sur les marchés des pays partenaires de la C.E.E. et de la Suisse. En revanche, si les ventes se sont accrues à destination des Etats-Unis, qui restent le principal client, la reprise conjoncturelle dans ce pays n'est pas allée de pair avec une forte demande de diamants belges, contrairement à ce qui s'était produit au cours des précédentes reprises conjoncturelles. Ceci s'explique par la vive concurrence du diamant israélien sur le marché américain.

L'*industrie pétrolière* a dû également faire face à une vive concurrence sur ses marchés extérieurs traditionnels. Il s'en est suivi une contraction des quantités exportées, spécialement des livraisons à la Suisse et à l'Allemagne.

Les ventes à l'étranger de l'*industrie charbonnière* se sont encore développées pour ce qui concerne les quantités, alors que la valeur unitaire subissait un nouveau recul. Les expéditions à destination des pays membres de la C.E.C.A. sont toujours soumises à un contingentement, sauf à destination de l'Italie. C'est d'ailleurs vers ce pays que les exportations se sont accrues, compensant de la sorte la baisse enregistrée sur le marché français. L'augmentation des livraisons en dehors de la C.E.C.A. concerne surtout la Suisse.

Dans l'*industrie du verre et des glaces*, les exportations ont fléchi de 5,2 p.c. en valeur, mais elles ont évolué de manière divergente suivant les produits. Alors que le secteur des verres plats accusait une détérioration, ceux de la bouteille et des glaces polies parvenaient à développer leurs ventes. La part des pays de la C.E.E. a augmenté dans le total des fournitures à l'étranger passant de 32 p.c. en 1960 à 35 p.c. en 1961. En revanche, celle des Etats-Unis est revenue à 21 p.c. par suite d'une réduction des achats à concurrence de 22 p.c. en volume, alors que les prix sont légèrement orientés à la hausse. Les débouchés dans les pays neufs se sont également contractés.

L'année 1961 a été caractérisée par un « boom » dans la *construction* non seulement en Belgique, mais également en Allemagne et aux Pays-Bas. En conséquence, la plupart des industries produisant des matériaux de construction ont connu un accroissement appréciable de leurs exportations. C'est particulièrement le cas des industries de la céramique, de la terre cuite, des carrières et du ciment.

Tableau XXII. **Exportations des charbonnages, raffineries de pétrole, verreries et glaceries, cimenteries, carrières, des industries du bois et des meubles et de la céramique**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Quantités exportées (milliers de tonnes)		Valeurs globales (milliards de francs) 1961	Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960
	1960	1961			
<i>Charbonnages</i>	3.166	3.560	2,7	110	94
<i>Raffineries de pétrole</i>	3.389	3.202	5,2	94	100
<i>Verreries et glaceries</i>	522	469	5,4	101	102
dont : verre à vitre non travaillé	293	238	2,0	81	104
glaces polies	81	69	1,2	132	102
bouteilles, fioles, bonbonnes	50	60	0,4	125	101
<i>Cimenteries</i>	1.325	1.404	0,9	103	105
<i>Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	264	282	1,0	104	102
<i>Carrières</i>	4.943	5.773	1,2	112	97
<i>Industries du bois et des meubles</i>	429	521	2,2	127	101
<i>Industrie céramique et briqueteries</i>	212	396	0,7	133	103

Les industries du bois et des meubles ont donné une forte impulsion à leur pénétration commerciale sur les marchés de la C.E.E. La valeur des exportations a progressé de 27 p.c. d'une année à l'autre pour l'ensemble de ces industries et de 77 p.c. pour celle des meubles. Les achats de la France ont plus que doublé et la part de la C.E.E. dans le total est passée de 76 p.c. à 83 p.c. en 1961.

La même évolution caractérise les exportations des industries du papier et des arts graphiques qui ont haussé de 7 p.c. en valeur malgré le fléchissement des prix des imprimés et une réduction sensible des livraisons de papier journal. L'augmentation tient à l'élargissement continu des débouchés aux Pays-Bas et surtout en France dont les achats ont dépassé le milliard de francs en 1961.

La même tendance au développement des exportations vers les pays partenaires de la C.E.E. se manifeste dans l'industrie du cuir. Ses ventes à l'étranger ont augmenté en valeur de 27 p.c. et elles se dirigent à concurrence de 68 p.c. vers les pays partenaires de la C.E.E.

L'agriculture a également bénéficié d'un élargissement de ses débouchés dans les pays partenaires de la C.E.E. Ses exportations ont progressé de 13 p.c. en valeur, mais accusent des tendances divergentes suivant les produits. Tandis que les ventes d'animaux vivants et de céréales ont subi un fléchissement, celles de viande, de produits laitiers, d'œufs, de pommes de terre, de produits maraîchers ont enregistré des progrès notables. Elles se sont accrues à destination de la France et de l'Allemagne, mais les Pays-Bas et l'Italie ont diminué leurs achats à l'agriculture belge. Dans l'ensemble, cependant, les exportations vers les pays partenaires de la C.E.E. représentent 72 p.c. du total, comme c'était le cas en 1960.

L'industrie du tabac poursuit sa progression fondamentale. Elle a développé considérablement ses ventes à l'étranger à la suite d'un élargissement de 30 p.c. du débouché néerlandais, qui absorbe plus des quatre cinquièmes des exportations totales.

Dans l'industrie alimentaire, les exportations se sont accrues de 18 p.c. en valeur par suite de l'effort

Tableau XXIII. **Exportations des industries diamantaire, alimentaires, de l'agriculture, du papier et des arts graphiques, du cuir, du caoutchouc et du tabac**

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Valeurs globales (milliards de francs)		Indices du volume 1961/1960	Indices de la valeur unitaire 1961/1960
	1960	1961		
<i>Industrie diamantaire</i>	8,3	9,6	—	—
<i>Industries alimentaires</i>	3,7	4,3	118	100
dont : minoteries	0,5	0,6	118	96
corps gras	0,5	0,4	74	105
sucres et sucreries	0,8	0,9	111	96
préparations de viande et de poisson	0,1	0,1	98	102
préparations à base de farine ou de féculés ...	0,3	0,5	150	101
<i>Agriculture</i>	5,4	6,1	110	102
dont : viande	0,6	0,6	104	110
horticulture	0,6	0,6	108	99
culture maraîchère	0,9	1,2	127	100
céréales	0,3	0,2	63	97
<i>Industries du papier et des arts graphiques</i>	3,4	3,6	105	98
dont : imprimés	1,2	1,3	115	94
articles manufacturés en pâte de bois, en papier ou en carton	0,4	0,5	88	102
autres papiers ou cartons	1,3	1,5	121	100
<i>Industrie du cuir</i>	1,8	2,3	129	100
dont : cuirs	0,5	0,6	122	101
pelleteries	0,1	0,2	115	113
chaussures	0,5	0,6	131	96
<i>Industrie du caoutchouc</i>	1,0	1,2	119	95
<i>Industrie du tabac</i>	0,4	0,6	121	105

de pénétration commerciale sur les marchés de la C.E.E. qui absorbent 62 p.c. des ventes totales à l'étranger contre 55 p.c. en 1960. Les Pays-Bas ont presque doublé leurs achats et sont devenus le client le plus important, tandis que l'Allemagne vient au second rang. Les progrès sont les plus notables pour les produits de la brasserie, de la chocolaterie, des biscuiteries ainsi que des conserveries de fruits et de légumes.

V. — EVOLUTION DU COMMERCE PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

En 1961, la tendance fondamentale à l'intensification des échanges de l'U.E.B.L. avec l'ensemble des pays industrialisés, dont principalement les pays de la C.E.E., s'est poursuivie, tandis que les échanges avec les pays du groupe communiste et les pays en voie de développement ont subi un net ralentisse-

Tableau XXIV.

Répartition par produits et par régions des exportations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits alimentaires	Matières premières	Produits énergétiques	Produits chimiques	Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine	Machines et matériel de transport	Produits finis de consommation	Divers
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
<i>Pays industrialisés</i> ¹	1960	147,0	6,8	11,7	7,1	8,8	84,3	18,0	8,2	2,1
	1961	157,2	8,0	13,3	6,7	8,5	83,4	23,5	10,3	3,5
dont : Communauté Economique Européenne	1960	95,4	5,6	8,3	4,8	4,4	51,9	13,4	5,8	1,2
	1961	104,5	6,6	9,2	4,5	4,6	52,4	17,5	7,5	2,2
Etats-Unis et Canada ...	1960	20,0	0,2	0,9	—	1,3	15,7	0,8	0,9	0,2
	1961	20,3	0,2	1,3	—	1,0	15,2	1,0	1,1	0,5
Royaume-Uni	1960	10,5	0,5	1,3	0,2	0,8	4,9	1,7	0,9	0,2
	1961	10,3	0,7	1,5	0,2	0,7	4,2	1,9	1,0	0,1
<i>Pays du groupe communiste</i> ²	1960	7,5	0,1	0,9	—	0,8	4,7	0,8	0,1	0,1
	1961	5,8	0,2	1,3	—	0,3	2,6	1,2	0,1	0,1
<i>Pays en voie de développement</i> ...	1960	34,3	1,3	0,7	1,0	3,1	20,9	5,5	0,9	0,9
	1961	33,2	1,2	0,6	1,2	3,6	18,6	5,0	1,1	1,9
dont : Congo et Ruanda-Urundi	1960	3,1	0,3	0,1	—	0,2	1,2	1,0	0,3	—
	1961	2,3	0,3	0,1	—	0,2	0,8	0,5	0,3	0,1
<i>Total général</i>	1960	188,8	8,2	13,3	8,1	12,7	109,9	24,3	9,2	3,1
	1961	196,2	9,4	15,2	7,9	12,4	104,6	29,7	11,5	5,5

¹ Pays de la Communauté Economique Européenne, pays scandinaves (y compris la Finlande), Royaume-Uni, Irlande, Etats-Unis, Canada, Suisse, Autriche et Japon.² Pays du groupe soviétique (y compris la Yougoslavie), Chine, Nord-Vietnam et Corée du Nord.

Tableau XXV.

Répartition par produits et par régions des importations de l'U.E.B.L.

(D'après la classification type du commerce international — milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	Années	Total	Produits alimentaires	Matières premières	Produits énergétiques	Produits chimiques	Demi-produits et produits manufacturés où la matière prédomine	Machines et matériel de transport	Produits finis de consommation	Divers
		Sections 0 à 9	Sections 0 + 1	Section 2	Section 3	Section 5	Section 6	Section 7	Section 8	Sections 4 + 9
<i>Pays industrialisés</i> ¹	1960	146,8	15,7	21,5	11,6	12,2	34,9	39,4	10,4	1,1
	1961	160,5	16,4	23,4	12,0	12,7	37,5	45,6	11,6	1,3
dont : Communauté Economique Européenne	1960	94,7	9,2	10,6	10,1	8,1	21,7	26,3	8,2	0,5
	1961	106,7	9,8	11,4	10,6	9,0	24,5	31,5	9,1	0,8
Etats-Unis et Canada ...	1960	21,9	4,9	4,1	1,2	2,0	2,7	6,1	0,7	0,2
	1961	21,4	4,7	4,2	1,1	1,9	2,5	6,0	0,8	0,2
Royaume-Uni	1960	14,6	0,7	1,5	0,3	1,0	6,4	4,2	0,5	—
	1961	15,9	0,7	2,3	0,3	1,0	6,5	4,6	0,5	—
<i>Pays du groupe communiste</i> ² ...	1960	4,6	1,1	1,2	0,3	0,3	0,8	0,4	0,3	0,2
	1961	4,8	1,4	1,3	0,2	0,3	0,8	0,3	0,4	0,1
<i>Pays en voie de développement</i> ...	1960	46,5	8,5	16,4	7,9	0,3	12,2	0,3	0,1	0,8
	1961	45,7	7,6	16,5	8,3	0,2	12,2	0,4	—	0,5
dont : Congo et Ruanda-Urundi	1960	13,3	0,6	4,0	—	—	8,0	0,2	—	0,5
	1961	11,5	0,3	2,7	—	—	8,0	0,2	—	0,3
<i>Total général</i>	1960	197,9	25,3	39,1	19,8	12,8	47,9	40,1	10,8	2,1
	1961	211,0	25,4	41,2	20,5	13,2	50,5	46,3	12,0	1,9

¹ Pays de la Communauté Economique Européenne, pays scandinaves (y compris la Finlande), Royaume-Uni, Irlande, Etats-Unis, Canada, Suisse, Autriche et Japon.² Pays du groupe soviétique (y compris la Yougoslavie), Chine, Nord-Vietnam et Corée du Nord.

Tableau XXVI.

Commerce mondial

Source : *International Financial Statistics*.

	1959	1960	1961	Taux d'accroissement de 1960 à 1961
	(milliards de dollars E.U.)			
Commerce mondial	208,5	232,6	242,5	4,3
Commerce des zones développées ¹	155,2	175,2	184,1	5,1
Commerce des pays de la Communauté Economique Européenne	49,6	59,3	64,5	8,8
à l'intérieur de la zone ²	16,8	20,4	23,6	15,7
avec les pays tiers ²	33,2	38,9	40,9	5,1

¹ Europe occidentale, Etats-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine.

² Source : *Statistiques générales de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques*.

ment. Les relations commerciales entre les pays partenaires de la C.E.E. se sont d'ailleurs développées plus rapidement que le commerce mondial, soit de 15,7 p.c. contre 4,3 p.c.

1. Echanges avec les pays industrialisés.

Les échanges entre l'U.E.B.L. et les autres pays industrialisés se sont intensifiés en 1961, mais de manière inégale suivant les régions économiques. Alors que les progrès sont très marqués dans le commerce avec les pays partenaires de la C.E.E., ils sont faibles dans le commerce avec les Etats-Unis et le Canada, ainsi qu'avec le Royaume-Uni.

a) Commerce avec les pays de la Communauté Economique Européenne.

Les échanges commerciaux de l'U.E.B.L. avec les pays partenaires de la C.E.E. sont passés, d'une année à l'autre, de 190,1 milliards à 211,3 milliards de francs, soit une augmentation de 11,2 p.c. Les importations se sont accrues de 12,8 p.c. et les exportations de 9,5 p.c. Aussi la balance commerciale, qui accusait exceptionnellement un excédent de 700 millions de francs en 1960, s'est-elle retournée en défaveur de l'U.E.B.L. et enregistre-t-elle un déficit de 2,3 milliards de francs en 1961.

Tableau XXVII.

**Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
avec les pays de la C.E.E.**

(Milliards de francs)

Source : *Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique*.

Années	Importations	Exportations	Solde
1953	46,7	43,4	— 3,3
1954	51,6	49,6	— 2,0
1955	58,4	62,1	+ 3,7
1956	67,5	70,8	+ 3,3
1957	74,7	73,4	— 1,3
1958	72,9	68,7	— 4,2
1959	81,0	76,1	— 4,9
1960	94,7	95,4	+ 0,7
1961	106,8	104,5	— 2,3

Le développement des achats belgo-luxembourgeois — 12,1 milliards de francs en 1961 — est à mettre en rapport avec la haute conjoncture dans le pays et plus spécialement avec le « boom » des investissements dont l'importance a été signalée plus haut. Les livraisons de biens d'équipement en provenance des pays de la C.E.E. ont progressé de 29 p.c. et comportent, en ordre principal, du matériel électrique et électronique, des machines et des avions. Les importations belgo-luxembourgeoises de biens de production en provenance des mêmes pays se sont accrues de 11 p.c. La hausse concerne toutes les industries, sauf celle du diamant. Les progrès ont été moindres pour les biens de consommation, soit 9 p.c. de 1960 à 1961.

La part relative des pays partenaires de la Communauté dans les importations belgo-luxembourgeoises est passée de 41 p.c. à 43,8 p.c. pour les biens de production, de 61,3 p.c. à 65,5 p.c. pour les biens d'équipement et de 64,1 p.c. à 65,7 p.c. pour les biens de consommation. Pour l'ensemble des biens, les approvisionnements belgo-luxembourgeois en provenance de ces pays se sont élevés à 51 p.c. du total contre 48 p.c. en 1960 et 47 p.c. en 1958.

La C.E.E. constitue, d'autre part, un débouché grandissant pour les produits belgo-luxembourgeois — 9,1 milliards d'augmentation en 1961 —, en raison de l'expansion rapide des économies des pays partenaires et de l'élévation marquée du niveau de vie. Sa part relative a augmenté de manière régulière, venant de 45 p.c. en 1958 à 50,5 p.c. en 1960 et à 53 p.c. en 1961. Le gain réalisé au cours de cette année est d'autant plus remarquable que les livraisons de produits sidérurgiques aux pays partenaires ont fléchi de 1,7 milliard de francs, revenant de 19,2 à 17,5 milliards. Ce recul a été plus que compensé par le développement des ventes des industries de fabrications métalliques, des textiles et du vêtement, du cuir, de la transformation du bois, de l'alimentation ainsi que de l'agriculture. Il s'agit, dans la majorité des cas, de produits très élaborés dont les ventes à l'étranger étaient freinées, avant l'instauration de la C.E.E., par des droits de douane élevés ou par des mesures de contingentement.

La répartition géographique des courants d'échanges avec les pays partenaires de la Communauté

Tableau XXVIII.

Importations en provenance des pays de la C.E.E.

(Milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1960	1961
Biens de production	57,3	63,4
destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques	20,7	23,0
dont : parties et pièces détachées d'autos, de motos, de cycles ...	9,6	10,3
minerai de fer	2,8	2,7
fonte, lingots, mitraille et ferro-alliages	1,6	1,9
destinés aux industries textiles	5,4	6,4
dont : matières premières de laine	0,5	0,7
matières premières de lin	0,5	0,7
demi-produits de laine	1,6	1,6
demi-produits de textiles artificiels et synthétiques	0,6	0,8
destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires	4,7	5,1
dont : engrais et produits phytopharmaceutiques	2,1	2,3
céréales	0,7	0,9
cacao	0,3	0,3
destinés à l'industrie de la construction	2,1	2,4
destinés à l'industrie du cuir	1,0	1,2
destinés aux industries du papier et des arts graphiques	0,8	0,9
destinés à l'industrie du bois	0,8	0,7
destinés à l'industrie diamantaire	1,0	0,6
destinés à l'industrie du tabac	0,2	0,2
destinés à l'industrie du caoutchouc	0,1	0,2
destinés aux raffineries de pétrole	—	—
destinés indistinctement aux divers secteurs de la production	20,5	22,7
dont : combustibles solides	7,1	7,5
produits chimiques	4,9	5,6
huiles minérales	2,5	2,4
Biens de consommation	23,8	25,9
Biens de consommation durables	15,1	16,8
dont : articles textiles	5,3	6,0
appareils ménagers	2,6	2,7
véhicules automobiles, motos, cycles, etc.	1,7	1,8
Biens de consommation non durables	8,7	9,1
dont : produits alimentaires	6,5	6,9
(produits laitiers)	(1,2)	(1,1)
(viandes, graisses, poissons et crustacés)	(1,3)	(1,4)
(fruits et légumes)	(1,8)	(1,9)
(vins et spiritueux)	(0,9)	(1,0)
autres biens de consommation non durables	2,2	2,2
Biens d'équipement	13,6	17,5
dont : matériel électrique et électronique	3,3	4,3
machines motrices, pompes	0,9	0,8
outillage, pièces et accessoires de machines diverses	1,5	1,8
véhicules commerciaux et avions	0,5	2,0
appareils de pesage, de levage et de manutention	1,0	1,0
machines complètes : machines agricoles	0,6	0,8
machines textiles	0,6	0,8
machines-outils	0,6	0,9
machines diverses	2,7	2,9
Total ...	94,7	106,8

n'accuse guère de changements notables. Les Pays-Bas restent de loin le principal client de l'U.E.B.L. Leur part relative dans les exportations à destination de la Communauté s'élève à 44 p.c. L'Allemagne fédérale vient au deuxième rang avec 29 p.c., suivie de la France avec 21 p.c. et de l'Italie avec 6 p.c. Du côté des importations, l'Allemagne reste le premier fournisseur avec 35,2 p.c., suivie des Pays-Bas avec 30,3 p.c., de la France avec 29,1 p.c. et de l'Italie avec 5,4 p.c. du total des achats belgo-luxembourgeois aux pays partenaires de la Communauté. La part relative de la France et de l'Italie s'est légèrement accrue au détriment de celle des Pays-Bas et de l'Allemagne.

La tendance à l'intensification des échanges avec les Pays-Bas a marqué un progrès notable en 1961. Les exportations belgo-luxembourgeoises vers ce pays sont passées de 40,1 milliards de francs en 1960 à 45,9 milliards en 1961. A l'exception de la sidérurgie, toutes les industries ont contribué à cette expansion, mais plus spécialement celles des fabrications métalliques (+ 3 milliards), des textiles et du vêtement (+ 1,7 milliard) et des produits alimentaires (+ 0,4 milliard). Les importations belgo-luxembourgeoises se sont accrues de 29,4 milliards de francs à 32,3 milliards; elles portent principalement sur les produits textiles (+ 0,7 milliard), les machines et le matériel électrique (+ 0,4 milliard) et les

Tableau XXIX.

Exportations vers les pays de la C.E.E.

(Milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

	1960	1961
<i>Fabrications métalliques</i>	20,3	24,1
dont : autos, cycles, constructions aéronautiques	5,1	6,4
constructions électriques	4,0	5,2
machines utilisées dans l'industrie	2,8	3,7
<i>Produits sidérurgiques</i>	19,2	17,5
<i>Métaux non ferreux</i>	9,7	10,1
dont : cuivre	5,7	6,6
zinc	1,2	1,1
plomb	0,4	0,4
<i>Articles textiles</i>	16,4	19,2
dont : matières premières	3,4	3,7
(laines et poils)	(2,6)	(2,8)
filés	4,8	5,1
(filés de laine et poils)	(2,6)	(2,7)
(filés de coton)	(1,1)	(1,1)
tissus de type standard	3,7	4,7
(tissus de laine et poils)	(1,7)	(2,0)
(tissus de coton)	(1,2)	(1,3)
(tissus de fibres synthétiques et artificielles)	(0,8)	(1,3)
bonneterie	1,2	1,4
tapis et tapisseries	0,8	1,0
<i>Produits chimiques</i>	5,4	5,8
dont : engrais manufacturés	1,2	1,1
fournitures photographiques et cinématographiques	0,7	0,9
produits chimiques inorganiques	0,8	0,8
<i>Produits pétroliers</i>	2,6	2,4
dont : gas-oil, essence Diesel et autres huiles lourdes	1,3	1,2
essence et autres huiles légères	0,5	0,4
<i>Combustibles solides</i>	2,1	2,1
<i>Produits agricoles</i>	3,9	4,4
dont : culture	1,8	2,0
(produits maraîchers)	(0,6)	(0,8)
élevage	2,0	2,3
(œufs de volaille et de gibier)	(0,5)	(0,2)
<i>Produits alimentaires</i>	2,0	2,7
dont : farines	0,3	0,3
<i>Papier et livres</i>	2,6	2,9
<i>Perles et pierres précieuses</i>	1,7	2,1
<i>Verres et glaces</i>	1,8	1,9
<i>Peaux et cuirs</i>	1,2	1,5
<i>Meubles et bois</i>	1,3	1,8
<i>Carrières</i>	0,9	1,0
<i>Ciment</i>	0,5	0,5
<i>Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre</i>	0,5	0,5
<i>Caoutchouc</i>	0,5	0,7
<i>Tabacs manufacturés</i>	0,4	0,5
<i>Céramiques</i>	0,4	0,5
<i>Divers</i>	2,0	2,3
Total ...	95,4	104,5

matières plastiques. De ce fait, le boni traditionnel de la balance commerciale de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas est passé de 10,8 milliards de francs en 1960 à 13,6 milliards en 1961.

Le commerce belgo-luxembourgeois avec l'Allemagne fédérale a été caractérisé en 1961 par une forte progression des importations en provenance de ce pays; elles ont crû de 33,7 milliards de francs en

1960 à 37,6 milliards en 1961. L'accroissement concerne principalement les véhicules automobiles (+1,3 milliard); les métaux (+0,7 milliard), les combustibles (+0,4 milliard), les machines et le matériel électrique (+0,3 milliard), les produits chimiques et les matières plastiques. Par contre, les exportations belgo-luxembourgeoises vers ce pays ont peu varié; elles se sont élevées à 30,1 milliards de

francs en 1961 contre 29,8 milliards en 1960. Toutefois, cette stabilité recouvre des glissements importants dans les ventes à l'Allemagne fédérale. Les expéditions de produits sidérurgiques et d'armes ont diminué respectivement de 1,6 milliard et 1,1 milliard de francs, alors que l'on note une augmentation des livraisons de la plupart des autres produits. C'est le cas notamment des articles textiles (+0,6 milliard), des métaux non ferreux (+0,3 milliard), des machines et appareils (+0,5 milliard), des produits agricoles et alimentaires (+0,5 milliard), des véhicules automobiles. Le déficit traditionnel de la balance commerciale avec l'Allemagne, qui était tombé à 3,9 milliards de francs en 1960, est remonté à 7,5 milliards.

Les échanges belgo-luxembourgeois se sont également intensifiés avec la France et ont été caractérisés par une hausse plus forte des importations que des exportations. Les achats sont passés de 26,9 milliards de francs en 1960 à 31,1 milliards en 1961, principalement à la suite d'une livraison exceptionnelle d'avions commerciaux (+1,3 milliard), d'une demande accrue de produits sidérurgiques (+0,4 milliard), d'articles textiles (+0,6 milliard) et d'aluminium. D'autre part, les ventes de l'U.E.B.L. à la France ont encore augmenté de 19,6 milliards de francs en 1960 à 22,1 milliards en 1961. Les progrès ont été surtout appréciables pour les fabrications métalliques (+0,6 milliard), les articles textiles (+0,5 milliard), les produits chimiques (+0,2 milliard), les produits agricoles et alimentaires ainsi que les meubles. Malgré cet accroissement, le déficit commercial avec la France s'est accru de 7,2 milliards de francs en 1960 à 9 milliards en 1961.

Les relations commerciales entre l'U.E.B.L. et l'Italie accusent des progrès réguliers, d'année en année, mais se situent toujours à un niveau relativement bas comparé à celui des échanges de l'U.E.B.L. avec les autres partenaires de la C.E.E. Les exportations belgo-luxembourgeoises sont passées de 5,8 milliards de francs en 1960 à 6,3 milliards en 1961 en raison d'un accroissement des expéditions de produits sidérurgiques, de fabrications métalliques et de charbon. Les importations, de leur côté, ont progressé de 4,7 milliards de francs à 5,8 milliards au cours de la même période. L'augmentation a porté principalement sur les véhicules automobiles, les machines, les fruits et les articles de bonneterie. L'excédent de la balance commerciale belgo-luxembourgeoise est, dès lors, revenu de 1,1 milliard de francs en 1960 à 0,5 milliard en 1961.

b) Commerce avec les autres pays industrialisés.

Les relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les autres pays industrialisés n'ont accusé que peu de changements de 1960 à 1961. Au cours de cette période, les exportations ont progressé de 51,6 mil-

liards de francs à 52,7 milliards et les importations de 52,1 milliards à 53,8 milliards. Le déficit de la balance commerciale a par conséquent doublé, de 0,5 à 1,1 milliard de francs. Cette quasi-stabilité caractérise le commerce de l'U.E.B.L. avec les principaux partenaires de ce groupe.

Les importations belgo-luxembourgeoises en provenance des *Etats-Unis* ont fléchi de 19,6 milliards de francs en 1960 à 18,8 milliards en 1961 par suite d'une réduction des achats de céréales et d'avions. Par contre, les exportations ont été quasi stationnaires : 17,9 milliards de francs en 1960 et 18 milliards en 1961. Elles ont évolué parallèlement à la conjoncture américaine. A mesure que celle-ci reprenait, les livraisons belgo-luxembourgeoises se sont redressées pour atteindre un maximum au quatrième trimestre, sous l'effet d'une demande accrue de produits sidérurgiques, de machines et de diamants. Par contre, les ventes aux *Etats-Unis* d'articles textiles, de produits chimiques et de verre ont eu tendance à fléchir. La balance commerciale avec les *Etats-Unis* s'est améliorée, le déficit revenant de 1,7 milliard de francs en 1960 à 0,8 milliard en 1961.

Le commerce belgo-luxembourgeois avec le *Canada* s'est caractérisé par une progression modérée des échanges. Un approvisionnement accru de bois et de minerais de plomb et de zinc a fait passer les importations de 2,4 milliards de francs en 1960 à 2,7 milliards en 1961, tandis que les exportations restaient stationnaires : 2,2 milliards de francs en 1961 contre 2,1 milliards en 1960. Le déficit de la balance commerciale s'est élevé de 0,3 milliard à 0,5 milliard.

Les exportations belgo-luxembourgeoises vers le *Royaume-Uni* ont légèrement fléchi : elles ont atteint 10,3 milliards de francs en 1961 au lieu de 10,5 milliards en 1960. Une baisse des expéditions de produits sidérurgiques a plus que compensé l'accroissement des ventes de fabrications métalliques, de produits textiles et alimentaires. Par contre, les importations en provenance du *Royaume-Uni* ont haussé de 14,6 milliards de francs à 15,9 milliards en 1961 en raison d'une demande plus forte de diamants (+0,5 milliard), de machines et matériel électrique, de cuivre et de matières premières textiles. Le déficit de la balance commerciale est, dès lors, passé de 4,1 milliards de francs en 1960 à 5,6 milliards en 1961.

Avec les *pays scandinaves*, l'U.E.B.L. a développé ses échanges dans les deux sens. Elle a exporté pour 11,6 milliards de francs en 1961 contre 11,2 milliards en 1960. La diminution des livraisons de produits sidérurgiques a été plus que compensée par une augmentation des ventes d'automobiles. Les importations belgo-luxembourgeoises se sont accrues davantage, passant de 7,7 milliards de francs à 8,3 milliards au cours de la même période par suite d'achats de machines et de matériel électrique suédois et d'un approvisionnement accru de minerai de fer. L'excédent de la balance commerciale avec les pays scan-

dinaves a donc légèrement diminué de 3,5 milliards de francs en 1960 à 3,3 milliards en 1961.

Les relations commerciales avec la Suisse ont accusé une tendance opposée. L'U.E.B.L. a réduit ses importations de 3,6 milliards de francs en 1960 à 3,4 milliards en 1961, notamment par suite d'une diminution des achats de produits chimiques. Elle a, par contre, accru ses exportations de 5,2 à 5,7 milliards de francs, entre autres celles de produits sidérurgiques, textiles, d'appareils et machines. Aussi l'excédent de la balance commerciale a-t-il augmenté de 1,6 à 2,3 milliards de francs.

2. Echanges avec les pays du groupe communiste.

Les achats de l'U.E.B.L. dans les pays du groupe communiste sont passés de 4,6 milliards de francs à 4,8 milliards, tandis que les ventes sont tombées de 7,5 milliards à 5,8 milliards. L'excédent de la balance commerciale est ainsi revenu de 2,9 milliards de francs à 1 milliard.

Ces mouvements s'expliquent par un accroissement des approvisionnements de céréales en provenance de l'U.R.S.S., de la Roumanie et de la Pologne et par une réduction des ventes de produits sidérurgiques au groupe communiste et plus spécialement à la Chine.

En revanche, les expéditions vers l'U.R.S.S. ont augmenté en ce qui concerne les produits textiles en laine et en fibres synthétiques ainsi que les machines et autres biens d'équipement métalliques.

3. Echanges avec les pays en voie de développement.

La balance commerciale belgo-luxembourgeoise avec les pays en voie de développement s'est soldée en 1961 par un déficit de 12,5 milliards de francs contre 12,2 milliards en 1960. Cette légère détérioration est due à une diminution des exportations.

La plus grosse part du déficit provient des relations commerciales avec le Congo et le Ruanda-Urundi, vis-à-vis desquels l'U.E.B.L. accuse un déficit de 9,2 milliards de francs en 1961 contre 10,2 milliards en 1960. Les exportations belgo-luxembourgeoises vers ces pays sont revenues de 3,1 milliards de francs à 2,3 milliards par suite d'un fléchissement des ventes de fabrications métalliques, de produits sidérurgiques et textiles. Par contre, les achats de l'U.E.B.L. se sont maintenus à un niveau bien plus élevé, encore qu'ils se chiffrent en 1961 à 11,5 milliards de francs au lieu de 13,3 milliards en 1960. Ce recul résulte d'une diminution des approvisionnements de minerais, de coton brut, de café et de produits oléagineux.

La balance commerciale avec les autres pays du continent africain s'est également détériorée. Les exportations belgo-luxembourgeoises ont faiblement augmenté de 5,2 milliards de francs à 5,3 milliards,

tandis que les importations ont progressé de 6,8 milliards de francs à 7,9 milliards, sous l'effet d'achats accrus de coton brut, de maïs et de lin.

Les échanges commerciaux avec l'Amérique latine se sont contractés. Les importations ont fléchi de 8,9 milliards de francs à 8,6 milliards et les exportations de 8,2 milliards de francs à 7,7 milliards, de sorte que le déficit est passé de 700 millions de francs à 900 millions. Les achats de céréales et de sucre ont diminué alors que ceux de laine, de coton et de pétrole ont augmenté. La baisse des exportations belgo-luxembourgeoises concerne surtout les métaux non ferreux, les fabrications métalliques et les produits sidérurgiques.

Les exportations de l'U.E.B.L. vers les pays de l'Asie, hormis le Japon et les pays asiatiques du groupe communiste, ont baissé de 9,9 milliards de francs à 9,5 milliards. Cette baisse provient principalement d'une diminution des ventes de produits sidérurgiques et, dans une moindre mesure, des métaux non ferreux, des fabrications métalliques, des produits chimiques et textiles et du verre. Le fléchissement concerne surtout l'Inde. Malgré une réduction de 0,7 milliard des importations de produits pétroliers, les approvisionnements belgo-luxembourgeois dans ces pays se sont stabilisés aux environs de 11 milliards de francs, grâce aux achats accrus de jute et de caoutchouc. Par conséquent, le déficit commercial vis-à-vis de ces pays s'est légèrement détérioré : de 1,1 milliard de francs à 1,5 milliard.

Les rapports commerciaux de l'U.E.B.L. avec les pays de l'Océanie révèlent à peu près les mêmes tendances. Les exportations vers ce continent reviennent de 1,8 milliard de francs à 1,3 milliard, en raison d'une diminution des expéditions de produits sidérurgiques, de fabrications métalliques et de produits textiles. Par contre, l'U.E.B.L. a augmenté les achats de laine brute australienne de sorte que les importations en provenance de l'Océanie ont légèrement progressé de 3,9 milliards de francs à 4,1 milliards. En conséquence, le déficit commercial vis-à-vis de l'Océanie passe de 2,1 milliards de francs à 2,8 milliards.

En ce qui concerne les échanges avec les pays en voie de développement de l'Europe, les exportations belgo-luxembourgeoises progressent de 5,1 milliards de francs en 1960 à 6 milliards en 1961. On constate une forte hausse des exportations vers l'Espagne et le Portugal, respectivement de 1 milliard de francs à 1,3 milliard et de 1,8 milliard de francs à 2,7 milliards. Il faut toutefois remarquer que l'accroissement des expéditions au Portugal a été influencé cette année par un facteur exceptionnel : la livraison d'un paquebot d'une valeur de 0,8 milliard. L'augmentation des ventes à l'Espagne s'explique par le développement des livraisons de produits sidérurgiques (+0,6 milliard). Les exportations belgo-luxembourgeoises vers la Grèce et la Turquie ont reculé. Les importations en provenance des pays européens en voie de développement n'ont pratiqué-

ment pas subi de modifications. Elles se chiffrent à 2,4 milliards de francs en 1961 contre 2,5 milliards en 1960. Il en résulte que le boni commercial vis-à-vis de ces pays a augmenté de manière sensible d'une année à l'autre de 2,6 milliards de francs à 3,6 milliards.

CONCLUSIONS

Le rythme d'expansion du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961 s'est ralenti parallèlement à celui de l'activité économique dans la plupart des pays européens. Par suite des grèves au début de l'année, les exportations se sont accrues moins rapidement que les importations. L'élargissement du déficit commercial provient principalement des mouvements des volumes, bien que les termes de l'échange se soient également détériorés.

L'analyse de la structure du commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961 montre que le surplus des secteurs des demi-produits métalliques, des matériaux de construction, des produits textiles et du matériel de chemin de fer et des constructions navales est plus que compensé par le déficit des autres secteurs de biens de production, d'équipement et de produits alimentaires. Quoique les exportations de l'U.E.B.L. demeurent centrées sur des produits demi-finis, on assiste depuis un certain nombre d'années à une augmentation constante de la part des produits finis. La même tendance se remarque pour les importations; à cet égard, il semble que l'accroissement des investissements en U.E.B.L. en 1961 se soit largement traduit par le gonflement des importations de biens d'équipement.

L'accélération des échanges portant sur les produits les plus élaborés peut être attribuée à deux causes. D'une part, le processus d'intégration écono-

Tableau XXX.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Sources : Institut National de Statistique et Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques.

Périodes	Valeurs globales (milliards de francs)			Pourcentages de couverture	Indices (Base : 1953 = 100)				Termes de l'échange
	Importations	Exportations	Solde		Importations		Exportations		
					Volume	Valeur unitaire	Volume	Valeur unitaire	
1953	121,5	113,4	- 8,1	93,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1958	156,4	152,3	- 4,1	97,3	130,6	96,4	132,6	98,5	102,1
1959	172,1	164,8	- 7,3	95,7	144,9	93,4	146,2	95,4	102,1
1960	197,9	188,8	- 9,1	95,4	160,7	95,8	166,1	97,1	101,3
1961	210,9	196,2	- 14,7	93,0	169,7	97,6	169,7	96,5	98,7
1960 1 ^{er} trimestre	49,9	48,3	- 1,6	96,7	165,4	96,1	169,7	98,1	102,1
2 ^e trimestre	47,7	47,9	+ 0,2	100,3	154,8	97,3	168,7	97,2	99,9
3 ^e trimestre	49,0	43,4	- 5,6	88,6	154,8	94,9	156,8	96,1	101,2
4 ^e trimestre	51,3	49,3	- 2,0	96,0	167,6	95,0	169,4	96,9	102,0
1961 1 ^{er} trimestre	53,5	46,0	- 7,5	86,0	171,3	97,0	159,8	97,1	100,1
2 ^e trimestre	52,4	50,4	- 2,0	96,2	169,5	97,5	173,3	96,2	98,7
3 ^e trimestre	49,6	47,9	- 1,7	96,6	160,6	97,2	165,7	96,4	99,2
4 ^e trimestre	55,5	52,0	- 3,5	93,6	177,5	98,6	180,1	95,3	96,6

mique européenne ouvre des débouchés croissants aux industries belgo-luxembourgeoises fabriquant des produits élaborés dont l'écoulement était autrefois entravé par le protectionnisme étranger. D'autre part, cette intégration va de pair avec une accentuation de la concurrence internationale à l'intérieur des frontières qui impose graduellement une spécialisation plus poussée des échanges, comme l'avait déjà révélé l'instauration de Benelux. Il y a tout lieu de croire que ces tendances se poursuivront dans les prochaines années. Dans cette perspective, les avantages maxima du commerce international, tant sur le plan des prix que des volumes, seront acquis par ceux qui pourront adapter leurs structures avec le plus de souplesse à l'évolution de la demande mondiale.

Le processus d'intégration européenne a entraîné un changement non seulement dans la structure de

la production, mais également dans l'orientation géographique des échanges. La part des pays industrialisés, principalement de la C.E.E., dans les échanges de l'U.E.B.L. s'accroît sans cesse; par contre, la part des pays en voie de développement est en régression, surtout sur le plan des exportations. La balance commerciale de l'U.E.B.L. accuse un déficit important vis-à-vis de ces derniers.

Cette concentration des échanges sur les pays industrialisés est plus forte pour l'U.E.B.L. et les Pays-Bas que pour la plupart des autres pays industrialisés; la faible proportion de leurs échanges avec les pays en voie de développement est aussi caractéristique. Malgré les perspectives d'expansion des exportations belgo-luxembourgeoises qu'ouvre la réalisation graduelle du Marché commun, les possibilités qu'offrent les marchés du tiers monde ne doivent pas pour autant être négligées.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961

Orientation géographique des exportations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations de chaque secteur

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Zones géographiques	Sidérurgie	Fabrications métalliques	Industries textiles et du vêtement	Industries chimiques	Industries des métaux non ferreux	Industrie diamantaire	Industrie pétrolière	Agriculture	Industrie houillère	Verreries et glaces	Industries alimentaires	Industries du papier et des arts graphiques	Industrie des peaux et cuirs	Cimenteries	Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	Industrie du caoutchouc	Carrières	Industrie du bois et des meubles	Industrie céramique et briqueteries	Industrie du tabac	Industries diverses	Total	
<i>Europe :</i>																							
Pays membres de l'O.C.D.E. ¹ (Métropoles)	63,2	71,6	80,7	59,7	81,5	43,8	79,0	87,9	98,3	53,7	75,3	87,7	89,1	73,6	66,7	77,4	91,8	93,8	85,9	95,1	64,5	71,5	
Groupe soviétique ²	3,7	2,7	3,5	1,7	1,7	2,1	0,1	1,4	—	0,3	0,1	0,5	0,6	—	—	3,1	0,2	0,4	1,3	—	1,2	2,4	
Autres pays d'Europe ..	1,2	1,5	0,7	2,4	0,8	0,1	0,2	0,6	—	0,3	1,2	0,2	0,4	—	—	0,6	0,8	0,3	0,3	0,1	2,0	1,1	
<i>Afrique :</i>																							
Congo et Ruanda-Urundi	0,6	1,8	1,1	1,9	0,1	—	0,6	2,1	0,1	0,3	4,7	2,0	0,5	—	—	6,4	0,3	0,7	0,9	0,5	1,3	1,2	
Autres pays d'Afrique ..	2,8	4,2	1,6	3,9	0,6	0,3	1,8	3,3	0,8	2,3	6,5	0,8	0,7	12,4	7,9	5,2	0,4	0,8	2,3	3,7	3,1	2,7	
<i>Amérique :</i>																							
Etats-Unis et Canada ..	11,0	8,2	8,6	10,6	9,4	40,5	—	3,2	0,1	27,6	3,7	5,3	7,2	5,1	9,3	3,3	2,2	2,3	0,7	0,1	8,0	10,3	
Amérique latine	7,9	5,1	0,9	5,6	1,9	0,5	0,5	0,3	0,2	7,3	1,3	1,2	0,7	3,2	1,9	1,2	1,7	0,5	4,5	—	5,7	3,9	
<i>Asie</i>	9,4	4,5	1,8	13,5	3,7	12,3	0,8	1,1	0,2	3,5	6,9	1,6	0,8	4,5	12,7	2,6	1,8	1,1	3,5	0,2	9,4	5,8	
<i>Océanie</i>	0,2	0,4	1,1	0,7	0,3	0,4	—	0,1	—	4,7	0,3	0,7	—	1,2	1,5	0,2	0,8	0,1	0,6	0,3	1,9	0,6	
<i>Divers</i>	—	—	—	—	—	—	17,0	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9	0,5	
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
Chiffres absolus (milliards de francs)	37,3	45,3	30,7	14,6	16,1	9,6	5,2	6,1	2,7	5,4	4,3	3,6	2,3	0,8	1,0	1,1	1,2	2,2	0,7	0,5	5,5	196,2	
¹ dont :																							
Pays-Bas	10,0	32,7	33,7	17,1	16,3	6,4	27,2	14,9	19,0	21,1	25,7	35,8	41,7	60,2	34,5	32,6	37,4	37,2	39,9	84,8	12,9	23,4	
Allemagne fédérale ..	17,3	11,0	19,8	10,4	22,7	8,5	12,5	29,0	5,9	4,0	23,7	12,7	19,9	0,1	13,5	16,5	7,4	31,1	16,8	4,5	12,9	15,4	
France	14,3	7,2	6,6	9,7	21,7	4,9	6,0	22,1	42,6	2,8	9,7	30,9	3,1	0,1	3,9	10,0	30,1	13,1	18,3	1,9	10,6	11,2	
Italie	5,3	2,4	2,5	2,5	2,3	1,6	0,8	6,0	11,9	7,5	2,6	0,8	3,5	—	0,7	1,8	5,6	1,6	0,7	2,4	2,0	3,2	
Pays de la C.E.E. ..	46,9	53,3	62,6	39,7	63,0	21,4	46,5	72,0	79,4	35,4	61,7	80,2	68,2	60,4	52,6	60,9	80,5	83,0	75,7	93,6	38,4	53,2	
Zone sterling	6,7	9,9	12,3	13,4	5,1	21,2	4,6	10,0	3,4	13,8	10,1	5,0	14,9	15,1	21,6	5,9	6,8	8,4	5,5	0,8	19,5	10,2	
y compris Royaume-Uni	0,7	4,6	9,5	4,7	3,4	11,5	3,5	8,9	—	5,7	6,2	2,5	13,7	8,4	6,6	2,9	4,7	7,5	3,1	0,1	10,9	5,3	

² Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.³ Pays membres de l'O.C.D.E. et leurs territoires d'outre-mer et pays de la zone sterling non membres de l'O.C.D.E.

Annexe - Tableau B.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961

Composition des exportations vers chaque zone géographique

Pourcentages par rapport à la valeur totale des exportations vers chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Secteurs	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Congo et Ruanda-Urundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Total	Dont :	
										Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Sidérurgie	16,8	29,8	9,6	19,4	20,2	38,0	30,9	7,4	19,0	16,7	12,5
Fabrications métalliques ...	23,1	26,0	35,6	35,2	18,3	30,1	18,0	14,9	23,1	23,0	22,3
Industries textiles et du vêtement	17,6	22,9	14,8	9,2	13,0	3,7	5,1	26,1	15,6	18,4	18,9
Industries chimiques	6,2	5,4	12,2	10,7	7,6	10,7	17,4	8,4	7,5	5,6	9,8
Industries des métaux non ferreux	9,3	5,9	0,5	1,7	7,5	3,9	5,3	4,4	8,2	9,7	4,1
Industrie diamantaire	3,0	4,4	0,1	0,6	19,1	0,6	10,3	2,9	4,9	2,0	10,1
Industrie pétrolière	2,9	—	1,4	1,7	—	0,3	0,4	0,1	2,6	2,3	1,3
Agriculture	3,8	1,9	5,4	3,8	1,0	0,3	0,6	0,4	3,1	4,2	3,0
Industrie bouillière	1,9	—	0,1	0,4	—	0,1	—	—	1,4	2,0	0,5
Verreries et glaceries	2,1	0,4	0,6	2,3	7,3	5,1	1,7	20,1	2,7	1,8	3,7
Industries alimentaires ...	2,3	—	8,7	5,3	0,8	0,7	2,6	1,1	2,2	2,6	2,2
Industries du papier et des arts graphiques	2,3	0,4	3,2	0,6	1,0	0,6	0,5	2,2	1,9	2,8	1,0
Industrie des peaux et cuirs	1,4	0,3	0,4	0,3	0,8	0,2	0,2	0,2	1,2	1,5	1,7
Cimenteries	0,4	—	—	2,0	0,2	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,6
Industrie des matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	0,6	—	—	1,5	0,4	0,2	1,2	1,2	0,5	0,6	1,1
Industrie du caoutchouc ...	0,6	0,8	3,2	1,1	0,2	0,2	0,3	0,1	0,6	0,7	0,3
Carrières	0,8	—	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,7	0,6	0,9	0,4
Industries du bois et des meubles	1,5	0,2	0,6	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	1,1	1,7	0,9
Industrie céramique et briqueteries	0,5	0,2	0,3	0,3	—	0,4	0,2	0,3	0,3	0,5	0,2
Industrie du tabac	0,4	—	0,1	0,4	—	—	—	0,2	0,3	0,5	—
Divers	2,5	1,4	3,0	3,1	2,3	4,1	4,6	8,4	2,8	2,0	5,4
Total ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus (milliards de francs) ...	140,2	4,7	2,3	5,3	20,3	7,7	11,4	1,2	196,2	104,5	20,0

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961

Orientation géographique des importations

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations de chaque groupe de produits

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Catégories de biens	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Congo et Ruanda-Urundi	Autres pays d'Afrique	Etats-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Total en chiffres absolus (milliards de francs)	dont :	
											Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	58,2	2,4	1,5	7,7	5,1	10,6	4,4	7,3	2,8	144,8	43,8	15,1
<i>destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques</i>	63,0	1,3	0,2	20,8	3,0	8,2	3,0	0,3	0,2	48,5	47,2	7,9
<i>destinés aux industries textiles</i> ...	44,1	1,2	0,4	1,3	5,9	10,3	8,5	7,6	20,7	17,7	36,3	32,7
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	36,9	7,7	0,1	2,9	11,5	26,2	11,0	3,6	0,1	14,9	34,4	7,6
<i>destinés aux industries diverses :</i>												
Industrie diamantaire	66,7	—	—	—	18,4	7,7	0,1	7,1	—	9,5	6,2	70,7
Industrie du bois	35,7	18,0	22,9	2,4	6,8	7,2	1,7	5,3	—	3,4	21,5	5,0
Industries du papier et des arts graphiques	57,0	7,2	26,7	—	0,8	8,1	—	0,2	—	3,0	28,6	1,4
Industrie du cuir	68,3	1,1	0,2	0,1	1,1	10,8	6,5	1,4	10,5	2,4	51,2	25,5
Industrie de la construction ...	94,8	1,2	1,2	—	0,2	2,3	0,1	0,2	—	2,9	82,8	3,8
Industrie du tabac	22,9	3,4	0,5	0,5	9,2	35,3	14,7	13,5	—	1,3	16,5	12,2
Industrie du caoutchouc	22,3	0,6	—	19,8	1,2	21,8	3,8	30,5	—	1,0	16,5	29,1
Raffineries de pétrole	0,1	0,2	—	—	9,2	—	9,2	81,3	—	7,5	0,1	3,8
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>												
Combustibles solides	93,8	0,3	—	—	—	5,9	—	—	—	8,2	92,4	1,4
Huiles minérales raffinées	64,3	4,4	0,1	—	0,1	12,9	8,4	7,6	0,1	4,1	59,2	11,1
Autres combustibles	97,7	1,9	0,4	—	—	—	—	—	—	0,5	97,7	—
Produits chimiques	82,5	1,8	0,1	—	0,1	14,6	0,3	0,6	—	8,3	67,3	9,5
Produits métalliques	92,4	0,4	—	—	—	7,1	—	0,1	—	3,3	75,4	8,3
Divers	66,5	1,6	3,7	0,5	3,0	12,5	3,5	8,6	0,1	8,3	49,2	17,2
Biens de consommation	79,3	1,9	0,6	0,7	1,3	6,5	5,5	4,0	0,2	39,4	65,6	6,7
<i>Biens de consommation durables</i> ..	90,0	2,2	0,2	0,1	—	4,5	—	3,0	—	21,2	78,8	6,9
<i>Biens de consommation non durables :</i>												
Produits alimentaires animaux ..	72,4	4,3	3,9	—	1,4	3,4	8,2	6,3	0,1	4,7	53,4	5,3
Produits alimentaires végétaux ..	59,2	0,4	0,1	2,6	4,6	7,2	18,6	6,6	0,7	9,6	43,9	8,4
Produits minéraux	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	100,0	—
Produits autres que les produits alimentaires	77,6	0,5	—	—	—	21,1	0,4	0,4	—	3,7	59,9	6,6
Biens d'équipement	84,4	0,7	0,1	0,7	0,1	13,1	0,1	0,8	—	26,7	65,7	10,6
Total général ...	65,4	2,1	1,1	5,5	3,7	10,2	4,1	5,9	2,0	210,9	50,6	12,9

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

Commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1961

Composition des importations en provenance des différentes zones géographiques

Pourcentages par rapport à la valeur totale des importations en provenance de chaque zone

Source : Institut National de Statistique — Calculs de la Banque Nationale de Belgique.

Catégories de biens	Pays de l'O.C.D.E. (Métropoles)	Groupe soviétique ¹	Autres pays d'Europe	Congo et Ruanda Urundi	Autres pays d'Afrique	États-Unis et Canada	Amérique latine	Asie	Océanie	Total	dont :	
											Pays de la C.E.E.	Zone sterling
Biens de production	61,0	79,0	88,9	96,1	93,2	71,7	74,3	85,5	98,3	68,7	59,4	80,0
<i>destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques</i>	22,1	14,0	4,9	87,6	18,6	18,4	17,0	1,3	2,6	23,0	21,5	14,1
<i>destinés aux industries textiles</i> ...	5,6	4,8	3,1	2,0	13,2	8,5	17,4	10,9	88,8	8,4	6,0	21,1
<i>destinés à l'agriculture et aux industries alimentaires</i>	4,0	26,5	0,8	3,8	21,9	18,2	18,9	4,4	0,7	7,1	4,8	4,1
<i>destinés aux industries diverses :</i>												
Industrie diamantaire	4,6	0,1	—	—	22,2	3,4	0,2	5,4	—	4,5	0,6	24,7
Industrie du bois	0,9	14,1	32,3	0,7	2,9	1,2	0,7	1,5	—	1,6	0,7	0,6
Industries du papier et des arts graphiques	1,2	4,8	32,6	—	0,3	1,1	—	0,1	—	1,4	0,8	0,2
Industrie du cuir	1,2	0,6	0,2	—	0,3	1,2	1,8	0,3	5,9	1,1	1,1	2,3
Industrie de la construction ...	2,0	0,8	1,6	—	0,1	0,3	—	—	—	1,4	2,3	0,4
Industrie du tabac	0,2	1,0	0,2	0,1	1,5	2,2	2,2	1,4	—	0,6	0,2	0,6
Industrie du caoutchouc	0,2	0,1	—	1,7	0,1	1,0	0,4	2,4	—	0,5	0,1	1,0
Raffineries de pétrole	—	0,3	—	—	8,8	—	8,0	49,1	—	3,5	—	1,0
<i>destinés indistinctement aux divers secteurs de la production :</i>												
Combustibles solides	5,5	0,5	—	—	—	2,2	—	0,1	—	3,9	7,1	0,4
Huiles minérales raffinées	1,9	4,3	0,2	—	0,1	2,5	4,0	2,5	0,2	2,0	2,3	1,7
Autres combustibles	0,4	0,2	0,1	—	—	—	—	—	—	0,2	0,5	—
Produits chimiques	5,0	3,5	0,2	—	0,1	5,7	0,3	0,4	—	4,0	5,3	2,9
Produits métalliques	2,2	0,3	—	—	—	1,0	—	—	—	1,6	2,3	1,0
Divers	4,0	3,1	12,7	0,2	3,1	4,8	3,4	5,7	0,1	3,9	3,8	3,9
Biens de consommation	22,6	16,9	9,4	2,3	6,6	12,0	25,3	12,7	1,7	18,7	24,2	9,7
<i>Biens de consommation durables</i> ..	13,8	10,8	1,3	0,1	0,2	4,4	—	5,1	—	10,1	15,7	4,9
<i>Biens de consommation non durables :</i>												
Produits alimentaires animaux ..	2,5	4,7	7,7	—	0,9	0,7	4,5	2,4	0,2	2,2	2,4	0,9
Produits alimentaires végétaux ..	4,1	1,0	0,4	2,2	5,5	3,2	20,6	5,1	1,5	4,5	3,9	3,0
Produits minéraux	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	—
Produits autres que les produits alimentaires	2,1	0,4	—	—	—	3,7	0,2	0,1	—	1,8	2,1	0,9
Biens d'équipement	16,4	4,1	1,7	1,6	0,2	16,3	0,4	1,8	—	12,6	16,4	10,3
Total général ...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Chiffres absolus (milliards de francs)	138,1	4,4	2,4	11,5	7,9	21,5	8,6	12,4	4,1	210,9	106,8	27,3

¹ Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Albanie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, U.R.S.S.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* de juin 1962. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

Rapport de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique + Annexes. (*Bruxelles, 31 mars 1962, 2 vol., 186 et 235 p.*)

2. INSTITUTIONS MONETAIRES

ADAM E., Un événement financier. La réforme du marché monétaire et des coefficients bancaires. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XX, n° 2, mai 1962, pp. 179-184.*)

GROSFILS M., La riforma del mercato monetario nel Belgio. (*Recherche Economique, Venise, XVI, n° 1, mars 1962, pp. 87-100.*)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Evolution récente du marché des émissions en Belgique et à l'étranger. (*Epargner & Investir, Bruxelles, n° 103, juin 1962, pp. 5-13.*)

LINDEMANS I., Over de berekeningen van het N.I.S. en Dulbéa omtrent de verdeling over de provincies en taalgebieden van het nationaal produkt. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIII, n° 6, juin 1962, pp. 519-524.*)

Rapport de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique + Annexes. (*Bruxelles, 31 mars 1962, 2 vol., 186 et 235 p.*)

VAN ASSCHE F., La Bourse de Bruxelles et l'investissement. (*Epargner & Investir, Bruxelles, n° 103, juin 1962, pp. 14-24.*)

6. DEMOGRAPHIE

MOLS R., Valeur et faiblesses du Rapport Sauvy. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXIII, n° 3, mai 1962, pp. 153-182.*)

Perspectives démographiques Hainaut-Nord - Pas-de-Calais. (*Le Hainaut économique, Mons, n° 1, mars 1962, pp. 57-69.*)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

GUBBELS R., Grèves et relations industrielles. (*Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, n° 1, 1962, pp. 45-75.*)

9. SECURITE SOCIALE

PIRAUX M., Aspects économiques de la sécurité sociale. (*Les Dossiers de l'Action Sociale Catholique, Bruxelles, XXXIX, n° 5, mai-juin 1962, pp. 355-364.*)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

BERDING C., Het vraagstuk van de kolenveredeling in de Kempen (*Economie in Limburg, Hasselt, II, n° 4, 1961, pp. 41-52.*)

La concentration et la rationalisation dans l'industrie belge de l'électricité. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 26, 30 juin 1962, pp. 237-240.*)

Les conditions de développement dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles, n° 833, 23 juin 1962, pp. 458-466, n° 834, 30 juin 1962, pp. 478-485.*)

Qu'est-ce que la F.I.B.? Rapport annuel. Exercice 1961. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, XVII, numéro spécial, juin 1962, 108 p.*)

12. TRANSPORTS

FERY J., Notre appareil des transports face à l'avenir. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXIII, n° 3, mai 1962, pp. 183-200.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

La position de l'exportation belge sur le marché des Pays-Bas. (*Bulletin Commercial Belge, Bruxelles, LXXVI, n° 6, juin 1962, pp. 45-53.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

CARLI G., Mobilità dei capitali a breve e cooperazione internazionale. (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 4, avril 1962, pp. 382-385.*)

CLAUSS F., Möglichkeiten elastischer Wechselkurs-Politik. (*Konjunkturpolitik, Berlin, VIII, n° 2, 1962, pp. 91-116.*)

DILLON D., La bilancia dei pagamenti degli Stati Uniti, lo sviluppo economico e i mercati dei capitali. (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 4, avril 1962, pp. 375-381.*)

FROWEN S., Die Problematik des Pfundes sterling. (*Konjunkturpolitik, Berlin, VIII, n° 2, 1962, pp. 74-90.*)

FURTH J., Professor Triffin on the Problem of International Monetary Reform. (*Zeitschrift für Nationalökonomie, Vienne, XXI, n°s 3-4, 1962, pp. 415-425.*)

Le rôle des zones monétaires dans les paiements internationaux. (*Bulletin mensuel de la Banque centrale des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun, Paris, n° 68, mai 1962, pp. 199-208.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CAMPBELL A. & THOMPSON D., Common Market Law, Texts and Commentaries. (*Stevens, Londres, 1962, XXII + 487 p.*)

CARCANO G., Riserve obbligatorie e coefficienti di tesoreria nei sistemi bancari della Comunità Economica Europea (II). (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 4, avril 1962, pp. 410-425.*)

DAUBE B., L'harmonisation des politiques budgétaires dans la C.E.E. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 47, mai 1962, pp. 199-204.*)

DE VLEESCHAUWER R., Le problème du Commonwealth et du Marché Commun. (*Energie, Bruxelles, n° 158, 1962, pp. 7-14.*)

HALLSTEIN W., L'Amérique et l'Europe : une nouvelle initiative. (*Bulletin de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, V, n° 5, mai 1962, pp. 5-10.*)

KLAASSE C., Monetaire en financiële aspecten van de toetreding van Groot-Brittannië tot de Europese Economische Gemeenschap. (*Amsterdamsche Bank, Amsterdam, 1962, 37 p.*)

LARCIER R., Problèmes du Marché Commun. (*Synthèses, Bruxelles, XVII, n°s 192-193, mai-juin 1962, pp. 284-288.*)

L'évolution de l'emploi dans les Etats membres (1954-1958). (*Commission de la Communauté Economique Européenne, Bruxelles, mars 1961, 280 p.*)

L'évolution des salaires dans les pays de la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 25, 23 juin 1962, pp. 225-228.*)

Quelques réflexions sur l'activité du Comité Monétaire de la Communauté Economique Européenne. (*Perspectives, Paris, XVIII, n° 802, 30 juin 1962, 6 p.*)

TIMMERMANS A., Les moyens de financement additionnels procurés par le Marché Commun. (*Annales de Sciences économiques appliquées, Louvain, XX, n° 2, mai 1962, pp. 123-148.*)

17. DIVERS

DE MEYER J., Beschouwingen over het federalisme in België. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIII, n° 6, juin 1962, pp. 473-488.*)

DURIEUX A., Le problème juridique des dettes du Congo belge et l'Etat du Congo. (*Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, Bruxelles, 1961, 75 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Loi du 14 juin 1962

relative au statut des sociétés belges de droit colonial constituées sous le régime de la législation en vigueur au Ruanda-Urundi et ayant leur principal établissement administratif en Belgique (Moniteur du 15 juin 1961, p. 5.167).

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Relèvement du plafond

des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 7 juin 1962, p. 4.932).

Par arrêté royal du 22 mai 1962 le montant de huit milliards de francs, fixé par l'arrêté royal du 27 mars 1962, pris en exécution de la loi du 14 février 1962 portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, est porté par libération d'une deuxième tranche de cinq cents millions de francs à huit milliards cinq cents millions de francs.

**Société anonyme belge
d'Exploitation de la Navigation aérienne**

Intervention de l'Etat pour l'exercice 1961 (Moniteur du 8 juin 1962, p. 4.976).

Par arrêté ministériel en date du 21 mai 1962, la part de l'intervention de l'Etat pour l'exercice 1961 au titre d'avance récupérable dans les frais d'amortissement de matériel volant, de rechanges pour matériel volant et d'équipements pour les ateliers d'entretien et de révision du matériel volant de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne est fixée, en vertu des dispositions de l'article 33A des statuts de ladite Société, à trois cent quatre-vingt-neuf millions deux cent quatre-vingt-sept mille huit cent trente-sept francs.

Arrêté royal du 5 avril 1962

modifiant les taux d'intérêt des prêts consentis par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles Nombreuses de Belgique, au moyen des capitaux provenant du Fonds B.2 (Moniteur du 16 juin 1962, p. 5.218).

Article 1^{er}. — Le barème des taux d'intérêt fixé au § 1^{er} de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1949 est remplacé par le barème suivant :

- 3,25 p.c. l'an pour 4 enfants;
- 2,75 p.c. l'an pour 5 enfants;
- 2,25 p.c. l'an pour 6 enfants;
- 1,75 p.c. l'an pour 7 enfants;
- 1,25 p.c. l'an pour 8 enfants;
- 0,75 p.c. l'an pour 9 enfants et plus.

Art. 2. — Le taux d'intérêt des prêts visés au § 2 de l'article 12 de l'arrêté du Régent du 1^{er} juin 1949 est porté à 4 p.c. l'an.

Arrêté ministériel du 28 avril 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires. Erratum (Moniteur du 9 juin 1962, p. 5.017).

Loi du 21 mai 1962

contenant le budget du Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de l'Assistance Technique pour l'exercice 1962 (Moniteur du 8 juin 1962, p. 4.963).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1962 afférentes au Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce Extérieur et de l'Assistance Technique (...) des crédits s'élevant à la somme de 4.685.769.000 francs.

Art. 7. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 55.000.000 francs (...).

Art. 8. — Des crédits de paiement résultant des obligations contractées en exécution des autorisations accordées par la présente loi et par les lois antérieures sont ouverts jusqu'à concurrence de 67.500.000 francs (...).

Loi du 25 mai 1962

contenant le budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1962 (Moniteur du 15 juin 1962, p. 5.149).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1962, afférentes au Ministère de la Santé Publique et de la Famille (...) des crédits s'élevant à la somme de 3.914.266.000 francs.

Loi du 29 mai 1962

ouvrant des nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1962 (Moniteur du 31 juin 1962, p. 4.731).

Arrêtés royal et ministériel du 1^{er} juin 1962

relatifs à l'émission de l'emprunt 1962-1982, 2^e série (Moniteur du 5 juin 1962, p. 4.847).

Article 1^{er}. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1962-1982, 2^e série ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
5 p.c. l'an à partir du 25 juin 1962 jusqu'au 24 juin 1972;
5,25 p.c. l'an à partir du 25 juin 1972 jusqu'au 24 juin 1982.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable, à partir de la deuxième année (...).

Le remboursement est effectué aux taux ci-après :
le 25 juin des années 1964 à 1971 : au pair;
le 25 juin des années 1972 à 1976 : à 103,50 p.c.;
le 25 juin des années 1977 à 1981 : à 107 p.c.

Les obligations non amorties avant le 25 juin 1982 sont remboursables à cette date à 112 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :

- le 25 juin 1967, au pair de leur valeur nominale;
- le 25 juin 1972, à 103,50 p.c. de leur valeur nominale;
- le 25 juin 1977, à 107 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 9. — Les intérêts et la prime de remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 3. — Le prix d'émission est fixé au pair de la valeur nominale; il est payable (...), soit en espèces, soit en obligations de l'emprunt 4 ½ p.c. de 1952, remboursables le 25 juin 1962, reprises à 103 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 13. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

Arrêté ministériel du 7 juin 1962

relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 9 juin 1962, p. 5.019).

Arrêté royal du 12 juin 1962

modifiant les arrêtés royaux fixant les modes de calcul et de paiement des subventions de fonctionnement aux établissements d'enseignement (Moniteur du 16 juin 1962, p. 5.213).

Arrêté ministériel du 13 juin 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 14 juin 1962, p. 5.116).

Arrêtés royaux des 18, 19 et 20 juin 1962

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 21 juin 1962, p. 5.337).

Arrêté ministériel du 20 juin 1962

relatif à la perception de droits d'entrée d'après des taux forfaitaires (Moniteur du 22 juin 1962, p. 5.382).

Arrêté ministériel du 21 juin 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 4 mars 1927 en ce qui concerne la taxe de transmission et la taxe de luxe (Moniteur du 26 juin 1962, p. 5.464).

Arrêtés ministériels du 22 juin 1962

relatifs au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 28 juin 1962, p. 5.549).

Arrêté royal du 25 juin 1962

modifiant le Code et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 juin 1962, p. 5.566).

Arrêté royal du 28 juin 1962

modifiant et complétant l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.593).

Arrêté ministériel du 29 juin 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.613).

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 30 mai 1962

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 8 juin 1962, p. 4.982).

Arrêté ministériel du 8 juin 1962

relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine (Moniteur du 15 juin 1962, p. 5.174).

IV. — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Arrêté ministériel du 5 juin 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 12 octobre 1955, modifié par celui du 2 octobre 1958, imposant la déclaration des stocks de diamant taillé, ainsi que la déclaration de certaines opérations relatives à la circulation de ces mêmes marchandises (Moniteur du 21 juin 1962, p. 5.324).

V. — LEGISLATION DU TRAVAIL

**Modification
de l'Accord national du 16 juillet 1958**

relatif au fonctionnement et aux missions des conseils d'entreprises (Moniteur du 29 juin 1962, p. 5.578).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 15 mars 1962

portant approbation de l'accord de commerce entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Japon, d'autre part, des premier et second protocoles, du procès-verbal rédigé de commun accord avec l'annexe à la partie C de ce procès-verbal, et de l'échange de lettres, signés à Tokio, le 8 octobre 1960 (Moniteur du 5 juin 1962, p. 4.834).

Arrêté ministériel du 28 avril 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires. Erratum (Moniteur du 9 juin 1962, p. 5.017).

Arrêté ministériel du 8 mai 1962

modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises. Erratum (Moniteur du 7 juin 1962, p. 4.932).

Arrêté ministériel du 7 juin 1962

relatif au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 9 juin 1962, p. 5.019).

Arrêté ministériel du 13 juin 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 14 juin 1962, p. 5.116).

Arrêtés royaux des 18, 19 et 20 juin 1962

relatifs au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 21 juin 1962, p. 5.337).

Arrêté ministériel du 20 juin 1962

relatif à la perception de droits d'entrée d'après des taux forfaitaires (Moniteur du 22 juin 1962, p. 5.382).

Arrêtés ministériels du 22 juin 1962

relatifs au Tarif des droits d'entrée (Moniteur du 28 juin 1962, p. 5.549).

Arrêté ministériel du 26 juin 1962

modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.599).

Arrêté ministériel du 26 juin 1962

modifiant l'annexe 1 à l'arrêté ministériel du 24 février 1960 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.603).

Arrêté royal du 28 juin 1962

modifiant et complétant l'arrêté royal du 28 décembre 1961 établissant un droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.593).

Arrêté ministériel du 29 juin 1962

déterminant le droit spécial à l'importation de certains produits agricoles et alimentaires (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.613).

VIII. — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 29 mai 1962

modifiant, en ce qui concerne le canal de la Nèthe et les Nèthes, l'arrêté ministériel du 23 mars 1949 déterminant les tronçons des voies navigables dénommés « ports » (Moniteur du 6 juin 1962, p. 4.905).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Liaison à l'indice des prix de détail

des limites de rémunérations devant servir au calcul des cotisations de sécurité sociale pour le troisième trimestre de l'année 1962 (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.639).

Arrêté royal du 21 juin 1962

prorogeant la durée de validité des dispositions des articles 14 à 19 et 21 à 26 de la loi du 20 juillet 1960 instaurant le salaire hebdomadaire garanti (Moniteur du 27 juin 1962, p. 5.520).

**X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Liaison à l'indice des prix de détail

des limites de rémunérations devant servir au calcul des cotisations de sécurité sociale pour le troisième trimestre de l'année 1962 (Moniteur du 30 juin 1962, p. 5.639).

de compensation pour allocations familiales des communes, établissements publics qui en dépendent et associations de communes (Moniteur du 29 juin 1962, p. 5.572).

Arrêté royal du 30 avril 1962

modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1951 portant institution et organisation de la Caisse spéciale

Arrêté royal du 7 juin 1962

portant exécution de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (Moniteur du 9 juin 1962, p. 5.020).

XI. — LEGISLATION EN MATIERE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 30 mai 1962

relatif à la fixation, en matière de dommages de guerre aux bateaux, du coefficient d'indemnisation intégrale applicable à tout le Royaume pour la période du 1^{er} avril 1962 au 30 juin 1962 (arrêté n° 46) (Moniteur du 15 juin 1962, p. 5.180).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1959	1960	1961
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.129	9.178	9.229
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.902	5.906	
dont : Hommes	»	2.902	2.927	2.928	
Femmes	»	2.948	2.975	2.978	
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.506	3.505	p 3.525
dont : Agriculture	»	423	264	257	p 250
Industries extractives	»	191	151	131	p 114
Industries manufacturières	»	1.311	1.174	1.204	p 1.241
Bâtiment et construction	»	197	240	241	p 250
Transports	»	243	244	240	p 242
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.291	1.312	p 1.333
Chômeurs complets	»	92	142	120	p 95

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

I - 2 a. — ESTIMATIONS DE L'I.N.S.

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :											
a) Salaires et traitements	125,2	142,8	148,4	150,6	155,7	164,7	177,4	191,8	197,4	199,4	211,8
b) Rémunération des forces armées ...	5,2	6,6	8,1	8,7	9,0	9,6	9,4	9,9	10,6	11,2	12,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,2	18,3	20,9	21,4	22,1	24,1	26,3	30,0	30,7	29,9	32,9
<i>Total ...</i>	<i>146,6</i>	<i>167,7</i>	<i>177,4</i>	<i>180,7</i>	<i>186,8</i>	<i>198,4</i>	<i>213,1</i>	<i>231,7</i>	<i>238,7</i>	<i>240,5</i>	<i>256,8</i>
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :											
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	19,4	21,6	20,4	22,1	21,4	21,6	20,8	23,3	22,3	23,7	22,6
b) Professions libérales	6,8	7,9	8,4	8,6	9,3	9,5	10,0	10,2	11,2	11,9	12,5
c) Commerce et artisanat	62,1	64,6	62,9	66,1	69,3	71,6	73,9	74,1	73,8	74,6	77,0
<i>Total ...</i>	<i>88,3</i>	<i>94,1</i>	<i>91,7</i>	<i>96,8</i>	<i>100,0</i>	<i>102,7</i>	<i>104,7</i>	<i>107,6</i>	<i>107,3</i>	<i>110,2</i>	<i>112,1</i>
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	4,5	5,2	4,9	4,9	5,3	6,0	6,5	6,2	5,6	6,0	6,3
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :											
a) Intérêts	9,1	9,8	10,7	11,8	13,0	14,4	15,5	16,5	17,9	19,3	21,0
b) Loyers	14,5	15,7	16,9	21,4	24,3	25,2	26,9	27,6	29,7	31,3	32,1
c) Dividendes et tantièmes	6,7	8,6	9,2	8,8	8,9	10,3	11,9	12,9	11,9	11,1	12,9
<i>Total ...</i>	<i>30,3</i>	<i>34,1</i>	<i>36,8</i>	<i>42,0</i>	<i>46,2</i>	<i>49,9</i>	<i>54,3</i>	<i>57,0</i>	<i>59,5</i>	<i>61,7</i>	<i>66,0</i>
5. Libéralités des sociétés	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	7,3	9,8	6,5	6,2	8,8	11,4	12,5	9,4	6,3	9,7	9,9
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	4,1	7,7	8,7	6,8	6,3	6,1	7,6	7,9	6,9	6,5	7,8
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	0,9	0,9	1,5	1,9	1,7	1,5	1,4	1,4	0,1	1,6	2,0
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8
10. Moins : intérêts de la dette publique	- 7,2	- 7,3	- 7,7	- 8,2	- 9,0	-10,1	-10,6	-11,0	-11,9	-13,2	-14,9
11. Revenu national net au coût des facteurs ¹ ...	275,5	313,1	320,5	331,9	347,2	367,4	390,8	411,4	413,8	424,2	447,3

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 3) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 8.

I - 2 b. — ESTIMATIONS DULBEA

(milliards de francs)

(Système normalisé)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation)	148,7	171,8	179,5	185,0	189,4	200,4	216,7	234,0	240,9	247,3	
2. Autres revenus	158,8	184,3	177,9	180,1	196,0	203,4	220,5	230,3	219,1	226,3	
3. Revenu national net au coût des facteurs ¹	<u>307,5</u>	<u>356,1</u>	<u>357,4</u>	<u>365,1</u>	<u>385,4</u>	<u>403,8</u>	<u>437,2</u>	<u>464,3</u>	<u>460,0</u>	<u>473,6</u>	<u>502,9</u>
<i>Relations avec le P.N.B. (rubrique W du tableau I - 3a et rubrique 7 du tableau I - 3b)</i>											
4. Consommation de capital	27,4	31,8	35,2	35,9	37,3	39,2	41,5	45,7	49,2	51,2	53,1
5. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,3	35,4	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
6. Produit national brut aux prix du marché (6) = (3) + (4) + (5)	<u>363,5</u>	<u>419,3</u>	<u>428,0</u>	<u>436,4</u>	<u>458,6</u>	<u>482,4</u>	<u>520,4</u>	<u>554,2</u>	<u>551,0</u>	<u>572,4</u>	<u>608,0</u>

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 3) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 3.

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Estimations Dulbea, système normalisé)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture et pêche	30,6	33,4	33,6	35,3	35,6	35,5	34,3	37,2	36,3	38,7	37,4
B. Industries extractives (charbonnages uniquement)	17,1	18,9	20,2	19,6	18,9	20,0	20,8	23,8	21,7	16,9	16,2
C. Industries alimentaires .	25,9	30,4	31,6	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	18,2	20,3	15,8	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
E. Matériaux de construction	7,9	9,8	8,9	9,5	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
F. Métallurgie de base ...	10,0	17,0	16,2	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
G. Fabrications métalliques	22,0	25,2	27,6	28,3	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
H. Autres industries ¹ ...	26,6	33,9	32,5	32,7	35,8	40,5	44,2	45,5	45,6	50,2	54,1
<i>Ensemble de l'industrie manufacturière (C à H)</i>	<i>110,6</i>	<i>136,6</i>	<i>132,6</i>	<i>130,2</i>	<i>139,5</i>	<i>150,7</i>	<i>167,8</i>	<i>174,3</i>	<i>168,3</i>	<i>179,8</i>	<i>197,6</i>
I. Construction	25,7	25,7	25,7	27,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
J. Electricité, gaz et eau .	7,3	8,5	9,2	9,4	11,0	11,4	12,9	12,4	12,4	13,0	14,6
K. Transport et communications	24,4	28,3	29,5	30,0	30,5	33,0	36,6	37,8	38,3	40,2	42,9
L. Commerce de gros et de détail	25,6	27,7	27,3	27,5	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
M. Banques, assurances et affaires immobilières ...	7,2	8,3	8,9	9,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
N. Immeubles d'habitation	19,8	21,4	22,1	27,2	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
O. Etat ²	26,4	31,3	34,4	36,3	37,6	38,8	40,8	43,3	47,8	51,2	56,5
P. Autres services ³	39,7	42,3	43,5	43,9	45,1	47,3	49,7	52,1	56,3	56,5	58,5
Q. Produit intérieur brut identifié au coût des facteurs (A à P)	334,4	382,4	387,0	396,4	417,4	438,4	470,9	499,1	494,7	515,2	548,3
R. Contribution du Reste du monde	4,9	5,7	5,1	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
S. Produit national brut identifié au coût des facteurs (Q + R)	339,3	388,1	392,1	401,4	422,9	444,7	479,5	507,9	503,6	522,9	558,2
T. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,3	35,4	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
U. Produit national brut aux prix du marché (S + T)	367,9	419,4	427,5	436,8	458,7	484,1	521,2	552,1	545,4	570,5	610,1
V. Ajustement statistique .	- 4,4	- 0,2	+ 0,4	- 0,4	- 0,1	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,5	+ 1,9	- 2,1
W. Produit national brut aux prix du marché (U + V)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Comprend : bois et meubles, pâtes et papier, impression, chimie et caoutchouc et autres industries.

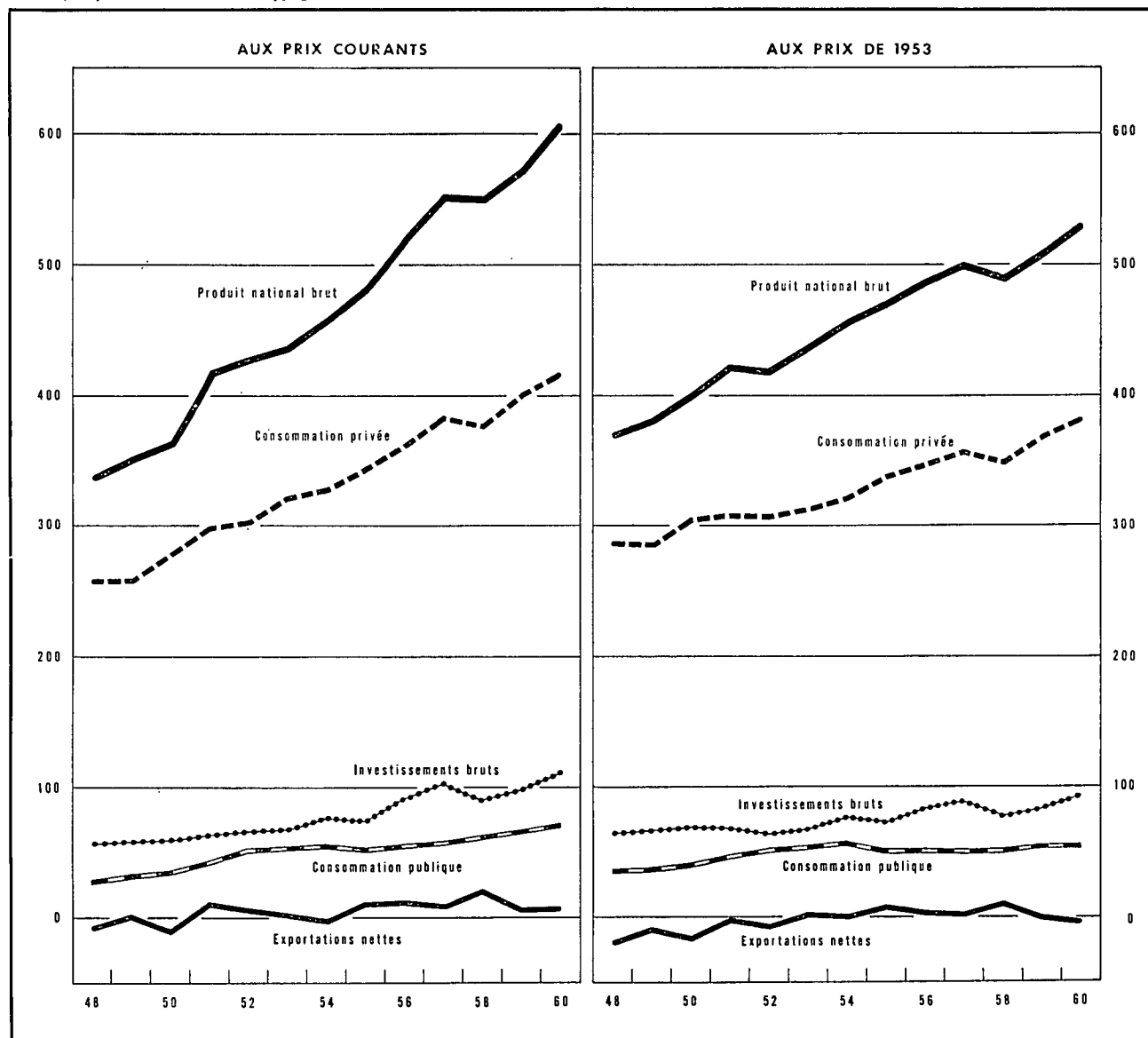
² Y compris la santé publique et l'enseignement public.

³ Comprend : professions médicales et autres services.

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbea).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	278,0	299,4	303,7	312,0	328,4	344,0	361,6	384,1	377,2	401,0	417,4
2. Consommation publique	35,6	44,2	52,8	54,9	55,8	53,2	55,6	58,2	62,8	67,0	72,3
3. Formation brute de capital fixe :											
<i>Entreprises</i>	59,9	57,8	61,5	65,0	72,3	74,7	86,4	95,2	89,6	98,5	106,5
<i>Etat</i>	52,9	49,9	54,7	58,0	65,6	66,5	76,7	85,2	80,6	88,1	95,8
<i>Etat</i>	7,0	7,9	6,8	7,0	6,7	8,2	9,7	10,0	9,0	10,4	10,7
4. Accroissement de stocks	- 0,1	6,0	3,8	1,8	3,0	- 0,4	4,0	6,7	0,8	- 1,3	3,7
5. Dépenses intérieures de l'économie	373,4	407,4	421,8	433,7	459,5	471,5	507,6	544,2	530,4	565,2	599,9
6. Exportations nettes :											
<i>Exportations</i>	- 9,9	11,9	6,5	2,7	- 0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Moins importations</i> ...	97,1	146,8	135,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	107,0	134,9	129,6	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. Produit national brut ...	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

I - 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1953

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée	305,1	308,7	308,1	312,0	321,2	338,1	347,0	356,9	349,6	368,5	382,5
2. Consommation publique	40,7	47,5	52,8	54,9	57,9	51,7	52,0	51,8	52,5	55,2	55,7
3. Formation brute de capital fixe :											
Entreprises	69,8	62,2	61,2	65,0	73,3	72,8	80,5	82,8	77,6	85,2	90,5
Etat	61,3	54,4	54,3	58,0	66,1	65,7	72,5	75,2	70,0	76,5	82,0
Etat	8,5	7,8	6,9	7,0	7,2	7,1	8,0	7,6	7,6	8,7	8,5
4. Accroissement de stocks	- 0,3	5,5	3,6	1,8	3,0	- 0,4	3,7	6,1	0,4	- 0,7	3,6
5. Dépenses intérieures de l'économie	415,3	423,9	425,7	433,7	455,4	462,2	483,2	497,6	480,1	508,2	532,3
6. Exportations nettes :	-15,0	- 0,7	- 6,0	2,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	- 1,2
Exportations	108,1	123,9	116,7	130,1	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
Moins importations ...	123,1	124,6	122,7	127,4	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut ...	400,3	423,2	419,7	436,4	456,6	470,7	488,1	500,3	491,4	509,6	531,1

I - 4. — INVESTISSEMENTS BRUTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE *

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Années	Secteur privé								Secteur public 1				Total général (secteur public et privé)
	Immeubles d'habitation	Locaux professionnels	Outillage industriel	Autre outillage 2	Véhicules utilitaires	Autres véhicules	Divers 3	Total	Bâtiment et génie civil	Outillage	Défense nationale	Total	
1950	17,1	6,5	n.d.	n.d.	2,5	2,5	n.d.	47,7	n.d.	n.d.	1,7	16,8	64,5
1951	14,0	7,1	n.d.	n.d.	2,0	2,8	n.d.	46,5	n.d.	n.d.	4,4	19,1	65,6
1952	14,3	6,4	n.d.	n.d.	2,4	3,0	n.d.	50,1	n.d.	n.d.	9,2	23,1	73,2
1953	15,6	7,5	19,3	5,1	2,1	3,3	0,8	53,7	9,9	4,1	8,5	22,5	76,2
1954	18,1	8,1	18,9	5,5	2,6	4,1	0,7	58,0	10,2	3,8	6,4	20,4	78,4
1955	18,0	8,9	20,2	5,8	2,4	4,6	0,4	60,3	11,7	5,8	5,0	22,5	82,8
1956	19,0	9,8	25,6	7,7	2,3	4,6	0,5	69,5	13,3	4,3	4,3	21,9	91,4
1957	28,0	10,9	25,4	7,8	2,4	4,8	1,2	80,5	13,2	4,7	5,0	22,9	103,4
1958	24,3	10,4	24,6	8,4	2,3	4,8	0,9	75,7	13,6	4,7	4,1	22,4	98,1
1959	25,5	9,0	25,2	7,2	2,1	5,0	1,3	75,3	17,1	5,5	2,8	25,4	100,7
1960	27,0	9,0	27,9	9,9	2,7	5,5	0,4	82,4	14,1	4,5	3,4	22,0	104,4

1 Etat, Administrations subordonnées, S.N.C.B., O.N.J., S.N.C.V., R.V.A., Postes et Office des Chèques Postaux, R.T.T., R.T.B., S.N.D.E., voies hydrauliques, ports de mer et ports intérieurs.

2 Avions, navires et bateaux, outillage agricole, chemins de fer et tramways et outillage destiné à d'autres branches.

3 Travaux agricoles et variation du cheptel.

* Cette estimation, établie par le Ministère des affaires économiques et de l'Energie, ne peut être rapprochée des données figurant au tableau I - 3b en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes.

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue Internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revue nationale et P.N.B. — *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Bulletin statistique (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.).*

Investissements : *L'Economie belge (Ministère des Affaires économiques).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	98,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	78,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1960 2 ^e trimestre	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
3 ^e trimestre	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
4 ^e trimestre	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1961 1 ^{er} trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
2 ^e trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 ^e trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 ^e trimestre	101,2	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1960 Décembre	97,8	72,4	102,2	106,3	103,6	112,4	108,8	86,9	100,0	97,9	
1961 Janvier	94,8	71,6	100,1	105,9	102,6	109,6	111,5	83,7	99,0	86,4	
Février	97,5	71,1	102,1	105,5	103,2	114,4	110,3	86,1	99,9	94,0	
Mars	99,1	70,2	103,4	107,1	103,3	115,6	110,1	88,7	100,9	98,6	
Avril	99,2	69,4	103,3	106,4	105,2	115,3	110,7	88,9	99,7	100,1	
Mai	99,6	68,6	103,7	106,7	107,5	115,2	111,7	89,0	99,9	101,6	
Juin	100,0	67,8	103,9	107,0	106,2	118,5	111,8	88,7	99,4	103,6	
Juillet	99,2	67,2	104,0	106,9	105,6	120,4	112,3	90,6	97,6	103,0	
Août	99,7	66,2	104,9	107,3	106,4	122,4	115,2	90,5	98,6	104,2	
Septembre	101,3	65,7	105,5	108,2	108,3	121,6	115,7	90,6	98,4	105,6	
Octobre	101,5	65,3	106,0	108,3	109,2	122,8	117,6	88,8	98,1	105,3	
Novembre	101,3	64,6	106,1	108,2	109,7	123,3	118,8	92,1	99,4	104,0	
Décembre	100,7	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs				reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
						Complets	Partiels et accidentels				
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7	128,3	24,9	7,0
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1960 4 ^e trimestre	76	137,4	104,0	33,4	3.481	20,6	5,6	6,5	56,6	15,9	7,2
1961 1 ^{er} trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3	55,6	19,5	8,3
2 ^e trimestre	74	111,2	85,0	26,2	2.408	20,4	6,5	8,5	26,8	23,5	13,7
3 ^e trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,3	8,5	18,6	19,9	15,4
4 ^e trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 ^{er} trimestre	72	140,9	74,6	66,3	2.819	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 ^e trimestre	74	64,0	41,8	22,2							
1961 Juillet	29	92,5	72,1	20,4	2.683	23,7	6,6	8,2	19,5	16,0	13,9
Août	23	89,4	69,9	19,5	2.057	19,2	5,6	8,7	18,2	20,0	15,4
Septembre	24	88,4	69,3	19,1	2.122	19,6	6,7	8,7	18,1	23,6	16,8
Octobre	29	92,6	69,2	23,4	2.687	22,3	6,8	8,0	17,9	22,0	14,4
Novembre	23	101,8	75,6	26,2	2.341	19,0	6,3	6,9	25,3	17,2	13,0
Décembre	28	176,2	84,7	91,5	4.933	21,6	10,0	5,7	30,9	13,6	10,9
1962 Janvier	24	158,3	90,4	67,9	3.166	16,9	6,5	3,8	31,3	21,2	11,6
Février 6	24	151,0	77,7	73,3	3.020	15,6	7,2	4,4	29,2	17,8	12,7
Mars	24	113,4	55,8	57,6	2.268	15,8	6,7	5,0	24,1	21,2	15,0
Avril	28	71,1	46,6	24,5	1.636	17,2	6,4	6,6	17,8	21,9	17,0
Mai	23	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	23	57,4	36,6	20,8							
Juillet	29	54,4	35,4	19,0							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

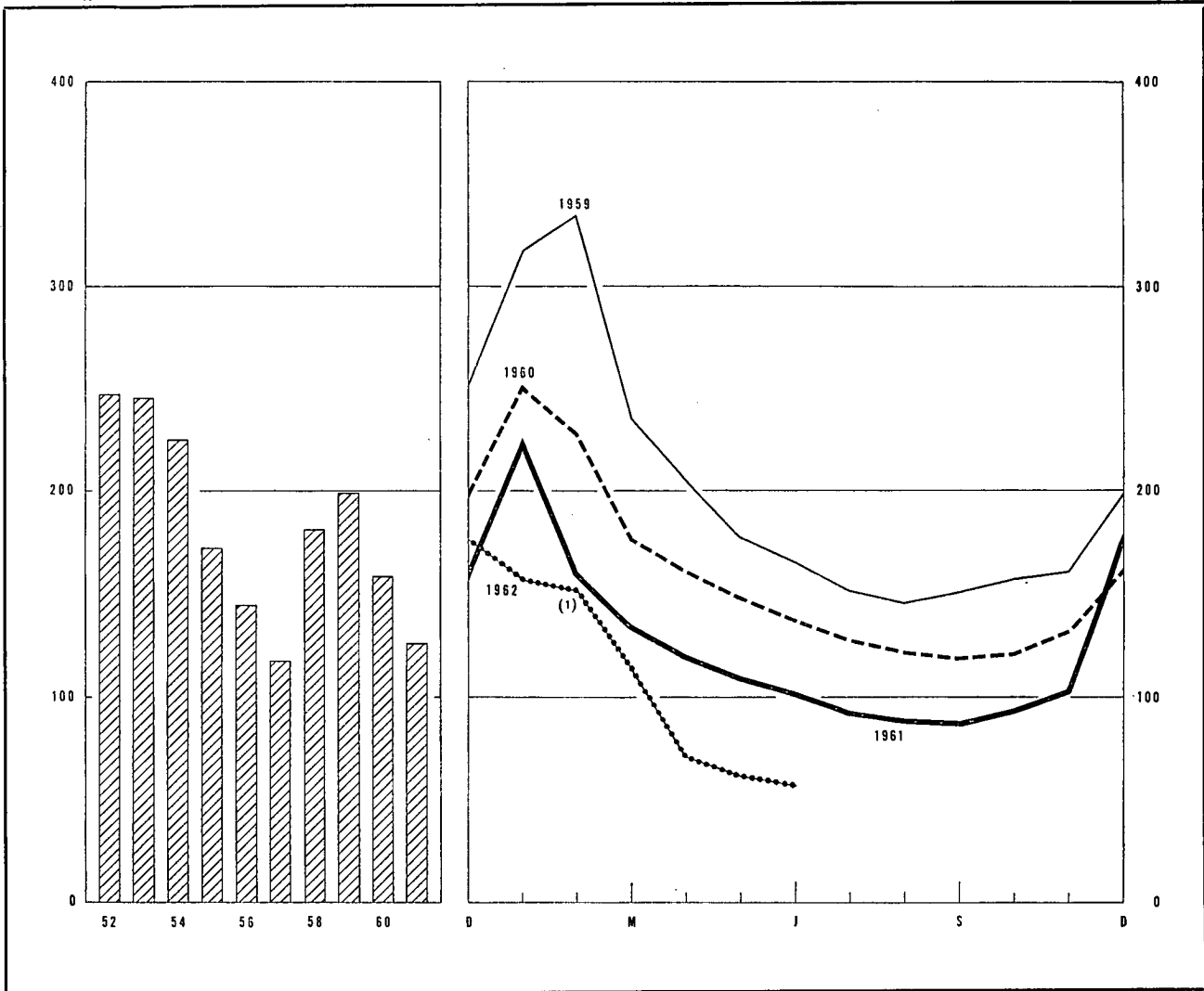
5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 20-12-61.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		1959	1960	1961	1962
1953	246	296	230	212	243	Janvier	317	252	226	158
1954	225	319	219	179	179	Février	335	229	160	151 ¹
1955	172	280	152	116	137	Mars	236	177	135	113
1956	145	247	122	95	115	Avril	205	161	120	71
1957	117	144	96	88	138	Mai	177	148	109	62
1958	181	204	166	149	204	Juin	165	137	102	57
1959	199	292	182	150	171	Juillet	152	128	93	54
1960	158	221	149	123	137	Août	146	122	89	
1961	126	177	111	90	124	Septembre	151	119	88	
1962		141 ¹	64			Octobre	157	121	93	
						Novembre	161	132	102	
						Décembre	199	162	176	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	259	274	272	260	280	296	275	273	256
dont : froment	170	184	191	188	208	219	201	203	207
seigle	82	82	74	68	66	69	66	63	43
Céréales non panifiables	258	233	234	254	238	240	256	252	263
Plantes industrielles	96	95	98	99	92	94	89	96	92
Plantes racines et tuberculifères	161	163	152	151	145	141	143	131	120
Légumes cultivés pour la graine	12	13	13	14	13	12	12	11	11
Prés et prairies	821	815	815	818	814	811	827	819	821
Divers	148	149	147	132	137	128	133	134	142
Total ...	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	560	575	714	597	751	779	793	773	722
Autres céréales	997	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992
Betteraves sucrières	2.339	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703
Lin (graines et paille)	193	236	272	235	182	170	125	214	196
Chicorée à café	34	109	95	54	51	56	44	55	60
Pommes de terre	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.780
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	219	208	195	189	182	178	170	159	147
Total des bovidés	2.291	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690	2.700
dont : vaches laitières et de trait	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022	1.030
Porcs	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726	1.760
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.555
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	370	381	392	400	391	412	424	441	430

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

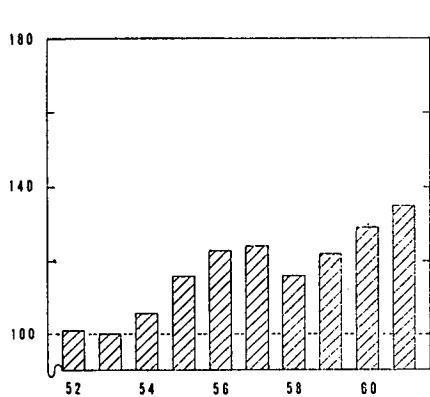
Source : Institut National de Statistique.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Aiglefin	383	448	546	519	445	374	232	262	285
Cabillaud	852	715	870	764	662	834	653	689	698
Plie	421	378	392	379	427	451	381	390	291
Sole	502	465	323	299	289	315	257	350	314
Raie	277	241	312	314	356	337	342	323	328
Hareng	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409
Crevettes	164	122	178	266	84	64	89	39	80

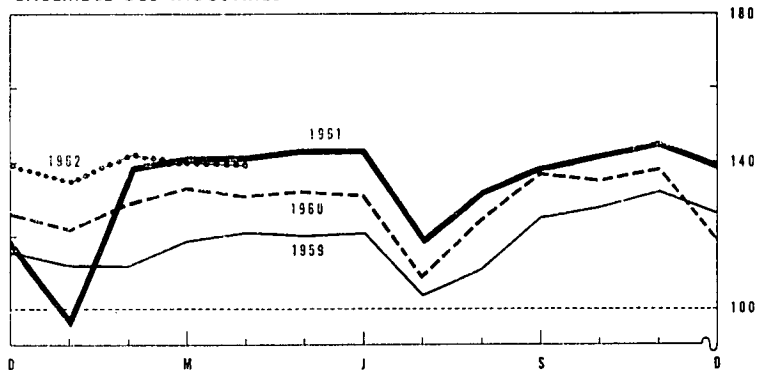
Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

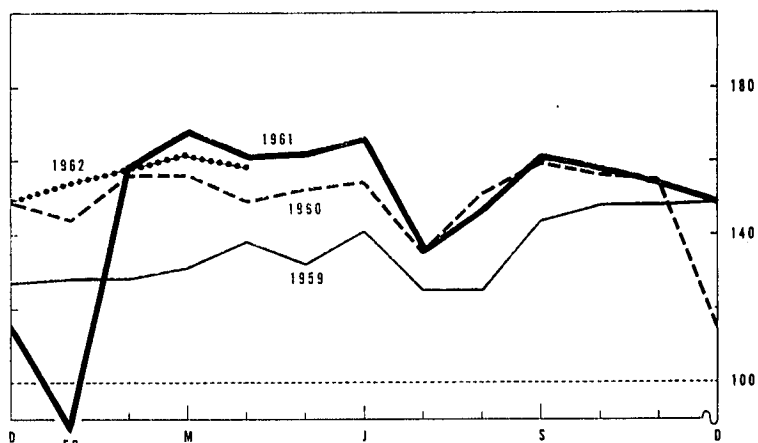
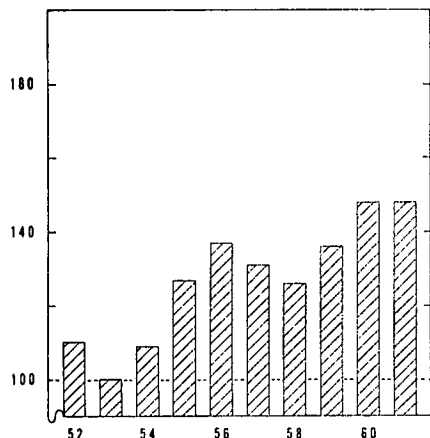
Base 1953 = 100



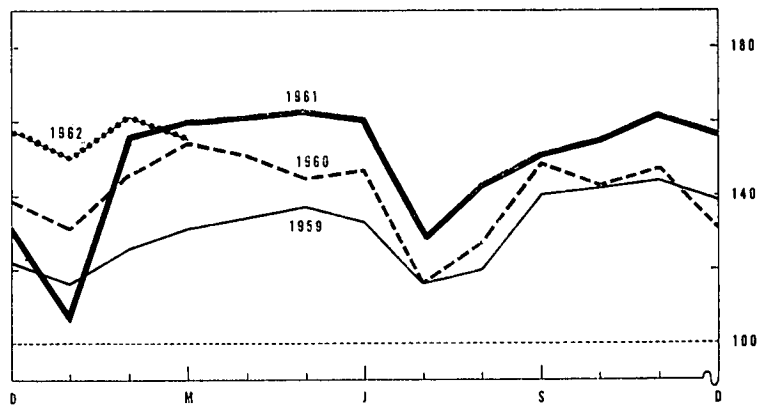
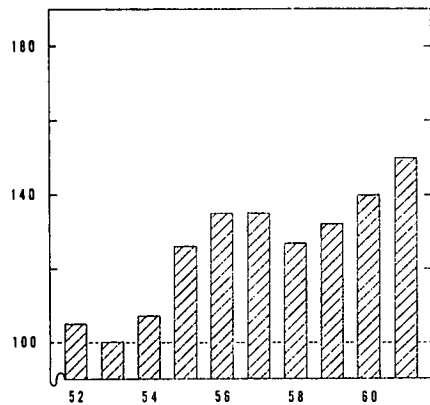
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



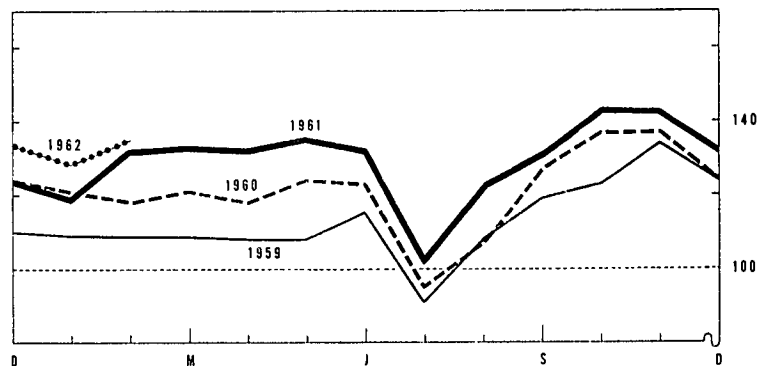
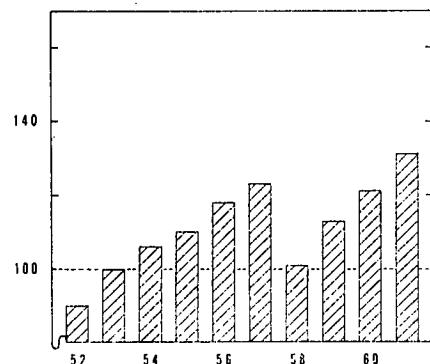
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consomma- tion apparente de houille cruée ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1953	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	669	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	769	102	196
1960 4 ^e trimestre	1.897	6.565	150	2.539	1.072	1.238	605	101	198
1961 1 ^{er} trimestre	1.761	6.505	162	2.326	1.071	1.194	712	88	187
2 ^e trimestre	1.913	6.203	116	2.530	1.104	1.199	769	115	201
3 ^e trimestre	1.656	5.334	94	2.394	1.074	1.189	836	104	185
4 ^e trimestre	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	759	102	212
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	778	103	227
2 ^e trimestre	<i>p</i> 1.797	<i>p</i> 2.569				1.274			
1961 Juillet	1.386	5.957	134	2.128	1.054	1.072	818	102	175
Août	1.770	5.701	98	2.522	1.081	1.198	851	105	190
Septembre	1.812	5.334	49	2.531	1.087	1.295	838	105	189
Octobre	1.864	5.109	145	2.677	1.091	1.412	684	107	203
Novembre	1.888	4.826	98	2.573	1.126	1.400	788	100	210
Décembre	1.780	4.394	167	2.802	1.113	1.405	804	99	224
1962 Janvier	1.924	4.143	68	2.623	1.122	1.426	777	103	231
Février	1.608	3.747	93	2.459	1.111	1.285	749	96	211
Mars	1.837	3.860	126	2.669	1.123	1.423	808	110	239
Avril	1.743	3.030			1.146	1.280	851	102	208
Mai	<i>p</i> 1.836	<i>p</i> 2.783			<i>p</i> 1.154	1.304	872		
Juin	<i>p</i> 1.812	<i>p</i> 2.569				1.238			
Juillet	<i>p</i> 1.359								

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1953	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	<i>p</i> 5,43	<i>p</i> 3,75	<i>p</i> 9,18	<i>p</i> 8,06
1960 4 ^e trimestre	560	382	4,63	3,42	8,05	7,58
1961 1 ^{er} trimestre	480	339	4,94	3,25	8,19	7,50
2 ^e trimestre	649	440	5,96	4,02	9,98	8,23
3 ^e trimestre	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
4 ^e trimestre	594	437	<i>p</i> 5,91	<i>p</i> 4,68	<i>p</i> 10,59	<i>p</i> 8,53
1962 1 ^{er} trimestre	622	462	<i>p</i> 5,40	<i>p</i> 4,17	<i>p</i> 9,57	<i>p</i> 8,72
2 ^e trimestre	626 ¹					
1961 Juillet	563	350	4,93	2,92	7,85	7,79
Août	633	409	5,11	3,16	8,27	7,22
Septembre	647	450	4,64	3,08	7,72	8,91
Octobre	634	455	<i>p</i> 7,56	<i>p</i> 4,53	<i>p</i> 12,09	<i>p</i> 8,81
Novembre	574	431	<i>p</i> 4,99	<i>p</i> 4,89	<i>p</i> 9,88	<i>p</i> 8,06
Décembre	573	425	<i>p</i> 5,19	<i>p</i> 4,62	<i>p</i> 9,81	<i>p</i> 8,72
1962 Janvier	606	469	<i>p</i> 5,54	<i>p</i> 3,90	<i>p</i> 9,44	<i>p</i> 8,12
Février	597	421	<i>p</i> 4,85	<i>p</i> 3,83	<i>p</i> 8,68	<i>p</i> 8,76
Mars	662	497	<i>p</i> 5,82	<i>p</i> 4,76	<i>p</i> 10,58	<i>p</i> 9,28
Avril	<i>p</i> 596	<i>p</i> 444	<i>p</i> 4,89	<i>p</i> 3,57	<i>p</i> 8,46	<i>p</i> 8,43
Mai	650 ¹					
Juin	633 ¹					
Juillet	528 ¹					

¹ Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre
Nombre										
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation ¹		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation ²	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 3 ^e trimestre	3.370	3.131	618	531
4 ^e trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 ^{er} trimestre	3.824	2.780	575	440
2 ^e trimestre	4.262	3.922	731	602
3 ^e trimestre	3.594	3.492	671	582
4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	3.603	1.869	628	287
1961 Mai	4.270	4.157	695	572
Juin	4.497	3.707	824	648
Juillet	3.693	3.450	724	546
Août	3.743	3.404	671	622
Septembre	3.345	3.622	619	578
Octobre	3.065	2.952	610	485
Novembre	3.291	2.594	554	440
Décembre	2.975	1.884	517	373
1962 Janvier	3.456	1.307	549	214
Février	3.296	1.632	581	220
Mars	4.058	2.668	755	427
Avril	4.492	3.264	807	448
Mai		3.376		415

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	166	179	+ 7,8	130	126 ²	- 2,6	169	186	+ 10,1
2 ^e trimestre	175	187	+ 6,9	133	142	+ 6,7	182	194	+ 6,6
3 ^e trimestre	164	170	+ 3,7	125	129	+ 4,0	174	180	+ 3,4
4 ^e trimestre	184	195	+ 6,0	131 ²	143	+ 9,1	194	202	+ 4,1
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,8	186	189	+ 1,6
2 ^e trimestre	186			142			194		
3 ^e trimestre	170			129			180		
4 ^e trimestre	195			143			202		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	174	186	+ 6,9	175	193	+ 10,3	150	160	+ 6,7
2 ^e trimestre	180	192	+ 6,7	182	196	+ 7,7	160	162	+ 1,3
3 ^e trimestre	155	159	+ 2,6	179	194	+ 8,4	154	154	0,0
4 ^e trimestre	189	201	+ 6,3	190	214	+ 12,6	165	164	- 0,6
1 ^{er} trimestre	187	206	+ 10,8	193	217	+ 12,4	160	163	+ 1,9
2 ^e trimestre	192			196			162		
3 ^e trimestre	159			194			154		
4 ^e trimestre	201			214			164		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

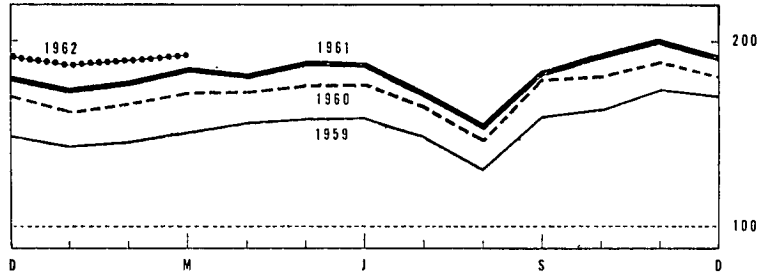
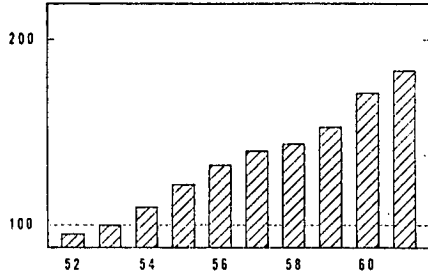
**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

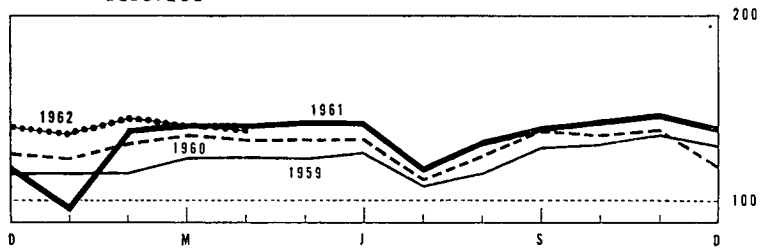
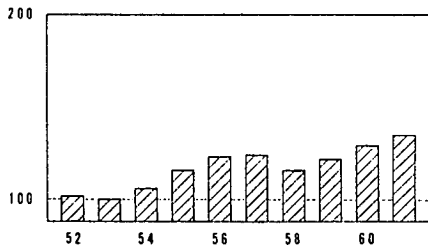
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

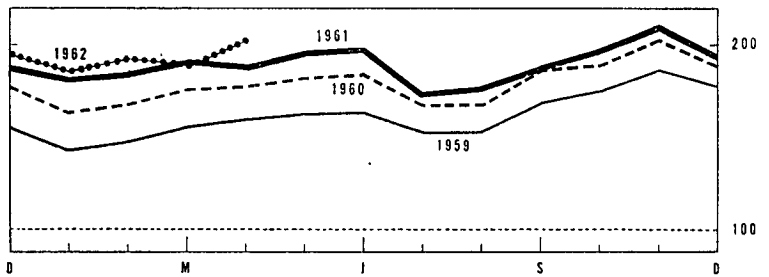
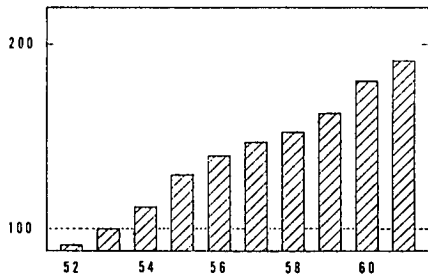
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



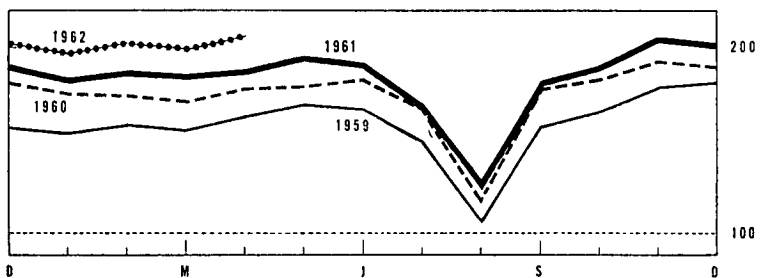
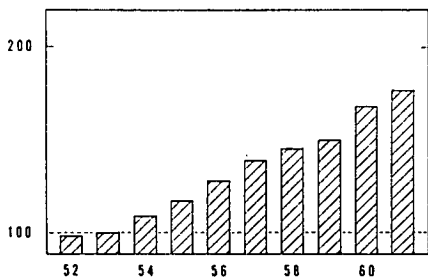
BELGIQUE



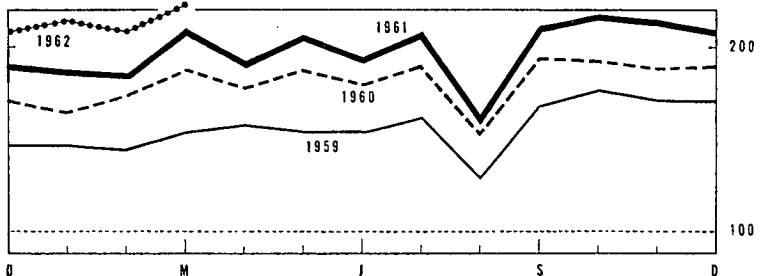
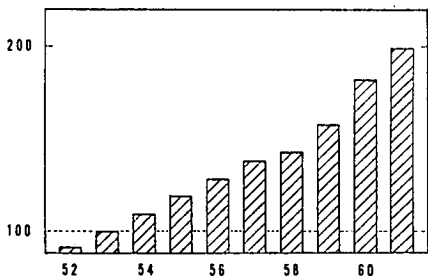
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin - Ouest)



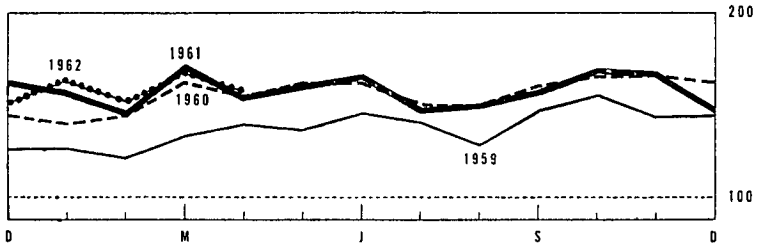
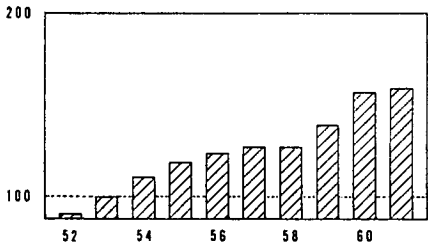
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total			dont		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustible et huiles minérales				Minerais			
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	(milliers)	
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.178	225	98,2	12,9
1960 3 ^e trimestre	736	516	4.972	1.871	1.206	198	123,7	14,2
4 ^e trimestre	711	518	5.065	1.957	1.090	581	103,5	14,6
1961 1 ^{er} trimestre	668	468	4.415	1.733	930	117	76,9	11,2
2 ^e trimestre	737	557	5.360	2.031	1.251	154	98,1	13,1
3 ^e trimestre	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3
4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	p 728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
1961 Mai	760	553	5.304	2.039	1.193	138	92,6	12,6
Juin	739	582	5.632	2.103	1.351	193	114,1	14,6
Juillet	749	526	4.828	1.767	1.243	147	147,4	17,3
Août	769	539	5.199	1.928	1.264	218	129,2	15,5
Septembre	759	563	5.433	2.045	1.304	223	135,1	16,0
Octobre	724	588	5.668	2.047	1.217	450	103,8	13,3
Novembre	768	596	5.657	2.072	1.297	598	65,9	9,8
Décembre	708	567	5.276	2.095	1.252	247	71,6	10,1
1962 Janvier	p 748	560	5.303	2.183	1.221	262	76,7	9,9
Février	p 693	490	4.723	1.845	1.106	205	69,2	9,2
Mars	p 744	558	5.363	1.984	1.297	233	86,6	11,2
Avril	p 744	520	4.997	1.935	1.184	233	103,8	12,7
Mai	p 749	561	5.372	2.009	1.322	239		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1960 4 ^e trimestre	3.487	1.718	1.232	140	173	58
1961 1 ^{er} trimestre	3.567	1.674	1.160	121	154	51
2 ^e trimestre	3.872	1.960	1.275	146	153	67
3 ^e trimestre	3.935	2.019	1.295	161	195	56
4 ^e trimestre	4.011	2.090	1.408	128	168	69
1962 1 ^{er} trimestre	4.142			121		
2 ^e trimestre	4.213			134		
1961 Juin	3.911	1.831	1.276	175	132	87
Juillet	3.868	2.036	1.316	151	200	48
Août	4.021	2.066	1.252	170	123	55
Septembre	3.917	1.954	1.317	161	262	64
Octobre	3.905	2.230	1.491	137	185	60
Novembre	3.997	1.910	1.445	123	170	71
Décembre	4.131	2.130	1.289	123	150	77
1962 Janvier	4.400	2.156	1.538	124	123	73
Février	3.733	2.040	1.302	103	137	74
Mars	4.294	1.818	1.442	135	140	64
Avril	4.071			117		
Mai	4.382			128		
Juin	4.185			157		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Sources : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
5.056	431
4.645	393
5.702	491
5.917	489
5.440	452
5.276	422
5.971	514
5.860	489
5.946	487
5.946	491
5.685	478
5.616	468
5.018	409
5.084	401
4.841	385
5.903	481

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1960 3 ^e trimestre	3.334	2.618	176	64	261	62	41
4 ^e trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1961 1 ^{er} trimestre	347	226	23	16	13	16	9
2 ^e trimestre	1.184	874	50	32	93	39	26
3 ^e trimestre	3.508	2.794	196	66	231	76	34
4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
1961 Mars	461	296	37	19	22	23	12
Avril	962	707	54	26	63	35	20
Mai	897	598	45	34	81	38	28
Juin	1.692	1.316	51	37	136	45	30
Juillet	4.574	3.864	197	64	238	63	42
Août	4.792	3.786	299	96	334	105	39
Septembre	1.158	732	91	38	121	60	27
Octobre	439	256	28	23	23	27	22
Novembre	357	218	27	18	14	18	12
Décembre	352	221	25	20	19	16	11
1962 Janvier	309	187	21	16	11	17	10
Février	304	184	21	17	12	17	11
Mars	354	210	24	20	15	22	14

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Indice général	Hom-mes 2			Sous-vête-ments et acces-soires 3	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1960 3 ^e trimestre	154	152	153	152	172	136	122	105	166	141	148	127	146
4 ^e trimestre	179	173	180	133	172	144	157	118	159	157	140	124	143
1961 1 ^{er} trimestre	146	155	148	152	156	142	146	120	154	144	145	129	148
2 ^e trimestre	156	154	169	144	162	142	212	109	159	151	146	132	145
3 ^e trimestre	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145
4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	161	165	146	134	153
1961 Mai	154	156	162	145	164	146	231	97	163	156	143	134	150
Juin	161	148	182	147	165	144	173	119	167	151	157	135	150
Juillet	165	149	179	154	179	134	161	194	158	146	144	124	138
Août	143	149	128	134	163	141	110	71	180	145	144	132	151
Septembre	153	158	145	152	166	142	152	83	169	151	145	126	146
Octobre	163	163	179	142	163	145	195	105	162	152	140	125	147
Novembre	181	168	176	125	149	142	150	107	169	151	144	132	164
Décembre	216	210	216	141	208	175	173	143	177	198	144	136	140
1962 Janvier	148	168	147	149	142	152	150	212	165	156	142	134	156
Février	134	161	114	141	153	140	107	99	153	158	143	132	152
Mars	165	190	155	164	169	156	159	127	166	180	154	136	152
Avril	166	172	180	151	158		243	129	170	151	148		153
Mai	165	169	174	155	170		199	123		169	150		

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.
4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédit en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 2 ^e semestre ...	1.205	532	133	540	8,60	1,82	3,18	3,60	4,23	1,29	1,27	1,67
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 ^{er} semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^e semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 2 ^e semestre	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9

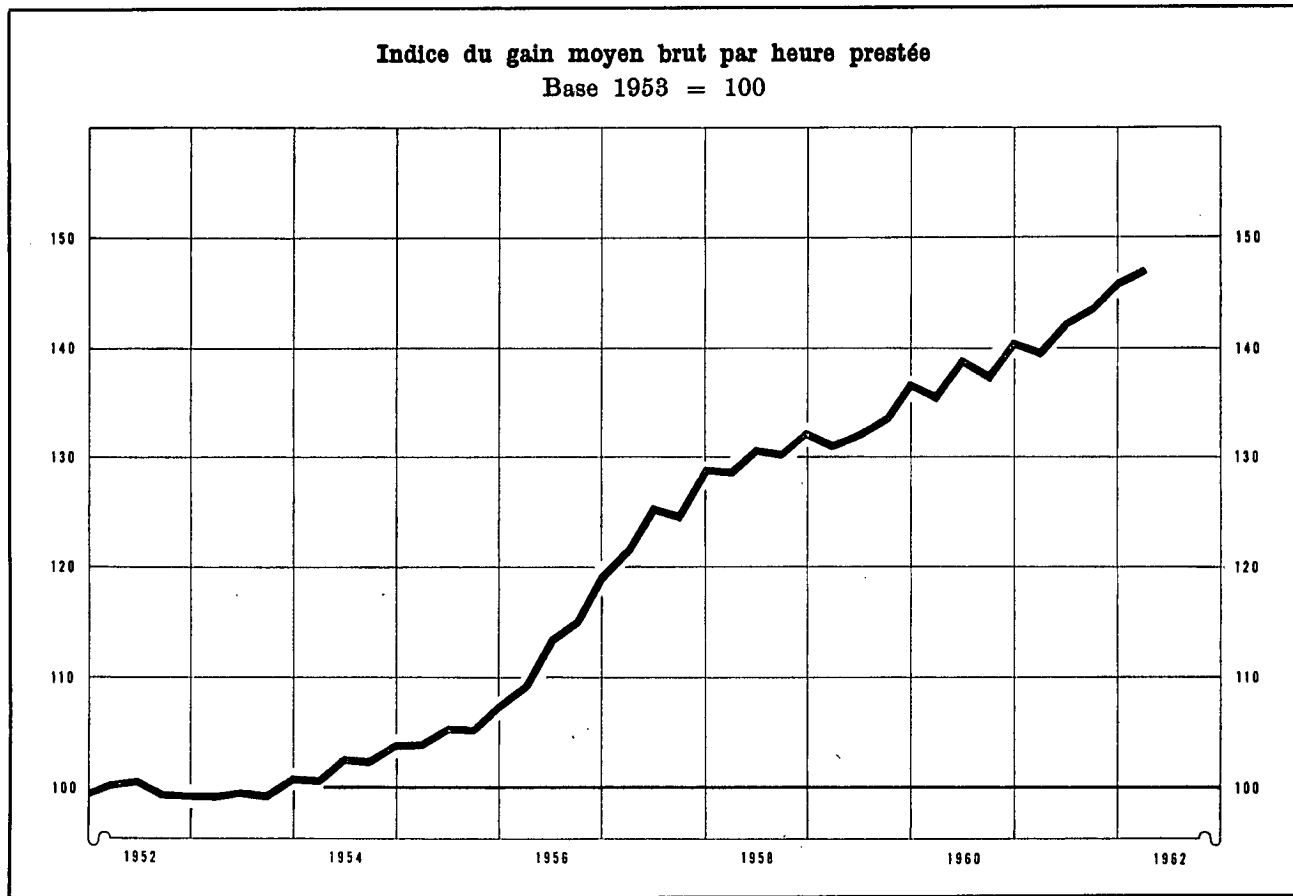
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes excepté autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1959 2 ^e semestre ...	633	3,5	1,2	2,2	19,3	11,6	18,3	270,2	22,3	8,4	268,9	7,2
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 ^{er} semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^e semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
Crédit accordé (millions de francs)												
1959 2 ^e semestre ...	4.230	364	55	110	952	280	139	345	38	317	1.593	37
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 ^{er} semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^e semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1959 2 ^e semestre ...	100,0	8,6	1,3	2,6	22,5	6,6	3,3	8,1	0,9	7,5	37,7	0,9
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1953	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141		p 148
1960 Décembre ..	141	136	138		144
1961 Mars	140	137	139		145
Juin	142	139	140		148
Septembre ..	144	141	142		p 148
Décembre ..	146	141	142		p 151
1962 Mars ... p	148	144	146		p 151
Juin ... p	154	147	150		

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas
1953	28,25	85,8	91,0	63,9
1954	28,74	86,0	94,3	69,0
1955	29,91	88,2	98,4	71,9
1956	32,68	87,9	97,6	72,5
1957	35,67	90,6	93,7	70,4
1958	37,04	94,0	95,0	70,2
1959	38,30	97,4	95,0	70,4
1960	39,71	102,8	98,4	74,8
1961	41,76	114,8	100,6	p78,4
1958 Août-Octobre ..	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril ..	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre ..	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril ..	39,48	99,0	97,3	72,7
Août-Octobre ..	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril ..	41,20	112,8	100,0	p77,9
Août-Octobre ..	42,32	116,7	101,3	p78,9

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le Coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*, *Etudes et Documents nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York - Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril	
1953	271	57,9	147	33,8	20	256	732	41,1	2,54
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1960 4 ^e trimestre	252	36,1	83	32,3	26	226	800	27,2	2,77
1961 1 ^{er} trimestre	255	37,2	85	32,7	25	223	797	32,3	2,78
2 ^e trimestre	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
3 ^e trimestre	254	35,3	93	35,1	25	230	937	36,7	2,89
4 ^e trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,7	2,89
2 ^e trimestre	267	34,2		35,8	p 23	p 234	915		
1961 Juillet	249	37,2	93	34,8	25	230	914	36,0	2,89
Août	255	36,1	94	35,2	25	231	945	36,0	2,89
Septembre	257	32,7	91	35,4	25	229	953	38,0	2,89
Octobre	257	34,0	86	35,6	24	229	945	38,0	2,89
Novembre	260	32,3	87	35,6	22	229	964	34,0	2,89
Décembre	260	34,1	86	34,9	23	230	949	36,0	2,89
1962 Janvier	258	34,3	86	35,5	24	230	947	39,0	2,89
Février	258	34,1	92	35,5	24	235	952	38,0	2,89
Mars	261	34,0	96	35,6	24	235	962	33,0	2,89
Avril	264	34,0	98	35,7	23	234	949	32,0	2,89
Mai	268	34,0		35,7	p 24	p 234	919	28,0	
Juin	270	p 34,7		36,0	p 22	p 234	p 876		
Juillet		p 34,2		p 36,0	p 22	p 234	p 863		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1960 4 ^e trimestre	82	86	98	103	90	96
1961 1 ^{er} trimestre	83	88	99	103	91	100
2 ^e trimestre	85	89	100	104	90	104
3 ^e trimestre	84	91	99	104	90	103
4 ^e trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	
1961 Juillet	85	90	99	104	90	101
Août	84	91	100	104	91	103
Septembre	84	92	99	104	90	106
Octobre	83	90	99	103	90	103
Novembre	83	89	98	102	90	105
Décembre	84	91	99	102	91	97
1962 Janvier	83	91	99	103	90	93
Février	83	90	98	103	90	91
Mars	83	89	99	102	91	93
Avril	84	89	99	102	91	95
Mai	83	89	98	101	91	94
Juin	83	89	97	101	90	
Juillet	83	90				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

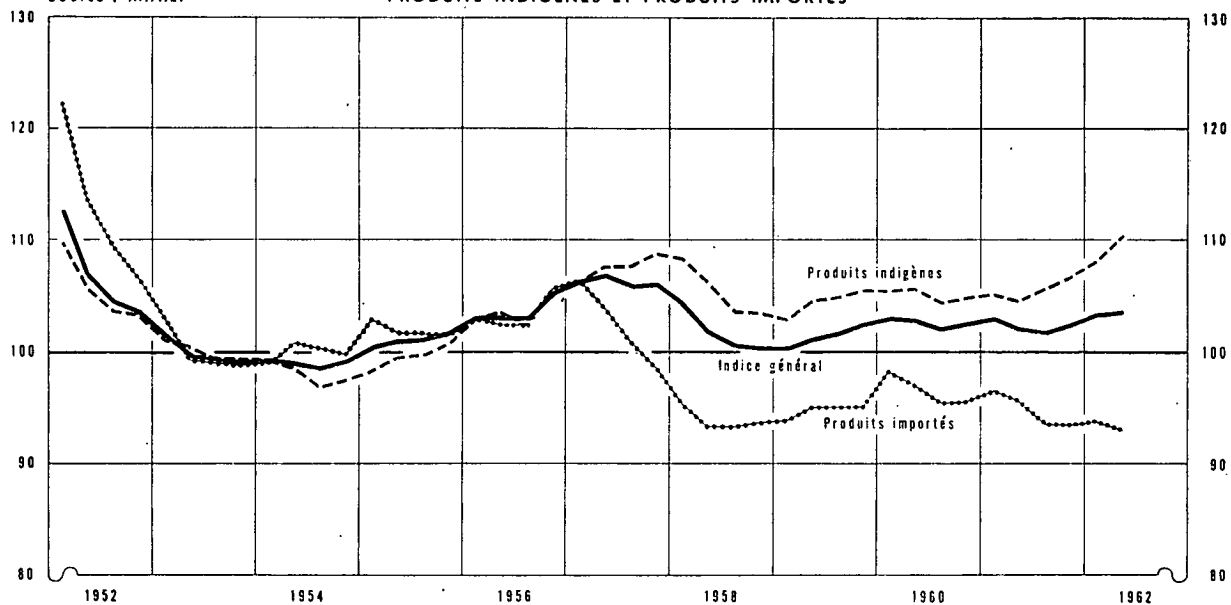
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	93,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,8	97,1	105,6
1960 4 ^e trimestre	102,5	104,7	95,5	93,0	106,7	81,4	105,0	101,5	109,7	93,1	105,4	121,7	92,8	98,1	106,7
1961 1 ^e trimestre	102,9	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,2	97,9	106,6
2 ^e trimestre	102,1	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	91,9	98,0	106,0
3 ^e trimestre	101,9	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,0	96,5	105,1
4 ^e trimestre	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8
1962 1 ^{er} trimestre	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,1	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,0	104,3
2 ^e trimestre	103,6	110,3	93,0	103,4	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,8	95,6	103,2
1961 Juillet	102,2	105,7	94,2	94,3	113,4	79,4	104,2	98,4	109,1	93,5	104,0	121,7	91,3	96,3	105,4
Août	101,5	105,0	93,2	93,0	112,7	77,7	103,7	98,4	109,1	91,7	102,3	121,7	91,0	96,8	105,1
Septembre	102,1	105,8	93,2	95,7	107,8	85,5	103,7	98,4	108,7	91,7	103,3	121,9	90,8	96,5	104,7
Octobre	102,3	106,4	93,1	97,2	108,3	87,6	103,7	98,1	108,4	91,7	103,6	121,9	90,4	96,2	104,8
Novembre	102,6	106,7	93,4	98,5	110,1	88,6	103,6	98,4	108,2	91,4	104,0	121,9	88,7	96,0	104,9
Décembre	102,8	106,8	93,8	98,8	109,8	89,5	103,7	98,6	108,2	91,1	104,3	121,9	88,4	96,0	104,8
1962 Janvier	102,8	106,8	93,4	98,2	107,9	89,8	103,9	98,3	108,1	91,0	104,8	122,1	90,0	96,0	104,8
Février	103,4	108,0	93,8	100,3	111,4	90,8	104,3	98,2	108,9	91,3	105,5	122,1	89,1	96,2	104,2
Mars	104,0	109,6	94,0	103,5	112,7	95,3	104,0	98,1	108,8	90,8	105,7	122,1	90,1	95,8	104,0
Avril	103,6	109,7	93,5	102,8	107,3	98,5	103,8	97,1	108,8	91,0	105,7	122,1	90,0	95,6	103,3
Mai	103,5	110,2	92,8	103,5	106,5	100,4	103,5	97,1	108,9	90,3	104,7	122,5	89,9	95,6	103,2
Juin	103,8	111,0	92,7	104,0	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	95,5	103,2
Juillet													89,1	95,3	103,4

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

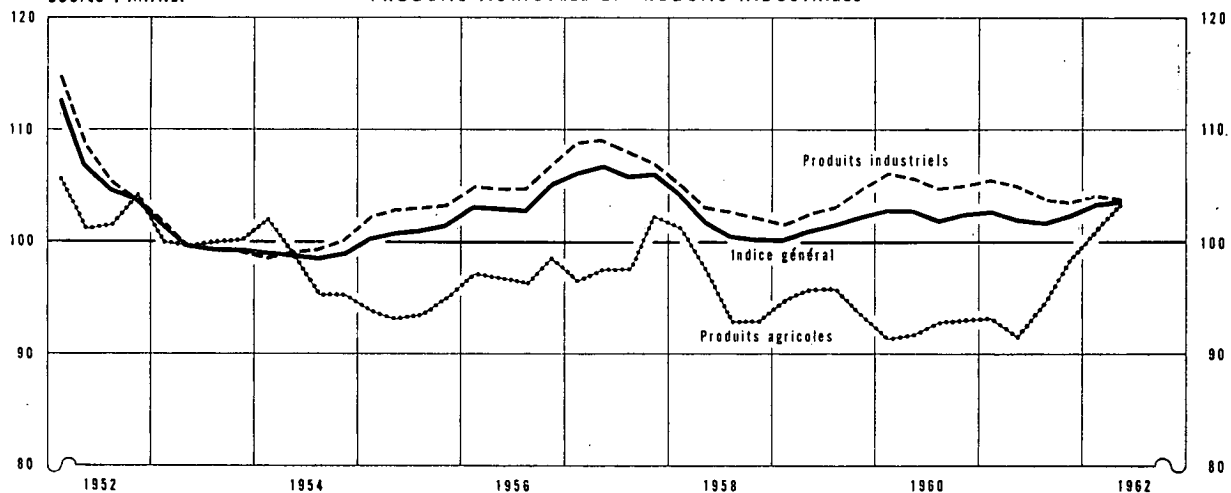
Source : M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



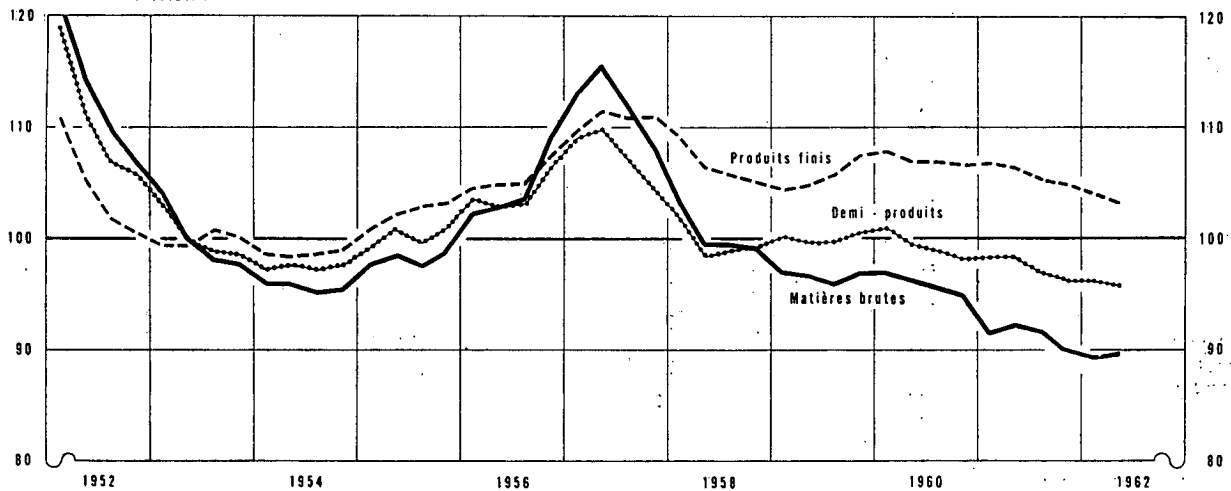
Source : M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source : I.R.E.S.P.

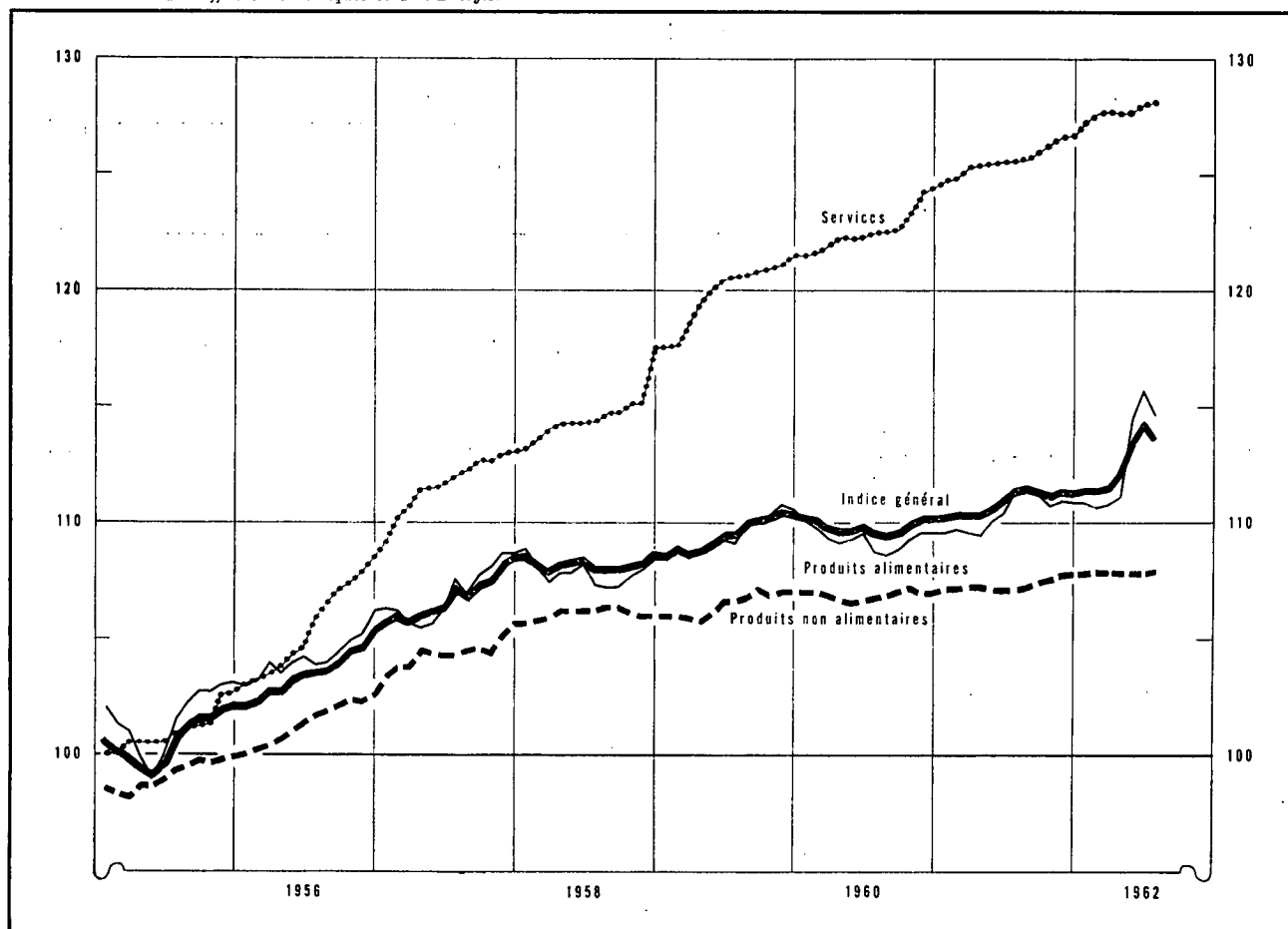
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

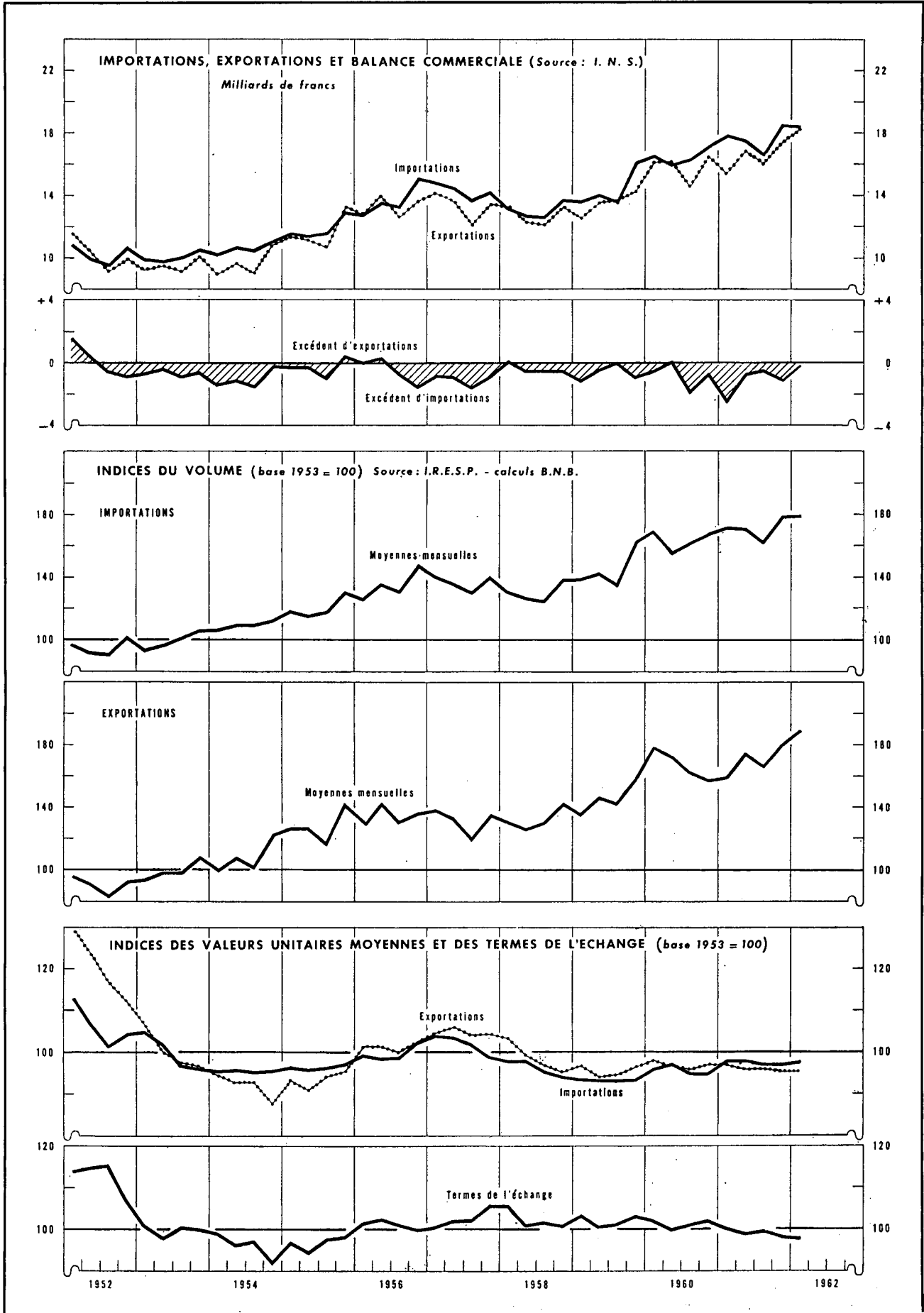
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1 ^{er} trimestre	110,48	111,56	109,7	110,8	107,2	107,9	125,0	127,5
2 ^e trimestre	110,81	113,36	110,0	114,1	107,2	107,9	125,5	127,8
3 ^e trimestre	111,54		111,4		107,3		125,8	
4 ^e trimestre	111,42		110,9		107,7		126,5	
Janvier	110,43	111,51	109,6	110,9	107,2	107,9	124,8	127,2
Février	110,49	111,49	109,8	110,7	107,2	108,0	124,9	127,6
Mars	110,53	111,67	109,6	110,9	107,3	107,9	125,3	127,7
Avril	110,55	112,22	109,5	112,1	107,3	107,9	125,4	127,6
Mai	110,83	113,61	110,1	114,5	107,2	107,9	125,5	127,7
Juin	111,06	114,26	110,5	115,8	107,2	107,9	125,6	128,0
Juillet	111,45	113,66	111,3	114,7	107,2	108,0	125,6	128,1
Août	111,68		111,7		107,3		125,7	
Septembre	111,48		111,3		107,5		126,0	
Octobre	111,32		110,8		107,6		126,3	
Novembre	111,49		111,0		107,8		126,6	
Décembre	111,45		110,9		107,8		126,7	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100			des termes de l'échange 1	
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	161	166	96	97	101
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	170	170	97	96	99
1960 3 ^e trimestre	16,3	14,5	- 1,8	89	155	157	95	95	100
4 ^e trimestre	17,1	16,4	- 0,7	96	168	169	95	97	102
1961 1 ^{er} trimestre	17,8	15,3	- 2,5	86	171	160	97	97	100
2 ^e trimestre	17,5	16,8	- 0,7	96	170	173	97	96	99
3 ^e trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	161	166	97	96	99
4 ^e trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	177	180	97	95	98
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	180	189	98	95	98
1961 Juillet	16,3	15,7	- 0,6	96	} 161	} 166	} 97	} 96	} 99
Août	16,1	14,4	- 1,7	90					
Septembre	16,7	17,7	+ 1,0	106					
Octobre	18,7	18,4	- 0,3	98					
Novembre	18,0	17,5	- 0,5	97	} 177	} 180	} 97	} 95	} 98
Décembre	17,8	16,1	- 1,7	90					
1962 Janvier	18,4	18,7	+ 0,3	102					
Février	17,3	17,2	- 0,1	99					
Mars	19,7	18,8	- 0,9	96	} 180	} 189	} 98	} 95	} 98
Avril	18,0	17,8	- 0,2	99					
Mai	19,6	18,0	- 1,6	92					
Juin		18,6							

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N. B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérur- giques	Fabri- cations métal- liques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1960 3 ^e trimestre	3,4	2,7	1,2	2,2	1,1	0,2	0,5	0,4	0,6	0,4	1,8	14,5
4 ^e trimestre	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1961 1 ^{er} trimestre	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
2 ^e trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
3 ^e trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,35
1962 1 ^{er} trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
1961 Avril	3,38	4,53	1,29	2,42	1,30	0,16	0,38	0,46	0,59	0,48	1,91	16,90
Mai	3,29	3,69	1,31	2,61	1,15	0,23	0,48	0,46	1,03	0,42	1,85	16,52
Juin	3,43	3,97	1,40	2,58	1,23	0,27	0,44	0,44	0,79	0,37	2,04	17,01
Juillet	3,09	3,77	1,18	2,38	1,19	0,22	0,42	0,42	0,69	0,41	1,92	15,69
Août	2,91	2,79	1,20	2,14	1,17	0,24	0,56	0,43	0,73	0,46	1,80	14,43
Septembre	3,46	4,31	1,28	2,75	1,23	0,27	0,49	0,49	0,92	0,48	2,05	17,73
Octobre	3,32	4,39	1,39	2,88	1,34	0,23	0,46	0,49	1,09	0,60	2,21	18,40
Novembre	3,37	3,84	1,40	2,77	1,19	0,24	0,42	0,53	0,90	0,64	2,16	17,46
Décembre	2,69	3,66	1,36	2,63	1,12	0,25	0,43	0,42	0,95	0,68	1,94	16,13
1962 Janvier	3,53	4,30	1,41	2,90	1,34	0,27	0,54	0,58	0,99	0,59	2,21	18,66
Février	2,94	4,34	1,29	2,79	1,23	0,22	0,44	0,44	0,89	0,58	2,03	17,19
Mars	3,38	4,46	1,50	3,01	1,36	0,21	0,53	0,58	0,89	0,66	2,22	18,80
Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, no 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, no 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, no 1, août 1961.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de la Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables 12	
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9	autres produits 10		alimentaires					autres 11
													liquides 8	autres					produits animaux	produits végétaux				
Ancienne série																								
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73			478	329	208		966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252	
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1959 1 ^{er} semestre	9.302	2.700	1.029	1.100	660	152	149	223	98	101		962	714	427		987	2.854	334	759	263	1.498	1.648	13.804	
1959 2 ^e semestre	10.061	3.016	1.147	1.240	690	260	135	265	96	121		832	641	463		1.155	3.084	417	742	288	1.637	1.732	14.877	
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
1960 2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 (*)	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1961 1 ^{er} trimestre	12.165	3.909	1.644	1.393	894	192	214	219	98	222	88	610	396	671	657	265	693	3.299	364	774	303	1.858	2.360	17.824
1961 2 ^e trimestre	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
1961 3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
1961 4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement » ;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits »

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée :

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960				1961			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	97,4	96,7	95,5	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9
Biens de consommation	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	91,2	90,4	89,1	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6
Biens d'équipement	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	105,4	103,0	99,2	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1
Ensemble ...	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	97,0	95,9	94,6	94,9	95,9	96,8	95,9	96,5
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	105,8	107,8	107,7	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8
Fabrications métalliques	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	97,3	97,9	93,4	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2
Métaux non ferreux	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	99,7	98,0	97,4	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7
Textiles	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	82,0	81,9	83,0	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4
Produits chimiques	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	89,6	88,7	91,2	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8
Industrie houillère	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	92,9	97,1	90,5	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9
Industrie pétrolière	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	171,9	173,4	171,3	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7
Verres et glaces	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	115,5	108,8	109,1	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2
Produits agricoles	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	107,7	102,4	96,2	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7
Ciments	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	103,0	96,9	92,1	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8
Carrières	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	128,9	119,6	114,6	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8
Céramiques	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	97,6	104,8	94,9	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1
Bois et meubles	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	103,9	98,2	102,1	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3
Peaux, cuirs et chaussures	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	98,9	94,3	95,0	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9
Papier et livre	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	92,8	90,0	93,7	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4
Tabacs manufacturés	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	89,7	87,6	90,3	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5
Caoutchouc	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	88,7	82,4	76,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1
Industries alimentaires	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	85,8	85,8	83,7	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3
Divers	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	103,5	97,0	95,2	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5
Ensemble ...	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	97,8	97,5	96,5	96,7	96,5	96,5	95,8	96,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	100,8	101,7	102,0	101,9	100,6	99,7	99,9	100,0

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960				1961			
										1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	165,4	158,8	163,5	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4
Biens de consommation	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	158,3	162,2	157,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	166,6	173,7	160,8	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	164,5	161,4	162,4	172,9	174,6	175,9	166,7	185,7
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	184,1	179,2	171,3	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4
Fabrications métalliques	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	203,0	210,7	186,0	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	153,6	153,3	134,7	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	162,3	155,5	146,0	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	195,4	189,3	178,1	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0
Industrie houillère	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	60,7	57,0	67,7	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	205,8	177,7	179,0	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	226,5	232,9	220,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	191,9	165,4	182,6	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	60,0	71,5	82,4	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	119,6	139,5	146,9	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	173,1	193,9	205,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	220,6	272,9	243,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3
Peaux, cuirs et chaussures	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	148,0	141,2	130,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	261,8	287,9	255,9	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9
Tabacs manufacturés	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	392,6	453,3	444,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	213,1	224,8	197,0	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6
Industries alimentaires	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	115,1	114,1	110,3	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4
Divers	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	120,9	125,5	111,0	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	172,1	170,1	158,9	173,9	167,6	179,9	173,0	185,1

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,24	0,88	- 0,36	1,12	0,75	- 0,37	1,38	1,68	+ 0,30
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1960 3 ^e trimestre	2,91	2,44	- 0,47	2,11	1,53	- 0,57	2,48	3,11	+ 0,63
4 ^e trimestre	3,00	2,57	- 0,43	2,37	1,88	- 0,49	2,63	3,66	+ 1,03
1961 1 ^{er} trimestre	3,10	2,41	- 0,69	2,76	1,78	- 0,98	2,72	3,67	+ 0,95
2 ^e trimestre	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
3 ^e trimestre	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
1961 Avril	3,00	2,46	- 0,54	2,53	1,97	- 0,56	2,60	4,48	+ 1,88
Mai	3,26	2,45	- 0,81	2,79	1,93	- 0,86	2,67	3,80	+ 1,13
Juin	3,18	2,45	- 0,73	2,75	2,04	- 0,71	2,70	4,10	+ 1,40
Juillet	3,01	2,56	- 0,45	2,38	1,77	- 0,61	2,27	3,64	+ 1,37
Août	3,00	2,31	- 0,69	2,24	1,43	- 0,81	2,62	3,15	+ 0,53
Septembre	3,05	2,68	- 0,37	2,31	1,74	- 0,57	2,78	4,00	+ 1,22
Octobre	3,40	2,60	- 0,80	2,59	2,05	- 0,54	2,96	4,26	+ 1,30
Novembre	3,07	2,85	- 0,22	2,50	1,84	- 0,66	2,83	3,84	+ 1,01
Décembre	3,19	2,55	- 0,64	2,53	1,99	- 0,54	2,58	3,69	+ 1,11
1962 Janvier	3,23	2,65	- 0,58	2,64	2,19	- 0,45	2,92	4,09	+ 1,17
Février	3,40	2,79	- 0,61	2,70	2,00	- 0,70	2,65	3,77	+ 1,12
Mars	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
Avril	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,15	0,31	+ 0,16	3,89	3,62	- 0,27	5,67	5,72	+ 0,05
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1960 3 ^e trimestre	0,38	0,49	+ 0,11	7,88	7,57	- 0,31	10,18	10,16	- 0,02
4 ^e trimestre	0,39	0,55	+ 0,16	8,39	8,66	+ 0,27	11,02	11,76	+ 0,74
1961 1 ^{er} trimestre	0,46	0,45	- 0,01	9,04	8,30	- 0,74	11,58	11,10	- 0,48
2 ^e trimestre	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
3 ^e trimestre	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
1961 Avril	0,50	0,50	...	8,63	9,41	+ 0,78	11,14	12,14	+ 1,00
Mai	0,48	0,51	+ 0,03	9,20	8,69	- 0,51	11,72	11,67	- 0,05
Juin	0,48	0,55	+ 0,07	9,11	9,14	+ 0,03	11,52	12,22	+ 0,70
Juillet	0,45	0,47	+ 0,02	8,11	8,44	+ 0,33	10,65	11,14	+ 0,49
Août	0,51	0,41	- 0,10	8,37	7,30	- 1,07	10,67	10,11	- 0,56
Septembre	0,45	0,60	+ 0,15	8,59	9,02	+ 0,43	10,99	12,61	+ 1,62
Octobre	0,58	0,65	+ 0,07	9,53	9,56	+ 0,03	12,43	13,04	+ 0,61
Novembre	0,55	0,68	+ 0,13	8,95	9,21	+ 0,26	12,01	12,16	+ 0,15
Décembre	0,38	0,59	+ 0,21	8,68	8,82	+ 0,14	11,39	11,84	+ 0,45
1962 Janvier	0,52	0,70	+ 0,18	9,31	9,63	+ 0,32	11,93	12,92	+ 0,99
Février	0,54	0,63	+ 0,09	9,29	9,19	- 0,10	11,88	11,97	+ 0,09
Mars	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
Avril	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,04	0,96	- 0,08	0,91	0,73	- 0,18	1,00	0,56	- 0,44
1954	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1960 3 ^e trimestre	1,48	1,29	- 0,19	1,14	0,76	- 0,38	0,92	0,73	- 0,19
1960 4 ^e trimestre	1,61	1,31	- 0,30	1,29	1,02	- 0,27	0,86	0,91	+ 0,05
1961 1 ^{er} trimestre	1,64	1,23	- 0,41	1,32	0,86	- 0,46	1,01	0,90	- 0,11
1961 2 ^e trimestre	1,55	1,56	+ 0,01	1,24	0,87	- 0,37	0,87	0,85	- 0,02
1961 3 ^e trimestre	1,33	1,57	+ 0,24	1,25	0,79	- 0,46	0,87	0,69	- 0,18
1961 4 ^e trimestre	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
1961 Avril	1,58	1,50	- 0,08	1,31	0,82	- 0,49	0,87	0,90	+ 0,03
1961 Mai	1,40	1,66	+ 0,26	1,22	0,86	- 0,36	0,88	0,86	- 0,02
1961 Juin	1,66	1,51	- 0,15	1,20	0,92	- 0,28	0,86	0,79	- 0,07
1961 Juillet	1,18	1,56	+ 0,38	1,44	0,89	- 0,55	0,93	0,74	- 0,19
1961 Août	1,37	1,38	+ 0,01	1,07	0,71	- 0,36	0,99	0,65	- 0,34
1961 Septembre	1,35	1,79	+ 0,44	1,21	0,79	- 0,42	0,69	0,69	...
1961 Octobre	1,60	1,86	+ 0,26	1,53	1,08	- 0,45	0,88	0,89	+ 0,01
1961 Novembre	1,59	1,63	+ 0,04	1,53	0,84	- 0,69	1,01	0,81	- 0,20
1961 Décembre	1,86	1,44	- 0,42	1,32	0,83	- 0,49	1,20	0,66	- 0,54
1962 Janvier	1,90	2,08	+ 0,18	1,37	0,89	- 0,48	1,28	0,89	- 0,39
1962 Février	1,65	1,77	+ 0,12	1,38	0,79	- 0,59	0,98	0,72	- 0,26
1962 Mars	1,88	1,97	+ 0,09	1,70	0,89	- 0,81	1,33	0,87	- 0,46
1962 Avril	2,03	1,98	- 0,05	1,44	0,82	- 0,62	1,16	0,65	- 0,51
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,78	0,38	- 0,40	0,75	0,55	- 0,20	0,24	0,38	+ 0,14
1954	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1960 3 ^e trimestre	0,79	0,60	- 0,19	1,08	0,15	- 0,93	0,61	0,54	- 0,07
1960 4 ^e trimestre	0,65	0,68	+ 0,03	1,32	0,13	- 1,19	0,56	0,58	+ 0,02
1961 1 ^{er} trimestre	0,73	0,55	- 0,18	1,02	0,17	- 0,85	0,48	0,53	+ 0,05
1961 2 ^e trimestre	0,76	0,61	- 0,15	0,93	0,21	- 0,72	0,44	0,60	+ 0,16
1961 3 ^e trimestre	0,67	0,69	+ 0,02	0,97	0,19	- 0,78	0,61	0,52	- 0,09
1961 4 ^e trimestre	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 ^{er} trimestre	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
1961 Avril	0,66	0,61	- 0,05	0,74	0,20	- 0,54	0,42	0,47	+ 0,05
1961 Mai	0,86	0,51	- 0,35	0,78	0,26	- 0,52	0,40	0,67	+ 0,27
1961 Juin	0,77	0,70	- 0,07	1,26	0,17	- 1,09	0,51	0,67	+ 0,16
1961 Juillet	0,71	0,65	- 0,06	1,10	0,22	- 0,88	0,54	0,43	- 0,11
1961 Août	0,64	0,65	+ 0,01	0,58	0,19	- 0,39	0,54	0,50	- 0,04
1961 Septembre	0,64	0,77	+ 0,13	1,23	0,17	- 1,06	0,65	0,62	- 0,03
1961 Octobre	0,79	0,73	- 0,06	0,96	0,18	- 0,78	0,72	0,47	- 0,25
1961 Novembre	0,69	0,88	+ 0,19	0,91	0,23	- 0,68	0,66	0,57	- 0,09
1961 Décembre	0,68	0,56	- 0,12	0,76	0,18	- 0,58	0,65	0,66	+ 0,01
1962 Janvier	0,71	0,87	+ 0,16	0,62	0,29	- 0,33	0,58	0,53	- 0,05
1962 Février	0,63	0,53	- 0,10	0,60	0,23	- 0,37	0,41	0,57	+ 0,16
1962 Mars	0,79	0,60	- 0,19	0,78	0,25	- 0,53	0,55	0,51	- 0,04
1962 Avril	0,72	0,52	- 0,20	0,76	0,21	- 0,55	0,45	0,48	+ 0,03

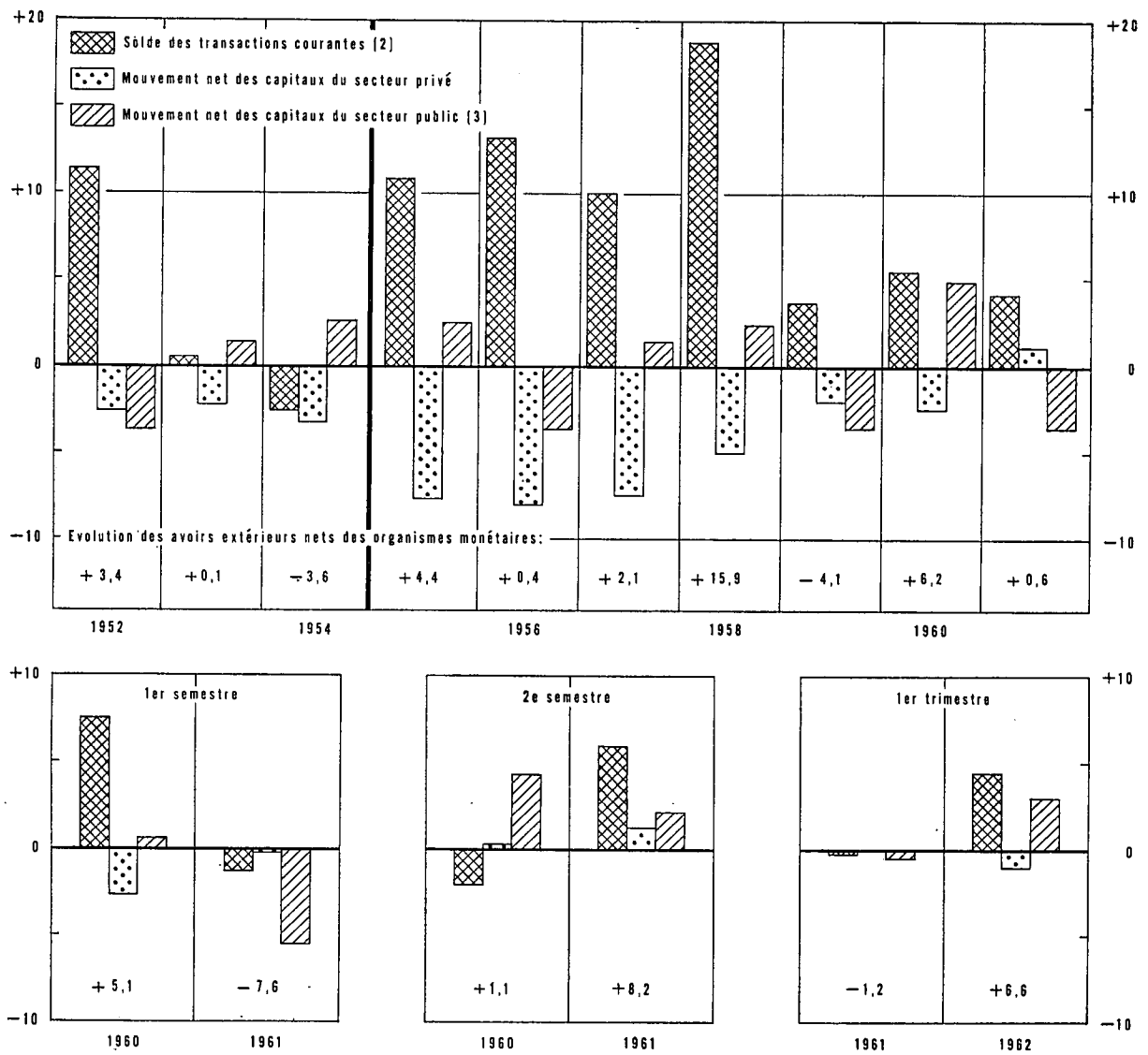
1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *cf.* N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS *
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,7
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,9
B. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,4
10. Transferts de l'Etat	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,6
C. Mouvement des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,9	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,6	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3) pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962		
	1er trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1er trimestre		
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	- 0,6	- 1,5	+ 2,1	+ 3,6	+ 4,5		
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,8	...		
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9		
4. Mouvement des autres capitaux :							
4.1 Court terme recensé	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2		
4.2 Autres	+ 0,2	- 0,5	+ 0,8	+ 1,6	+ 0,1		
5. Erreurs et omissions	- 0,1	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3		
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6		

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII^e année, vol. I, n^o5, page 486 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1957	50,24	{ 14,27 ¹ 11,89 ²	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 ⁴	52,396 ⁴	174,02	193,10
1958	49,89	11,84 ³	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{ 13,19 ⁵ 13,85 ⁶	11,54	{ 11,95 ⁵ 12,51 ⁶	8,03	9,65	6,98	7,22	{ 50,469 ⁷ 48,153 ⁸	{ 50,468 ⁷ 48,149 ⁸	174,21	192,32
1961 3 ^e trimestre .	49,79	10,14	139,42	13,82	11,53	12,48	8,02	9,63	6,97	7,21	48,237	48,234	173,83	192,92
4 ^e trimestre .	49,78	10,14	140,03	13,82	11,52	12,45	8,02	9,63	6,99	7,23	48,034	48,031	174,56	192,78
1962 1 ^{er} trimestre .	49,78	10,16	140,05	13,78	11,50	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,507	47,506	174,57	192,73
2 ^e trimestre .	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
1961 Juillet	49,79	10,16	138,76	13,86	11,54	12,51	8,02	9,64	6,94	7,18	48,150	48,145	173,17	192,80
Août	49,79	10,13	139,54	13,83	11,53	12,47	8,02	9,64	6,97	7,21	48,267	48,264	173,91	192,99
Septembre ...	49,78	10,12	139,97	13,78	11,53	12,46	8,02	9,62	6,99	7,23	48,295	48,294	174,40	192,96
Octobre	49,78	10,13	140,13	13,80	11,52	12,45	8,02	9,63	7,00	7,23	48,313	48,311	174,66	192,76
Novembre ...	49,78	10,14	140,11	13,82	11,52	12,44	8,02	9,63	6,99	7,23	48,055	48,051	174,66	192,77
Décembre ...	49,78	10,16	139,85	13,83	11,53	12,45	8,02	9,63	6,99	7,24	47,735	47,730	174,35	192,82
1962 Janvier	49,78	10,16	139,91	13,81	11,53	12,46	8,02	9,63	6,98	7,23	47,630	47,626	174,40	192,68
Février	49,78	10,16	140,10	13,76	11,51	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,462	47,461	174,63	192,70
Mars	49,78	10,16	140,13	13,78	11,47	12,45	8,02	9,66	6,99	7,24	47,430	47,430	174,69	192,80
Avril	49,79	10,16	140,10	13,83	11,46	12,45	8,02	9,67	6,99	7,23	47,419	47,418	174,69	192,93
Mai	49,77	10,16	139,95	13,85	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	45,924	45,921	174,53	192,86
Juin	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957. — ² Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — ⁴ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957. — ⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ⁶ Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ⁷ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁸ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 juillet 1962

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis ¹	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur ⁴	vendeur ⁵	pour :
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C.dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C.dan.
France	4,93706 NF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 NF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C.nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,500	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (3) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieures (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1960 3 prem. mois	30,0	25,7	- 4,3	5,6	0,1	- 5,5	- 9,8	+12,7	- 2,9	- 0,8	+ 0,8	...
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
1961 Mars	9,4	9,6	+ 0,2	0,7	...	- 0,7	- 0,5	...	+ 0,7	- 0,2	+ 0,9	- 0,9
Avril	11,9	8,0	- 3,9	0,7	...	- 0,7	- 4,6	...	+ 3,2	+ 0,7	- 0,1	+ 0,8
Mai	9,5	9,6	+ 0,1	0,9	...	- 0,9	- 0,8	...	+ 0,3	+ 0,5	- 0,4	+ 0,4
Juin	11,2	11,4	+ 0,2	1,0	0,1	- 0,9	- 0,7	+ 6,8	- 6,3	- 0,3	+ 0,3	+ 0,2
Juillet	10,9	13,0	+ 2,1	0,8	...	- 0,8	+ 1,3	...	- 0,9	- 0,2	- 0,2	...
Août	7,8	8,4	+ 0,6	1,1	...	- 1,1	- 0,5	...	+ 2,0	- 1,3	...	- 0,2
Septembre ...	10,3	8,6	- 1,7	1,0	...	- 1,0	- 2,7	...	+ 1,9	- 0,1	+ 0,3	+ 0,6
Octobre	10,2	10,2	...	1,2	0,1	- 1,1	- 1,1	+ 5,8	- 1,8	- 0,1	- 2,7	- 0,1
Novembre ...	8,7	9,6	+ 0,9	2,0	...	- 2,0	- 1,1	...	+ 1,8	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Décembre	11,3	12,4	+ 1,1	2,3	0,1	- 2,2	- 1,1	...	- 0,7	- 0,2	+ 2,0	...
1962 Janvier	13,6	12,2	- 1,4	0,8	...	- 0,8	- 2,2	...	+ 4,8	- 0,5	- 1,0	- 1,1
Février	11,3	9,0	- 2,3	1,5	...	- 1,5	- 3,8	+ 7,2	- 2,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,8
Mars	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Mondeur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

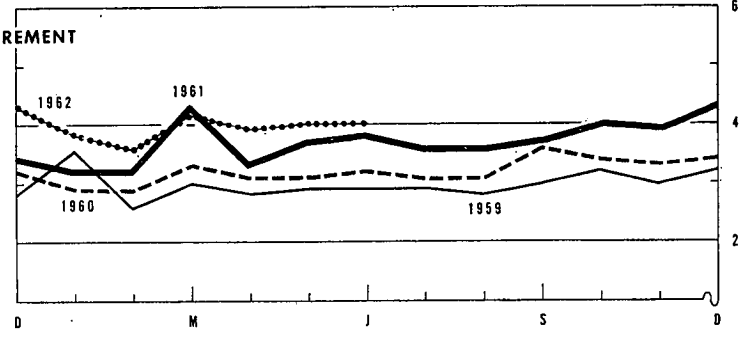
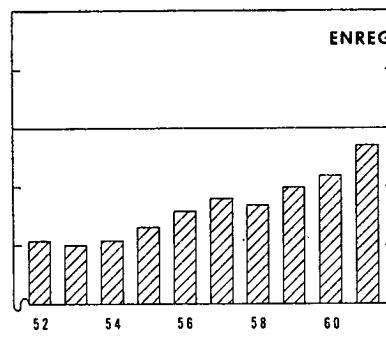
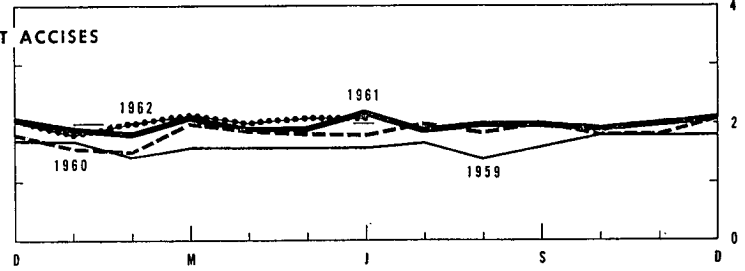
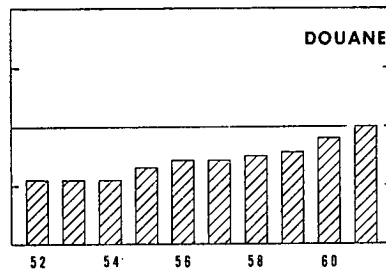
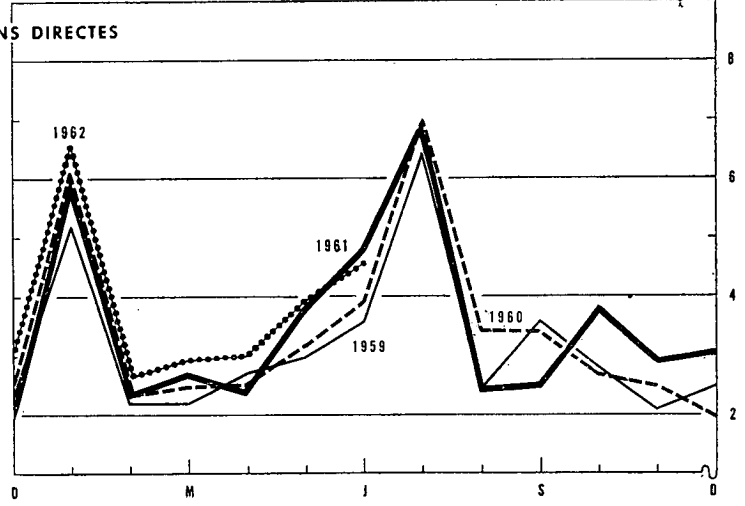
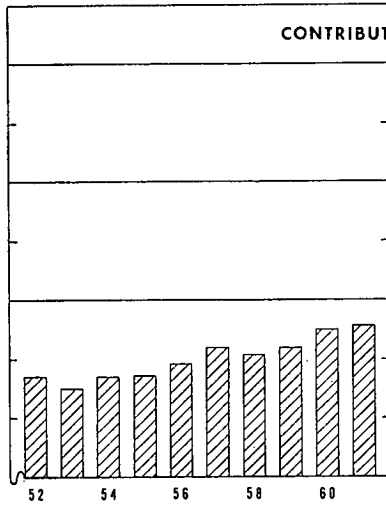
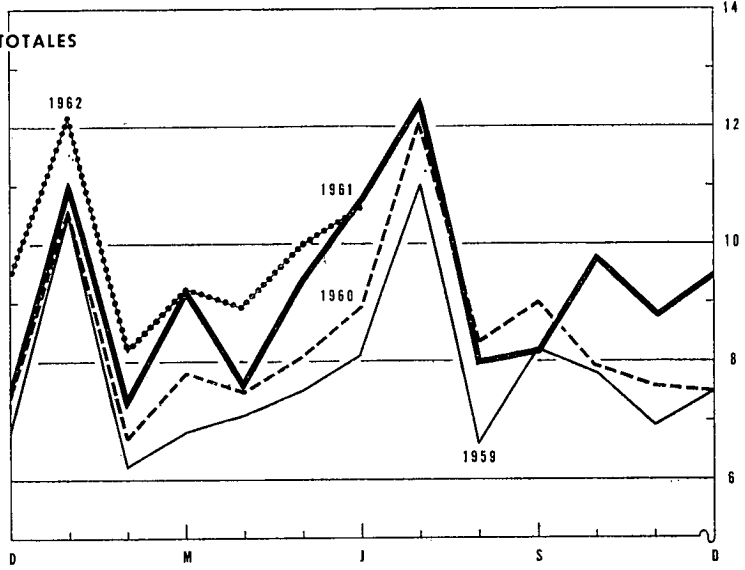
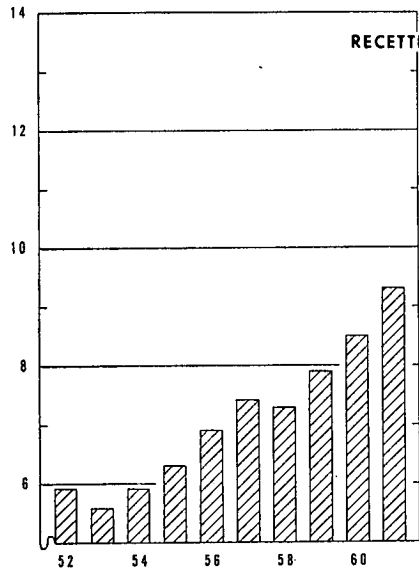
Moyennes mensuelles	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1960 6 premiers mois	3,4	1,8	3,1	8,3	0,32
9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
1961 Juin	4,8	2,2	3,8	10,8	0,86
Juillet	6,9	1,9	3,6	12,4	4,06
Août	2,4	2,0	3,6	8,0	...
Septembre	2,5	2,0	3,7	8,2	0,01
Octobre	3,8	1,9	4,0	9,7	0,05
Novembre	2,9	2,0	3,9	8,8	0,04
Décembre	3,1	2,1	4,3	9,5	0,08
1962 Janvier	6,6	1,8	3,8	12,2	1,08
Février	2,6	2,0	3,6	8,2	0,01
Mars	2,9	2,1	4,2	9,2	0,05
Avril	3,0	2,0	3,9	8,9	0,10
Mai	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1961 6 premiers mois	16,5	+ 0,7	11,3	+ 0,8	21,4	- 1,3	49,2	+ 0,2	
1962 6 premiers mois	17,5	+ 0,1	11,7	+ 0,1	23,5	- 0,6	52,7	- 0,4	
Exercice 1961	1961 Juin	4,8	+ 0,7	2,2	+ 0,3	3,8	...	10,8	+ 1,0
	Juillet	6,9	- 0,8	1,9	- 0,1	3,6	- 0,1	12,4	- 1,0
	Août	2,4	- 0,1	2,0	+ 0,1	3,6	- 0,1	8,0	- 0,1
	Septembre	2,5	- 0,1	2,0	...	3,7	- 0,4	8,2	- 0,5
	Octobre	3,8	...	1,9	...	4,0	- 0,2	9,7	- 0,2
	Novembre	2,9	- 0,4	2,0	+ 0,2	3,9	...	8,8	- 0,2
	Décembre	3,1	- 0,1	2,1	...	4,3	+ 0,2	9,5	+ 0,1
1962	Janvier	4,1	- 0,4	0,4	...	...	4,5	- 0,4
	Février	1,1	- 0,1	...	...	...	1,1	- 0,1
	Mars	0,9	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
Ex. 1962	1962 Janvier	2,5	...	1,4	...	3,8	- 0,1	7,7	- 0,1
	Février	1,5	...	2,0	+ 0,2	3,6	- 0,1	7,1	+ 0,1
	Mars	2,0	- 0,1	2,1	- 0,1	4,2	- 0,1	8,3	- 0,3
	Avril	3,0	+ 0,1	2,0	...	3,9	- 0,2	8,9	- 0,1
	Mai	3,9	...	2,1	+ 0,1	4,0	- 0,1	10,0	...
	Juin	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1961 ²		Exercice 1961 : juin 1961		Exercice 1962 : juin 1962	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	44,0	45,4	4,8	4,1	4,6	4,5
contribution foncière	0,5	0,5	0,1	0,1	...	...
taxe mobilière	4,3	3,9	0,6	0,6	0,7	0,6
taxe professionnelle ³	28,5	29,6	3,2	2,5	2,7	2,5
impôt complémentaire personnel ...	4,8	4,7	0,4	0,4	0,6	0,6
contribution nationale de crise ...	2,4	2,2	0,3	0,3	0,3	0,4
taxe de circulation sur les véhicules						
automobiles	2,9	2,8	0,4	0,3	0,3	0,4
divers ⁴	0,6	1,7	-0,2	-0,1	...	...
II. Douanes et accises	23,8	22,7	2,2	1,9	2,1	2,1
dont : douanes	6,5	5,9	0,5	0,5	0,6	0,6
accises	16,2	16,6	1,6	1,4	1,4	1,5
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement	44,6	46,5	3,8	3,8	4,0	4,1
dont : enregistrement	4,4	4,0	0,4	0,3	0,3	0,4
successions	2,4	2,0	0,2	0,1	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	37,3	40,1	3,2	3,3	3,4	3,4
Total ...	112,4	114,6	10,8	9,8	10,7	10,7
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 2,2		+ 1,0		...

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² L'exercice 1961 commencé le 1er janvier 1961 a été clôturé le 31 mars 1962.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.D.) : XXXVI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts (18)	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires (14)	Divers 2 (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financés par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)			
		Dépôts 1 en francs belges (2)	Dépôts en devises (3)												
1955 Juin	187,6	22,4	1,7	0,1	211,8	50,8	121,1	0,9	3,3	125,3	43,0	50,1	- 3,4	+ 1,3	- 5,2
Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	192,5	23,4	2,4	0,1	218,4	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,2
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre	196,0	23,6	2,6	...	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,7	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,8
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin	214,1	29,2	3,1	0,6	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,1	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	p 84,6	p 147,2	3,2	p 6,4	p 156,8	61,7	73,9	- 9,1	p + 6,3	p - 8,2

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONÉTAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(Milliards de francs)

Actif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 déc. 1961	28 février 1962	31 mars 1962	30 avril 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962
A. Créances sur l'étranger :												
1. Or	62,4	64,6	64,9	65,7	65,9	66,8	—	—	—	—	62,4	64,9
2. Participation au F.M.I.	8,0	7,2	7,2	6,5	6,5	7,5	—	—	—	—	8,0	7,2
3. Actions et obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	1,5	p 1,3	1,6	p 1,4
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	2,4	...	0,3	0,5	1,0	2,3	0,6	0,4	0,6	2,2	3,6	2,9
5. Créance sur l'U.E.P. 2	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	0,4	0,4
6. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	20,4	17,9	18,2	15,2	15,9	13,4	—	—	15,2	15,9	35,6	34,1
b) autres 3	0,1	...	...	...	...	...	—	—	1,9	2,3	2,0	2,3
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,4	p 0,4	-0,4	p 0,4
Total des créances sur l'étranger .	93,8	90,2	91,1	88,3	89,7	90,4	0,6	0,4	18,8	p 22,1	113,2	p 113,6
dont : à vue 4	83,3	82,9	83,5	81,3	82,1	80,5	—	—	12,6	p 13,4	95,9	p 96,9
autres 5	10,5	7,3	7,6	7,0	7,6	9,9	0,6	0,4	6,2	p 8,7	17,3	p 16,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	...	...	2,3	2,2	2,8	2,8
2. Autres :												
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	...	...	4,0	2,5	4,0	2,5
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	1,8	0,8	1,8	0,8
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,3	...	3,0	3,4	3,3	3,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :												
1. Sur l'Etat :												
a) à un an au plus	6,5	4,0	6,3	8,6	7,5	8,1	34,0	34,9	42,1	p 39,0	82,6	p 80,2
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	5,1	5,2	20,7	p 22,9	28,1	p 30,4
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	2,8	p 2,7	36,8	p 36,7
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :												
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	3,4	2,6	—	—	3,4	2,6
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,4	p 2,5	1,8	p 2,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	p 0,9	0,9	p 0,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :												
a) acceptations	0,2	...	...	...	...	...	1,8	0,2	2,1	3,7	4,1	3,9
b) effets commerciaux	2,5	2,2	2,0	1,8	1,8	1,7	...	...	24,1	25,1	26,6	27,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	0,5	0,6	30,0	30,0	30,5	30,6
d) obligations :												
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	2,3	p 2,3	2,3	p 2,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	p 1,0	1,0	p 1,0
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus 6	—	—	—	—	—	—	—	—	11,0	7	11,0	7
5. Sur les paraétatiques de crédit :												
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	—	—	...	...	...	...
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	6,7	p 7,0	6,7	p 7,0
— autres	—	—	—	—	—	—	0,2	0,2	0,5	p 0,4	0,7	p 0,6
D. Autres	28,6	27,1	27,1	25,4	25,3	23,6	5,0	4,8	r 24,4	p 33,3	r 58,0	p 65,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	168,6	160,5	163,6	161,1	161,3	160,8	51,1	49,1	199,9	201,8	419,6	414,5

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

4 B.N.B. : total des rubriques A1, 5 et 6.

5 B.N.B. : total des rubriques A2, 3 et 4.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour le 1er, 2e et 3e trimestre 1961, ces chiffres s'élevaient respectivement à : 8,4, 10,0 et 11,7 milliards, montants qui étaient compris sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(Milliards de francs)

Passif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 déc. 1961	28 février 1962	31 mars 1962	30 avril 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962	31 déc. 1961	31 mars 1962
A. Engagements envers l'étranger :												
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	...	...	—	—	21,3	15,6	21,3	15,6
b) autres 2	0,9	0,5	0,4	0,5	0,4	0,6	2,0	2,0	11,5	11,3p	14,4	13,7p
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,6	-0,6p	-0,6	-0,6p
Total des engagements envers l'étranger	1,1	0,7	0,6	0,7	0,6	0,8	2,0	2,0	32,2	26,3p	35,3	28,9p
dont : à vue	1,1	0,7	0,6	0,7	0,6	0,8	2,0	2,0	30,0	23,8p	33,1	26,4p
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	2,2	2,5p	2,2	2,5p
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets 3	2,3	2,4	2,3	2,5	2,6	2,5p	0,5	0,5	—	—	2,8	2,8
2. Autres :												
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...
c) envers les banques de dépôts	4,0	0,1	2,5	0,1	0,1	0,1p	1,8	0,8	3,0	3,4	8,8	6,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :												
1. Monnaie fiduciaire 4	126,7	124,4	125,5	126,9	127,3	129,6p	5,5	5,5	—	—	192,2	131,0
2. Monnaie scripturale :												
a) détenue par les entreprises et particuliers 5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4p	29,5	29,3	65,1	66,1	95,2	95,8
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	10,0	9,6	—	—	10,0	9,6
3. Liquidités quasi monétaires :												
a) détenues par les entreprises et particuliers :												
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	27,3	30,6	27,3	30,6
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	16,3	16,9	16,3	16,9
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	8,0	8,2	8,0	8,2
b) détenues par le Trésor .....	...	...	0,1	...	...	...	—	—	—	—	...	0,1
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	8,6	9,1	8,6	9,1
5. Autres :												
a) envers le Fonds des Rentes 6	3,27	—	—	—	—	—	1,87	—	0,87	—	5,87	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	...	0,2	0,6	1,1	0,6	1,3
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	r30,7	32,4	32,2	30,5	30,3	27,4p	r ...	1,2	r37,7	40,1p	r68,4	73,5p
TOTAL DU PASSIF ...	168,6	160,5	163,6	161,1	161,3	160,8	51,1	49,1	199,9	201,8	419,6	414,5

1 Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

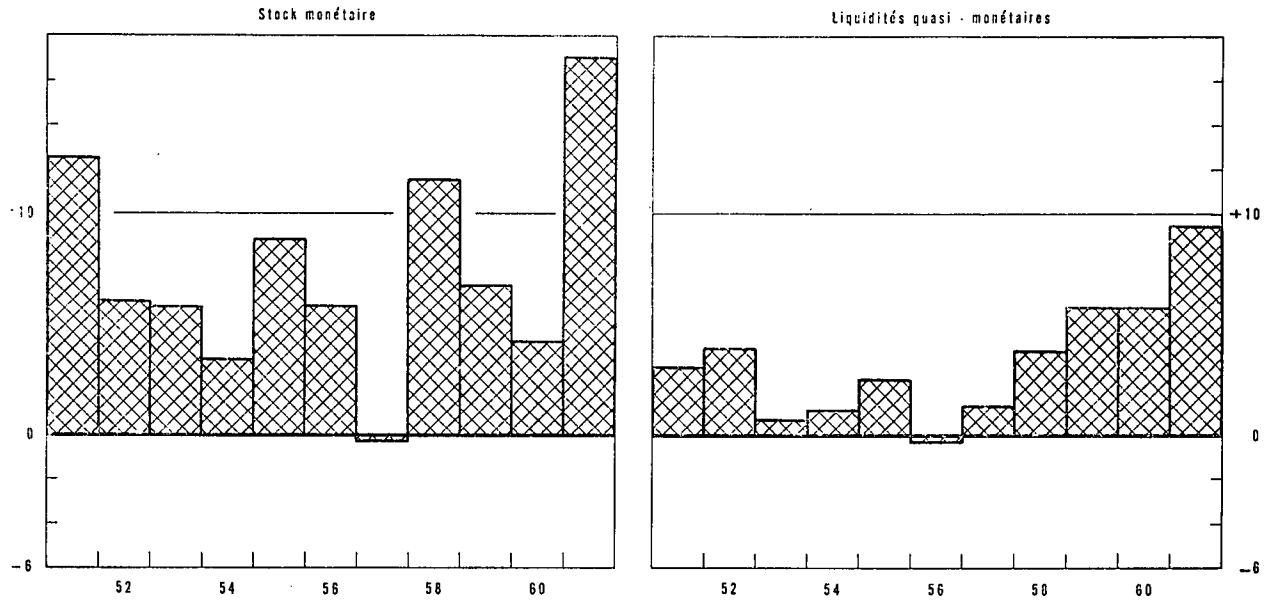
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

7 Pour le 1er, 2e et 3e trimestre 1961, ces chiffres s'élevaient : pour la Banque Nationale de Belgique, respectivement à : 1,6, 1,9 et 1,1 milliards; pour les organismes publics monétaires, respectivement à : 1,0, 1,9 et 1,1 milliard; pour les banques de dépôts, respectivement à : 0,9, 2,2 et 0,7 milliards et pour l'ensemble des organismes monétaires respectivement à 4,4, 6,0 et 8,2 milliards, montants qui étaient compris sous la rubrique D « Autres ».

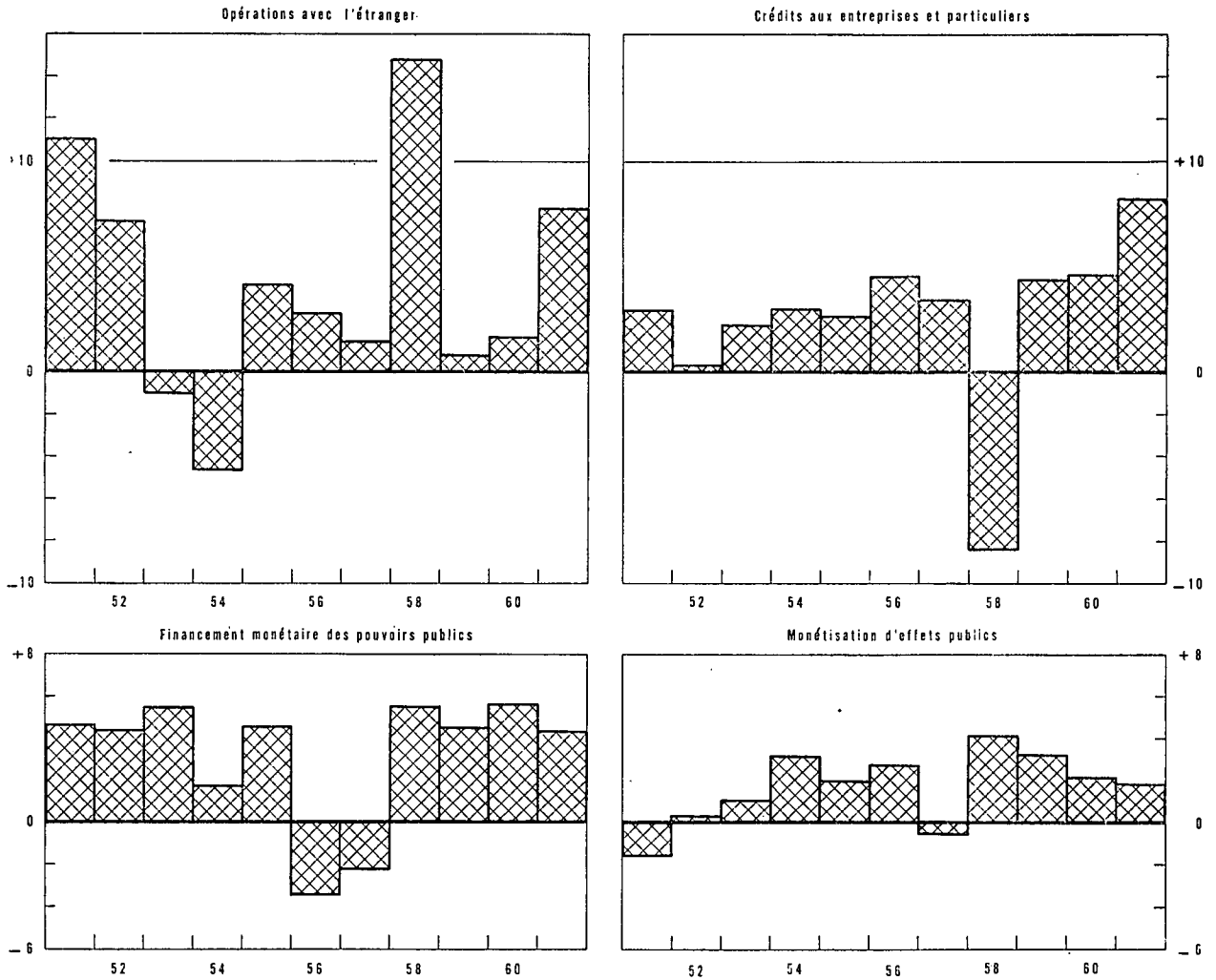
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI-MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (13)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,7	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 ¹	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 ¹	+ 1,9	- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5 ¹	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 ¹	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,8	+ 3,6	+ 5,3 ¹	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,9	+ 1,9	+ 10,6 ¹	+ 5,3	- 6,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
Total ...	+ 17,0	+ 9,3	+ 25,8 ¹	+ 7,8	+ 8,6	- 6,3	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,5	+ 2,1
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	p+ 3,8	p- 1,9	p+ 2,6	p+ 0,2	p+ 1,1	p- 0,6	+ 0,5	- 0,5	p- 1,0	p- 1,1

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau I du chapitre XIII.

1 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers » : ultérieurement, une partie de ces comptes a été réintégrée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (3) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois d'autre part.

XIII - 4. — STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Total			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Avril	5,8	123,6	126,7	7,9	0,4	27,1	61,1	88,6	96,5	223,2	56,8
Mai	5,8	123,7	126,5	8,4	0,5	27,1	63,4	91,0	99,4	225,9	56,0
Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
Juillet	5,9	125,6	128,5	7,7	0,4	27,5	61,3	89,2	96,9	225,4	57,0
Août	5,9	124,8	127,8	7,7	0,4	26,2	62,2	88,8	96,5	224,3	57,0
Septembre	5,9	125,9	129,2	9,7	0,4	27,0	62,3 ⁴	89,7	99,4	228,6	56,5
Octobre	5,9	125,9	128,9	8,4	0,4	27,8	62,8 ⁴	91,0	99,4	228,3	56,5
Novembre	5,9	125,6	128,7	8,3	0,4	27,2	64,7	92,3	100,6	229,3	56,1
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Janvier	6,0	125,7	128,8	7,9	0,5	29,0	64,9	94,4	102,3	231,1	55,7
Février	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	56,0
Mars	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	55,4
Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,3

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4).

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août 1960 et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier 1961, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août-septembre 1960, de novembre 1960 à février 1961 et septembre-octobre 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (9) = (8) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre ..	59,2	- 1,7	57,5	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre ..	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre ..	59,6	- 3,2	56,4	- 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre ..	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre ..	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre ..	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre ..	55,5	- 6,2	49,3	+ 1,4	- 3,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 ^e trimestre ..	58,4	- 2,3	56,1	+ 2,9	+ 3,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre ..	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre ..	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre ..	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 ^{er} trimestre ..	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre ..	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre ..	74,7 ⁷	- 3,5	71,2 ⁷	- 1,6 ⁷	+ 0,9	- 0,7 ⁷	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre ..	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ⁷	+ 2,0	- 4,1 ⁷	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre ..	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre ..	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre ..	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre ..	80,5	- 5,5 ⁹	75,0 ⁹	+10,8	- 3,4 ⁹	+ 7,4 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,3	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,6 ⁹	+ 4,6 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre ..	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,2 ⁹	- 2,0 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 ^e trimestre ..	82,6	-14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre ..	86,0	-15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre ..	92,7	-14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,9	+ 0,1	+ 5,3	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,6 ⁹	+ 1,6 ⁹	- 6,3	+ 0,1	+ 7,8	- 1,0	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre ..	90,5	p- 5,9	p84,6	- 2,2	p+ 8,9	p+ 6,7	p+ 2,6	+ 0,3	p+ 3,8	- 0,1	+ 6,6

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeoise, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 0.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,8 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er} trimestre, au 3^e trimestre et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	530	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de								
Coopération Eco-								
nomique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	203	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de provision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 8 janvier	1962 9 avril	1961 10 juillet	1962 9 juillet	1961 7 août	1962 6 août
ACTIF									
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	62.856	65.904	53.827	66.754	54.175	66.760
Monnaies étrangères	4.407	12.606	20.432	20.930	17.885	20.673	14.078	25.705	14.825
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	6.673	7.846	4.030	6.311	4.740	6.211
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	413	371	2.413	332	2.396	298
b) A.M.E. ....	...	...	...	10	10	...	40	40	20
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	7.988	7.239	4.388	7.488	4.388	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	47	...	9	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	18.972	16.166	20.162	13.435	21.370	14.433
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	2.504	1.974	3.631	4.431	2.776	3.903
Avances sur nantissement	102	51	74	116	39	190	109	155	61
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	6.515	5.590	5.690	9.715	8.815	5.690	8.215
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	487	524	561	436	577	426
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	1	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.569	2.627	2.567	2.627	2.568	2.627
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.519	1.539	1.519	1.539	1.519	1.539
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.214	1.217	1.134	1.231	1.133	1.230
Divers	515	698	544	1.278	726	743	857	774	1.396
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	167.120	163.759	159.601	162.485	162.017	162.684
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	2.154	1.737	1.378	1.264	1.241	1.147
PASSIF									
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	127.640	128.023	125.671	133.468	125.291	133.416
Comptes courants :									
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	23	19	20	20	11	16
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	25	25	141	25	113	24
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	356	377	320	307	313	382
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	7.632	6.437	4.393	3.868	4.823	2.943
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E.	344	249	200	202	146	173	94	537	128
b) autres accords	224	263	365	348	193	160	168	157	268
<i>Total des engagements à vue ...</i>	122.808	127.726	138.452	136.226	135.220	130.878	137.950	131.245	137.177
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	25.675	24.037	24.090	19.763	26.031	20.655
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.214	1.217	1.134	1.231	1.133	1.230
Divers	767	938	1.007	1.436	658	930	914	1.039	995
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.169	2.227	2.169	2.227	2.169	2.227
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	167.120	163.759	159.601	162.485	162.017	162.684
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	2.154	1.737	1.378	1.264	1.241	1.147

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 30 avril	1962 30 avril	1961 31 mai	1962 31 mai
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	6.031	5.972	5.933	7.533	3.164	3.182	3.599	3.319
Prêts au jour le jour	1.415	1.013	1.277	1.214	2.269	634	2.681	1.339
Banquiers	4.393	6.696	8.103	10.782	10.225	9.403	10.839	10.354
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.005	2.345	3.236	4.287	3.125	6.409	3.366	5.992
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.745	5.205	6.017	6.742	7.210	7.454	6.477	8.459
Portefeuille-effets	51.103	52.469	55.155	66.088	63.553	68.595	64.436	70.475
a) Portefeuille commercial ²	18.353	18.128	21.528	25.875	22.711	28.160	22.142	30.223
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	19.228	20.709	20.496	27.294	27.184	25.502	28.031	25.360
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.522	13.632	13.131	12.919	13.658	14.933	14.263	14.892
Reportes et avances sur titres	1.222	1.364	1.168	1.237	1.210	1.264	1.200	1.253
Débiteurs par acceptations	10.637	11.944	12.682	14.318	12.566	14.273	12.786	15.811
Débiteurs divers	20.863	22.792	26.064	30.726	27.125	33.120	27.222	32.776
Portefeuille-titres	29.276	34.988	39.274	53.444	46.445	53.448	48.645	53.931
a) Valeurs de la réserve légale	340	366	401	429	407	449	405	451
b) Fonds publics belges	26.575	32.021	36.199	50.094	43.105	50.055	45.454	50.292
c) Fonds publics étrangers	67	231	275	473	479	360	439	360
d) Actions de banques	1.196	1.340	1.291	1.261	1.268	1.259	1.244	1.265
e) Autres titres	1.098	1.030	1.108	1.187	1.186	1.325	1.103	1.563
Divers	1.060	1.730	1.570	1.552	1.362	1.594	1.512	1.564
Capital non versé	6	7	7	9	7	9	7	9
Total disponible et réalisable ...	131.756	146.525	160.486	197.932	178.261	199.385	182.770	205.282
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	20	19	20	18	23	18
Immeubles	1.082	1.126	1.190	1.251	1.195	1.267	1.210	1.273
Participation dans les filiales immobil.	267	257	258	273	273	253	273	265
Créances sur filiales immobilières	355	350	345	278	324	290	305	312
Matériel et mobilier	136	140	153	166	160	180	163	189
Total de l'immobilisé ...	1.863	1.896	1.966	1.987	1.972	2.008	1.974	2.057
Total de l'actif ...	133.619	148.421	162.452	199.919	180.233	201.393	184.744	207.339

PASSIF

A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	289	415	330	398	1.399	856	1.211	521
Emprunts au jour le jour	103	644	1.332	2.110	2.614	2.175	2.718	1.764
a) Garantis par des sûretés réelles	—	571	1.247	1.986	2.512	2.107	2.634	1.698
b) Non garant. par des sûr. réelles	—	73	85	124	102	68	84	66
Banquiers	8.186	8.568	14.208	28.067	20.882	23.199	23.449	24.183
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.770	2.398	3.165	3.911	2.997	3.214	2.799	3.386
Acceptations	10.637	11.945	12.683	14.319	12.567	14.279	12.781	15.813
Autres valeurs à payer à court terme	2.574	2.690	2.382	2.776	2.960	3.895	2.850	4.281
Créditeurs pour effets à l'encaissement	788	889	990	967	1.114	1.046	1.086	1.074
Dépôts et comptes courants	89.494	99.256	103.790	121.118	110.921	125.094	112.892	128.773
a) A vue	57.215	62.077	61.080	66.746	64.080	66.499	66.066	69.512
b) A un mois au plus	3.540	3.319	4.873	6.112	5.220	5.989	5.005	6.038
c) A plus d'un mois	12.223	14.800	19.200	27.902	22.831	31.471	22.834	31.740
d) A plus d'un an	1.281	1.495	956	1.529	1.020	1.793	1.023	1.860
e) A plus de deux ans	2.023	2.097	1.975	2.495	1.963	2.309	2.139	2.352
f) Carnets de dépôts	11.448	13.730	14.115	14.613	14.165	15.280	14.156	15.483
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.764	1.738	1.591	1.721	1.642	1.753	1.669	1.788
Obligations et bons de caisse	6.607	6.891	7.573	8.619	7.935	9.404	8.059	9.706
Montants à libérer sur titres et partic.	641	664	635	615	619	629	619	640
Divers	3.589	4.451	4.940	6.007	5.637	6.085	5.705	5.657
Total de l'exigible ...	124.672	138.811	152.028	188.907	169.645	189.876	174.169	195.798
C. Non exigible :								
Capital	5.202	5.746	6.201	6.520	6.209	6.917	6.194	6.917
Fonds indis. par prime d'émission ...	193	283	284	292	277	275	282	275
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	343	369	406	428	407	479	404	481
Réserve disponible	3.103	3.106	3.363	3.652	3.585	3.712	3.584	3.735
Provisions	106	106	170	120	110	134	111	133
Total du non exigible ...	8.947	9.610	10.424	11.012	10.588	11.517	10.575	11.541
Total du passif ...	133.619	148.421	162.452	199.919	180.233	201.393	184.744	207.339

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques (millions de francs)

1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1961 30 avril	5.798	1962 30 avril	6.322
1959 31 décembre	6.885	1961 31 décembre	6.999	1961 31 mai	6.190	1962 31 mai	6.456

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

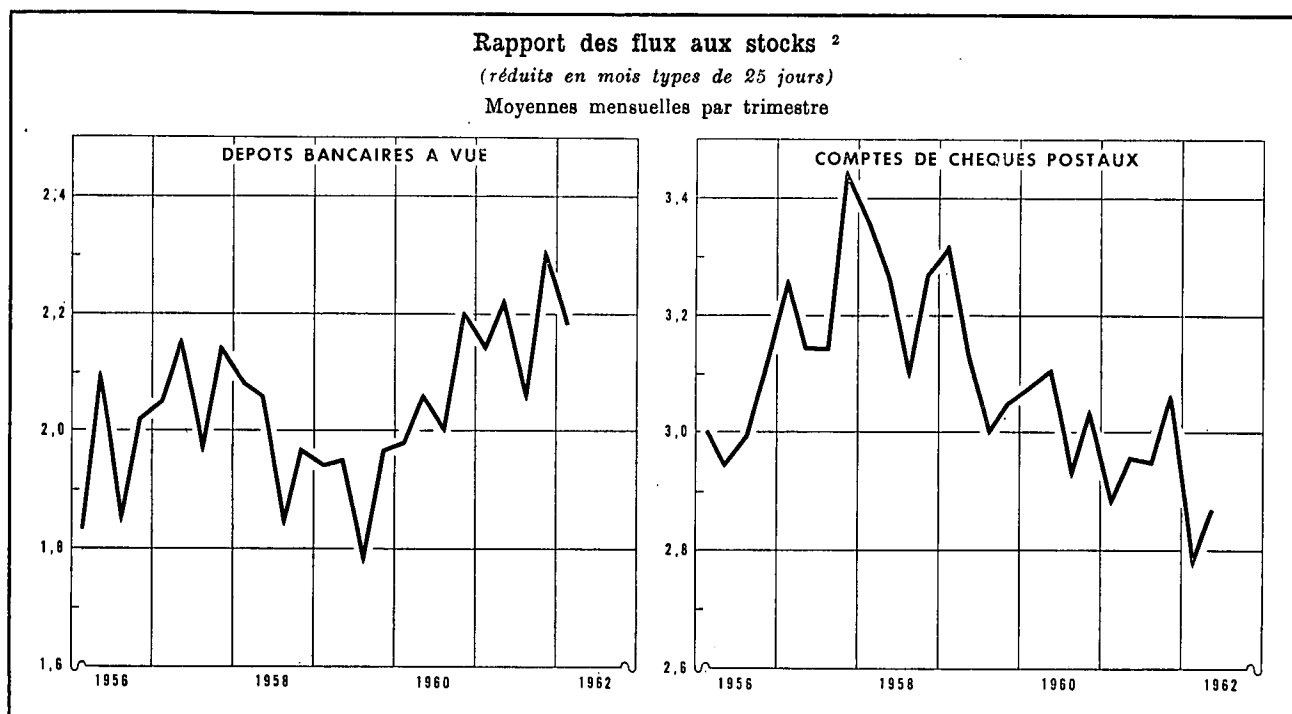
Source : *Office des Chèques postaux.*

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières)		(moyennes mensuelles ou mois)					
(milliards de francs)									
1953	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1960 4 ^e trimestre	855	36,8	27,0	43,4	100,4	39,5	100,4	283,7	92
1961 1 ^{er} trimestre	861	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
2 ^e trimestre	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
3 ^e trimestre	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 ^e trimestre	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
1961 Juillet	868	42,7	29,2	50,5	118,8	51,6	118,8	339,7	92
Août	871	38,8	28,7	44,6	109,7	46,1	109,7	310,1	92
Septembre	874	37,6	28,3	44,1	104,4	41,6	104,4	294,5	92
Octobre	878	40,0	28,6	46,6	115,7	48,1	115,7	326,0	92
Novembre	881	38,7	28,9	44,5	109,5	44,2	109,5	307,7	93
Décembre	882	40,4	29,7	51,2	117,3	45,0	117,3	330,7	92
1962 Janvier	884	44,8	31,2	49,0	122,2	51,4	122,2	344,7	92
Février	886	41,9	31,6	44,7	109,9	45,6	109,9	310,2	93
Mars	887	41,5	31,6	46,1	112,5	45,3	112,5	316,3	92
Avril	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet	893	47,8	32,3	57,2	134,1	58,8	134,1	384,1	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois types de 25 jours ⁵
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1960 4 ^e trimestre	102,1	86,9	189,0	2,22	2,20	3,03
1961 1 ^{er} trimestre	101,0	90,4	191,4	2,17	2,14	2,87
2 ^e trimestre	110,5	94,4	204,9	2,19	2,22	2,96
3 ^e trimestre	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 ^e trimestre	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1962 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre		99,2				2,87
1961 Juin	111,9	91,0	202,9	2,30	2,21	2,88
Juillet	106,4	95,2	201,6	2,17	2,17	3,03
Août	99,6	91,8	191,4	2,12	2,04	3,02
Septembre	96,4	86,1	182,5	2,05	1,97	2,81
Octobre	111,0	92,4	203,4	2,35	2,26	2,97
Novembre	114,3	97,4	211,7	2,19	2,29	3,17
Décembre	120,5	98,4	218,9	2,34	2,34	3,04
1962 Janvier	116,3	95,5	211,8	2,37	2,28	2,80
Février	109,2	98,4	207,6	2,10	2,19	2,92
Mars	104,7	89,9	194,6	2,25	2,08	2,61
Avril	121,5	100,6	222,1	2,27	2,36	2,88
Mai	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin		96,8				2,75

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées 1	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse 2
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	10	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.383	6.165	...	—	...	...
Décembre	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...

1 Y compris les opérations à réméré.

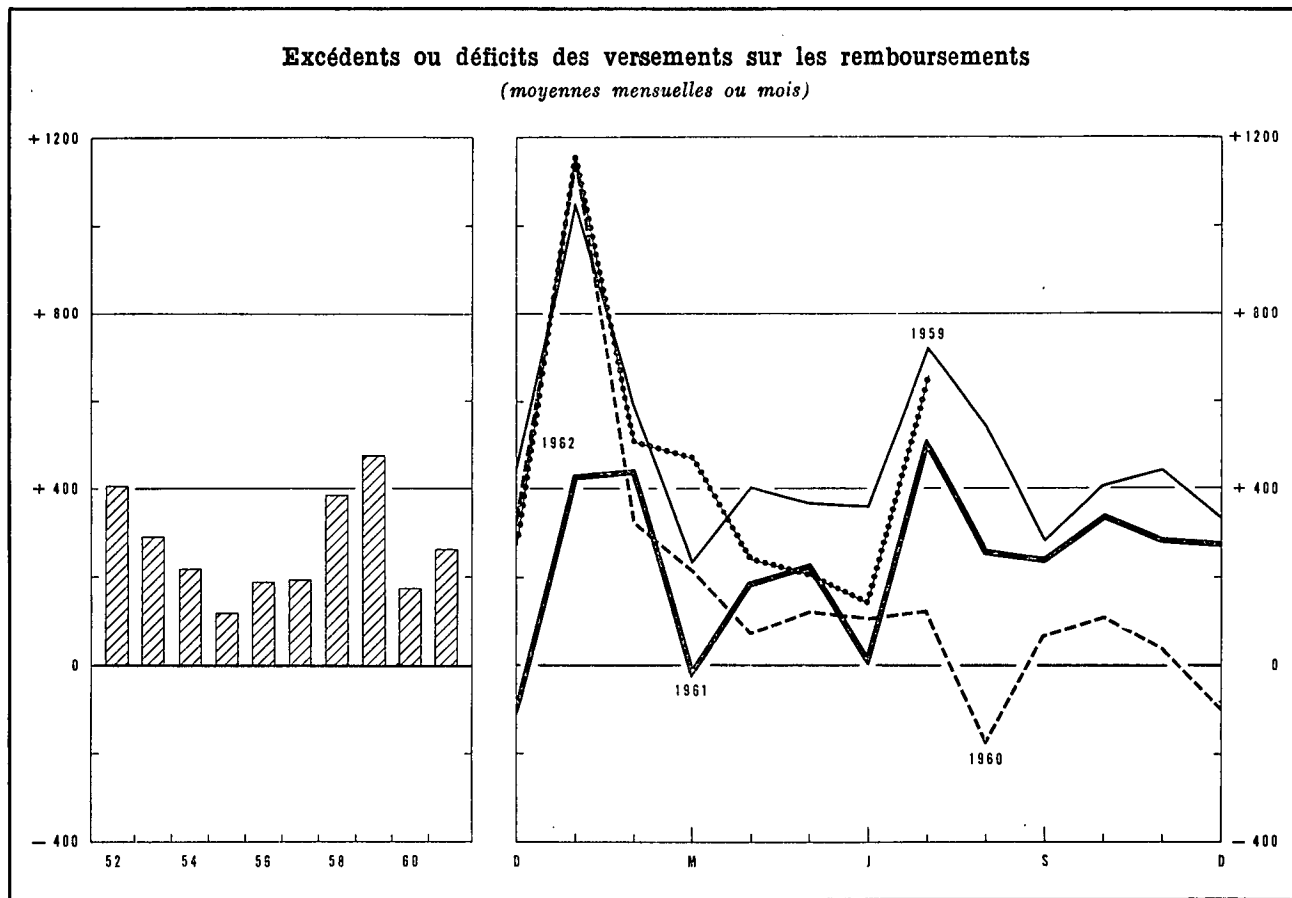
2 Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (8) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1952	12.958		8.127		4.831		40.748 ¹	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
Janvier	1.994	p 2.587	1.561	p 1.431	433	p 1.156	79.320	p 85.789
Février	1.953	p 1.939	1.511	p 1.431	442	p 508	79.762	p 86.297
Mars	1.862	p 2.136	1.879	p 1.671	- 17	p 465	79.745	p 86.762
Avril	1.868	p 1.955	1.679	p 1.711	189	p 244	79.934	p 87.006
Mai	1.911	p 2.003	1.680	p 1.790	231	p 213	80.165	p 87.219
Juin	1.928	p 2.071	1.917	p 1.901	11	p 170	80.176	p 87.389
Juillet	2.120	p 2.355	1.614	p 1.679	506	p 676	80.682	p 88.065
Août	1.758		1.499		259		80.941	
Septembre	1.797		1.546		251		81.192	
Octobre	1.949		1.598		351		81.543	
Novembre	1.680		1.392		288		81.831	
Décembre	1.979		1.709		270		84.633 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	5,3	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8
Avances à l'industrie	—	—	—	2,0	3,3	5,2
Crédit d'exportation	—	—	—	...	0,2	0,4
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,1	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,8	3,8
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6
Avances à la Société nationale du Logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	52,2	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	56,8	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8	13,1
Réserves mathématiques ²			6,7	7,4	8,2	8,8
Total ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9

* La C.G.E.R. publie séparément :

a) *Depuis 1957* :

- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- 1 Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées ..	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la Loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1960 1 ^{er} trimest.	19,0	5,2	4,5	28,7	2,4	16,2	0,4	19,0	5,4	0,2	0,1	0,4	0,3	5,7	12,1	31,1
2 ^e trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
2 ^e trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5
2 ^o garantis par banques et Sociétés financières ...	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1
Crédits de restauration (dommages de guerre, et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7
Crédits commerciaux à moyen terme	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7
PASSIF						
Obligations	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9
Bons de caisse	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	créditeurs	débiteurs					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires						Total		
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)					(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(8) + (7) = (8)	(1) + (5) - (8) = (9)		(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1952	1.326	2.539		2.352	4.891	280	4.716	4.996	1.221	18.261	873	1.961	402	12.522	
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230	
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1960 Juin	2.466	681	14	258	953	49	871	920	2.499		5.090	1.191	1.516	1.313	
Juillet	2.499	417	44	121	582	23	510	533	2.548		5.140	882	2.216	2.270	
Août	2.548	905	24	129	1.058	32	778	810	2.796		3.739	1.555	1.298	1.302	
Septembre	2.796	694	28	168	890	27	953	980	2.706		4.260	1.592	979	1.341	
Octobre	2.706	359	34	120	513	40	537	577	2.642		4.257	1.609	996	1.896	
Novembre	2.642	438	40	104	582	30	503	533	2.691		4.069	1.491	938	1.330	
Décembre	2.691	251	55	153	459	63	497	560	2.590	41.756	4.398	1.650	892	1.671	
1961 Janvier	2.590	585	89	272	946	110	511	621	2.915		4.426	1.050	1.899	3.090	
Février	2.915	712	65	202	979	159	711	870	3.024		4.139	1.631	1.415	1.889	
Mars	3.024	515	168	199	882	81	764	845	3.061		4.237	1.437	1.405	1.761	
Avril	3.061	398	52	110	560	36	420	456	3.165		4.427	1.160	1.638	1.788	
Mai	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467	
Juin	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342	
Juillet	3.077	654	132	88	874	256	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581	
Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500	
Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537	
Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982	
Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363	
Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617	
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177	
Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697	
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488	
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026	
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593	
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1955	1956	1957	1958	1959	1955	1956	1957	1958	1959
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	0,6	0,7	1,0	1,4	1,7	0,6	0,7	0,9	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	4,4	5,1	6,2	7,1	7,8	1,1	1,3	1,6	1,8	2,0
Prêts sur police	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,3	2,5	2,5	2,9	3,5	2,1	2,2	2,4	2,8	3,1
Valeurs étrangères	0,2	0,5	0,5	0,5	0,8	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3
Titres garantis par le Congo	0,1	0,2	0,2	0,2	0,4	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	1,9	2,1	2,2	2,6	3,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
Titres des autres organismes										
parastataux	1,5	1,5	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,1	1,0	1,6	1,7	1,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6
Obligations de sociétés belges	4,8	5,5	6,0	6,4	7,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	1,8	2,0	2,3	2,5	1,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des valeurs mobilières ...	13,7	15,3	16,3	17,8	19,6	4,7	5,1	5,2	5,9	6,5

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	19,7	22,1	24,4	27,0	31,0	6,7	7,4	8,2	9,0	9,8

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1953	1,47
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1960 4 ^e trimestre .	2,59
1961 1 ^{er} trimestre .	2,65
2 ^e trimestre .	2,84
3 ^e trimestre .	2,75
4 ^e trimestre .	2,89
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraites.

Modalités d'épargne	1952		1953		1954		1955		1956		1957		1958		1959		1960	
1. Epargne-dépôts ¹ :																		
Caisses d'épargne	8,2		6,4		5,5		5,1		6,3		5,6		10,9		10,4		6,0	
Banques	2,4		2,8		3,0		2,2		-0,7		1,1		4,6		5,1		4,0	
Institutions parastatales de crédit ..	0,4		0,7		0,3		-0,2		0,3		-0,5		2,2		0,3		1,2	
Total ...		11,0		9,9		8,8		7,1		5,9		6,2		17,7		15,8		11,2
2. Epargne-réserves ¹ :																		
Organismes de pensions	3,1		3,1		3,4		3,8		3,6		5,2		4,0		3,1		3,6	
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0		1,0		1,0		1,1		1,2		1,0		1,1		0,9		0,7	
Caisses de vacances annuelles	0,6		0,5		0,1		0,3		0,1		0,4		-0,1		—		—	
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,7		2,9		3,1		3,4		3,5		3,5		3,8		5,4		4,9	
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2		0,1		0,1		0,2		0,2		0,2		0,3		0,1		0,2	
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2		0,2		0,2		0,3		0,3		0,4		0,3		0,4		0,4	
Total ...		7,8		7,8		7,9		9,1		8,9		10,7		9,4		9,9		9,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :																		
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,6		3,2		2,9		2,7		2,1		1,8		1,9		1,8		1,2	
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,3		4,9		5,2		6,2		6,5		7,0		7,4		8,5		9,1	
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	5,4		6,4		7,3		7,9		7,4		8,9		9,1		10,3		11,5	
Total ...		12,3		14,5		15,4		16,8		16,1		17,6		18,3		20,6		21,8
4. Emissions de capitaux :																		
Nouveaux placements du public ...	11,0		6,1		13,1		10,5		7,9		13,6		16,2		11,0		14,5	
Total (1 à 4)	42,1		38,3		45,2		43,5		38,8		48,1		61,6		57,3		57,3	
Doubles emplois ² ...	-0,8		-0,3		0,1		0,1		-0,8		0,3		-2,6		0,6		0,4	
Total net (1 à 4) ...	41,3		38,0		45,3		43,6		38,0		48,4		59,0		57,9		57,7	
5. Epargne interne des entreprises :																		
Amortissements	23,6		23,2		23,8		25,4		28,5		30,9		29,8		30,7		35,0	
Epargne nette	9,0 ³		7,8 ³		7,8 ³		9,6 ³		10,0		9,2		5,2		6,0		10,4	
Total ...		32,6		31,0		31,6		35,0		38,5		40,1		35,0		36,7		45,4
Total général (1 à 5) ...		73,9		69,0		76,9		78,6		76,5		88,5		94,0		94,6		103,1

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public ²					Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(5) = (3) + (4)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5	
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,8	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7	
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8	
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1	
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1956	23,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5
		1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0
		1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
		1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
		1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
		1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi		1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3
		1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7
		1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
		1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
		1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
		1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	— corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
		1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
		1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
		1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission ⁶	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
		1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
		1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
		1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	

¹ Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7.

² Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1959	Mai	R.T.T.	4,75	98,25	11 ans	1.500	4,99
	Juin	Etat belge 1959-1974	4,75	98,25	à 10 ou 15 ans	4.098	5,05
	Juillet	Ville de Liège	5,00	98,00	10 ans	400	5,30
	Septembre	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	C.N.C.P.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 ⁴
	Avril	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,18
	Juin	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	S.N.C.B.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 ⁴
	Novembre	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,50 ⁴	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.924	5,73 ⁴
	Novembre	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 ⁴
1961	Janvier	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 ⁴
	Avril	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 ⁴
	Juin	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁷	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Avril	Ville d'Anvers	5,25 - 5,50 - 5,75 - 6,00 ⁸	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 ⁴
	Décembre	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,48
	Juin	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent (XVI 1, colonne (1)) parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

3 Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5% de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

6 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

9 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

10 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

11 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission
Mois	Jour						
1959	Décembre	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13
	Mars	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,82 ⁴
	Octobre	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

5 Emprunt de conversion.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe 2	Dette indirecte	Dette totale 2
	intérieure					extérieure					
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Juillet	206,8	17,9	77,2	28,3	330,2	17,9	18,6	36,5	366,7	21,3	388,0
Août	206,6	17,9	78,6	27,9	331,0	17,9	19,0	36,9	367,9	21,3	389,2
Septembre	206,5	18,1	78,4	27,2	330,2	17,7	20,3	38,0	368,2	21,2	389,4
Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1

1 E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

A = généralement accessibles au public 1.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1952	1953	1954	1955	1956			1957			1958			1959			1960		
					A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Etat ^{2 3}	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	190,3	143,6	50,9	194,5	154,9	46,4	201,3	169,8	43,7	213,5	186,8	42,7	229,5
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	24,8	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,4	38,0	24,2	15,7	39,9
Congo	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	10,6	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	12,2	1,3	13,5	10,8	1,3	12,1
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	36,5	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,7	1,2	49,9	52,6	1,1	53,7
Organismes paraétatiques d'exploitation	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	34,9	31,6	4,1	35,7	29,9	4,7	34,6	33,0	5,8	38,8	32,2	6,1	38,3
Organismes paraétatiques de crédit	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	37,1	28,7	13,8	42,5	34,0	15,7	49,7	39,6	17,5	57,1	45,4	19,1	64,5
Total ...	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds spécial d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

b) Par détenteurs

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959			1960		
						A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,4	8,0	8,6	0,3	8,9	10,3	0,2	10,5	11,3	0,3	11,6
Fonds des Rentes	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	—	4,0	3,2	—	3,2	4,5	—	4,5	6,6	—	6,6
Organismes monétaires ²	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7	35,7	37,7	73,4
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,5	13,7	52,2	40,5	14,8	55,3
b) Organismes de sécurité sociale	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,0	56,8	39,0	21,8	60,8
c) Fonds de pensions spéciaux	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,3	0,3	2,6	2,5	0,6	3,1
d) Entreprises d'assurances	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	19,1	3,6	22,7	21,2	4,5	25,7
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	96,8	37,6	134,4	103,3	41,7	145,0
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7	3,3	0,3	3,6
Entreprises et particuliers ⁴	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	10,2	155,9	160,8	9,1	169,9	176,9	8,1	185,0	191,8	6,0	197,8
Total général ...	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

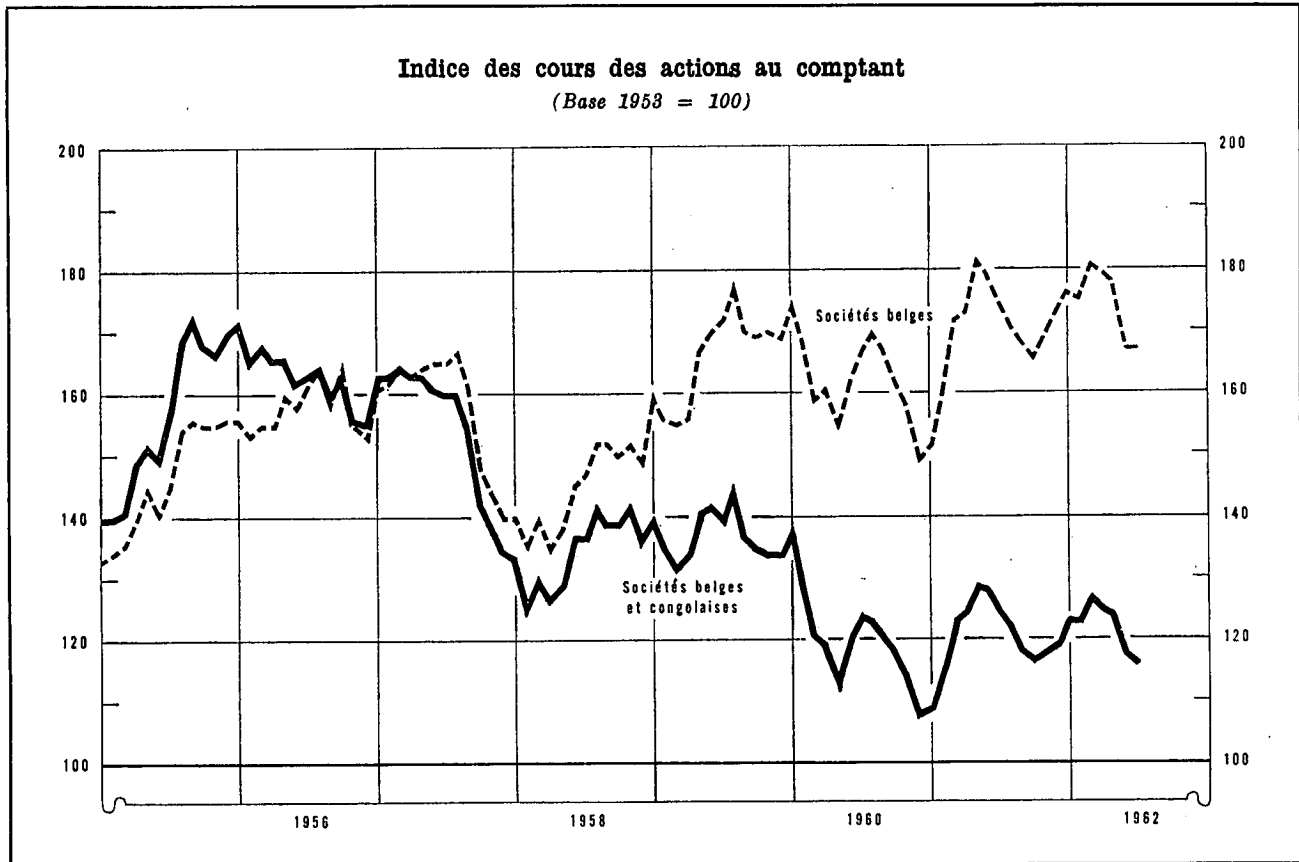
³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émise jusqu'au 30 juin 1960 ».

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séances - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions			Taux de rendement % 3	
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges			
(Base 1953 = 100) 2 4						
1952 Moyenne mensuelle .	79	99	98	104	4,5	n.d.
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1

	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Janvier	75	97	109	123	152	176	109	116	5,8	3,3	2,9	3,1
Février	114	96	116	123	161	175	115	117	5,7	3,3	2,8	3,1
Mars	161	113	123	127	172	181	119	119	5,1	3,2	2,9	3,1
Avril	137	104	125	125	173	179	122	117	5,3	3,2	3,0	3,1
Mai	180	109	129	124	182	177	123	117	5,1	3,3	2,9	3,2
Juin	105	85	128	117	179	167	122	112	4,0	3,3	3,1	3,3
Juillet	77	62	125	116	175	167	117	110	4,2	3,1	3,1	3,2
Août	77		122		171		116		4,1		3,2	
Septembre	73		118		168		112		3,9		3,3	
Octobre	78		117		166		110		3,7		3,3	
Novembre	88		118		168		112		3,8		3,2	
Décembre	85		119		171		111		3,5		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.
 3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1952	52	2.623	2.270	593	—	259	35	912	24
1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305

Sociétés financières et immobilières ⁵

1952	1.094	9.295	8.113	1.434	36	957	63	3.266	141
1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	99	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.653	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	9.963	467

Industrie des fabrications métalliques

1952	1.080	8.232	7.177	2.066	89	882	110	1.249	50
1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.915	120

Métallurgie du fer

1952	105	7.858	8.747	1.689	5	1.039	81	2.358	124
1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.763	232

Industrie textile

1952	1.033	7.654	11.158	1.146	183	507	100	482	27
1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	457	26

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1952	718	6.219	4.020	709	82	396	54	591	31
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	872	62

Industrie chimique

1952	489	8.001	5.414	1.509	66	624	57	1.073	50
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.266	76

Electricité

1952	49	12.295	2.649	1.243	0,3	1.036	77	4.300	199
1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330

Industrie du charbon

1952	61	7.077	6.046	1.206	65	1.007	94	848	47
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	780	50

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1952	11.706	94.884	75.821	16.827	892	8.950	1.012	17.446	827
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.349	1.989

Note : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1952	409	22.094	12.226	7.557	134	3.829	277	1.183	49
1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	3.183	78

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1952	12.115	116.978	88.047	24.384	1.026	12.779	1.289	18.629	876
1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.995	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	40.532	2.067

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 Janvier	146	2,5	1,0	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	368	3,7	3,0	0,7	0,1	0,7	0,3
3 premiers mois	2.266	19,6	12,5	2,7	0,4	1,8	0,5
4 premiers mois	5.589	54,6	34,0	7,0	1,0	4,2	0,7
5 premiers mois	9.358	102,7	63,2	13,1	2,4	7,4	0,8
6 premiers mois	11.272	121,7	78,0	15,9	2,7	8,7	1,0
7 premiers mois	11.929	129,8	83,6	16,8	2,8	9,2	1,2
8 premiers mois	12.121	130,8	84,4	16,9	2,8	9,2	1,3
9 premiers mois	12.507	133,3	86,2	17,4	2,9	9,4	1,4
10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	p 101	3,0	1,1	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	p 270	3,8	2,7	0,7	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	p 1.739	21,8	13,5	3,3	0,8	2,1	0,5
4 premiers mois	p 4.393	67,6	40,5	9,1	1,6	5,2	0,7
5 premiers mois	p 7.297	110,7	66,3	14,4	2,8	8,0	0,8
6 premiers mois	p 8.872	124,6	77,1	16,7	3,1	9,1	1,0
7 premiers mois	p 9.355	131,2	81,9	17,7	3,2	9,7	1,2
8 premiers mois	p 9.520	131,9	82,4	17,8	3,2	9,7	1,3
9 premiers mois	p 9.818	133,2	83,7	18,0	3,2	9,8	1,4
10 premiers mois	p 10.301	141,9	86,8	19,1	3,4	10,5	1,5
11 premiers mois	p 10.610	154,9	95,3	21,2	3,5	11,6	1,7
12 mois	p 10.959	163,3	100,7	22,2	3,6	12,2	1,9

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 Janvier	4	0,1	0,1	...	...	...	0,1
2 premiers mois	11	0,2	0,2	0,1	...	...	0,1
3 premiers mois	27	1,4	0,2	0,2	...	...	0,1
4 premiers mois	58	1,8	0,8	0,3	...	0,2	0,1
5 premiers mois	158	22,9	12,7	7,2	...	5,0	0,1
6 premiers mois	309	36,4	17,0	8,6	0,2	6,4	0,1
7 premiers mois	364	42,3	20,6	9,4	0,2	7,1	0,1
8 premiers mois	376	43,0	20,9	9,5	0,3	7,1	0,1
9 premiers mois	384	43,2	21,0	9,5	0,3	7,1	0,1
10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	p 3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	p 14	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	p 32	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	p 82	20,6	11,0	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	p 181	31,0	13,7	6,4	0,5	4,0	0,1
7 premiers mois	p 225	34,6	15,3	6,7	0,7	4,1	0,1
8 premiers mois	p 231	34,7	15,3	6,7	0,7	4,1	0,1
9 premiers mois	p 242	35,7	15,8	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	p 270	36,7	16,1	6,9	0,7	4,2	0,1
11 premiers mois	p 287	39,0	16,9	7,0	0,8	4,3	0,1
12 mois	p 310	40,9	18,7	7,2	1,0	4,4	0,1

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 Janvier	150	2,6	1,1	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	379	3,9	3,2	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.293	21,0	12,7	2,9	0,4	1,8	0,6
4 premiers mois	5.647	56,4	34,8	7,3	1,0	4,4	0,8
5 premiers mois	9.516	125,6	75,9	20,0	2,4	12,4	0,9
6 premiers mois	11.581	158,1	95,0	24,5	2,9	15,1	1,1
7 premiers mois	12.293	172,1	104,2	26,2	3,0	16,3	1,3
8 premiers mois	12.497	173,8	105,3	26,4	3,1	16,3	1,4
9 premiers mois	12.891	176,5	107,2	26,9	3,2	16,5	1,5
10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	p 104	3,7	1,5	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	p 276	4,6	3,1	0,7	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	p 1.753	22,8	13,9	3,4	0,3	2,1	0,5
4 premiers mois	p 4.425	69,3	41,1	9,2	1,6	5,3	0,7
5 premiers mois	p 7.379	131,4	77,3	19,9	3,0	11,5	0,8
6 premiers mois	p 9.053	155,6	90,8	23,1	3,6	13,1	1,1
7 premiers mois	p 9.580	165,8	97,2	24,4	3,9	13,8	1,3
8 premiers mois	p 9.751	166,6	97,7	24,5	3,9	13,8	1,4
9 premiers mois	p 10.060	168,9	99,5	24,8	3,9	14,0	1,5
10 premiers mois	p 10.571	178,6	102,9	26,0	4,1	14,7	1,6
11 premiers mois	p 10.897	193,9	112,2	28,2	4,3	15,9	1,8
12 mois	p 11.269	204,2	119,4	29,4	4,6	16,6	2,0

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (8).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1952	18.012	2.755	1.398	est. 600 ³	est. 798 ³	n.d.	est. 798 ³	est. 3.553 ³	5.641 ⁴
1953	4.601	1.556	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	5.817	1.213	1.631	— 418	957	539	6.356	11.130

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁵

1952	7.404	2.457	212	n.d.	212	n.d.	212	2.669	1.811 ⁴
1953	3.271	2.002	130	n.d.	130	n.d.	130	2.132	1.834 ⁴
1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.728	20	167	— 147	— 21	— 168	1.560	1.461

Total général

1952	25.416	5.212	1.610	est. 600 ³	est. 1.010 ³	n.d.	est. 1.010 ³	est. 6.222 ³	7.452 ⁴
1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.047	1.519	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.545	1.233	1.798	— 565	936	371	7.916	12.591

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 5).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

⁵ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. ³).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1959 6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	...	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	...	460
12 mois	10.227	3.324	3.196	6.520	2.442	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.950	1.016	79	1.095	731	63	...	63
6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.016	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1961 Janvier	398	122	146	268	...	...	...	...
Février	1.644	327	...	327	6	...	...	...
Mars	887	196	30	226	22	...	...	...
Avril	1.385	189	131	320	...	...	...	...
Mai	769	344	...	344	30	6	...	6
Juin	1.790	669	50	719	87	...	...	...
Juillet	950	268	90	358	...	...	...	...
Août	473	234	25	259	...	...	...	...
Septembre	649	299	...	299	...	...	...	...
Octobre	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier p	718	213	100	313	...	...	...	...
Février p	1.137	220	...	220	...	...	...	...
Mars p	1.456	674	5	679	19	...	...	...
Avril p	924	304	1.000	1.304	...	...	...	...
Mai p	2.359	343	...	343	...	...	...	...
Juin p	989	214	...	214	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (3) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	308	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	3.226	187	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1960 4 ^e trimestre	2.482	800	...	1.452	1.272	1	2.599	862	4.734	90
1961 1 ^{er} trimestre	2.527	1.084	...	1.409	1.449	...	2.464	1.107	5.020	3
2 ^e trimestre	2.381	2.128	...	1.573	1.993	...	3.224	865	6.082	...
3 ^e trimestre	2.320	2.766	...	1.650	2.069	...	3.703	964	6.738	...
4 ^e trimestre	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	943	1.968	1.484	...	...	2.934	...	4.418	243
1961 Juillet	2.101	3.184	...	1.703	2.239	...	3.782	967	6.988	...
Août	2.423	2.667	...	1.809	2.069	...	3.820	1.010	6.899	...
Septembre	2.421	2.471	...	1.432	1.908	...	3.504	912	6.324	...
Octobre	2.777	1.415	...	1.490	1.595	...	3.037	1.050	5.682	17
Novembre	2.573	1.187	...	1.721	2.051	...	2.819	611	5.481	2
Décembre	2.794	1.282	...	1.178	1.674	10	2.166	1.404	5.254	261
1962 Janvier	2.680	74	22	1.216	965	...	1.864	1.163	3.992	844
Février	1.236	733	15	1.175	1.755	15	550	839	3.159	1.536
Mars	1.600	539	...	1.608	1.355	...	1.248	1.144	3.747	339
Avril	1.389	576	...	1.991	1.497	...	1.329	1.130	3.956	367
Mai	1.517	675	2.682	1.774	...	...	3.100	...	4.874	362
Juin	1.614	1.579	1.230	1.182	...	...	3.241	...	4.423	...
Juillet	1.087	2.208	1.786	1.986	...	...	3.095	...	5.081	...

* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION
Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1953	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1960 4 ^e trimestre	39	3	192	309	167	312	359	245	56	557	415
1961 1 ^{er} trimestre	39	3	208	378	161	381	369	258	60	639	429
2 ^e trimestre	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
3 ^e trimestre	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 ^e trimestre	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	488	318	491	321	276	64	767	385
2 ^e trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
1961 Juin	39	3	274	445	175	448	449	275	65	723	514
Juillet	39	3	268	400	176	403	444	251	59	654	503
Août	39	3	293	406	164	409	457	254	64	663	521
Septembre	39	3	256	384	153	387	409	243	61	630	470
Octobre	39	3	239	454	183	457	422	286	66	743	488
Novembre	39	3	221	434	175	437	396	269	65	706	461
Décembre	39	3	200	463	185	466	385	265	63	731	448
1962 Janvier	39	3	169	521	181	524	350	294	68	818	418
Février	39	2	115	458	177	460	292	257	59	717	351
Mars	39	3	155	486	166	489	321	278	66	767	387
Avril	39	3	147	479	184	482	331	279	63	761	394
Mai	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 806 jours	autres effets publics
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 366 jours 1			
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre ..	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,25	
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	>	—	6,—	
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75		—	5,75	
3 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50		—	5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25		—	5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—		—	5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75		—	4,75	
24 décembre ..	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	—	5,—		
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	—	6,25		
		représentatives d'importations | d'exportations								
10 novembre ..	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	—	6,25		
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	—	6,—		
							Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 806 jours	
28 décembre ..	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	2,25	4,50	5,25	5,75
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

* Quotité de l'avance au 31 juillet 1962.

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 806 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1- 1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1- 1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1961 Août	2,53
Septembre	2,50
Octobre	2,54
Novembre	2,44
Décembre	2,25
1962 Janvier	1,51
Février	1,48
Mars	1,87
Avril	1,74
Mai	1,82
Juin	2,32
Juillet	2,73

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 8		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1959 6 janv.	3,398	3,646	3,860
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1961 Août ...	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50				
Sept.	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	1961 5 sept. .	4,711	4,800	4,900
Oct.	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	3 oct. .	4,703	4,800	4,900
Nov.	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	7 nov. .	4,700	4,800	4,900
Déc.	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	5 déc. .	4,700	4,800	4,900
						1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1962 Janv. .	3,10	3,35	3,60	—	3,80 3,99	6 févr. .	3,766	3,802	3,958
Févr. .	3,—	3,20	3,40	—	3,60 3,65	6 mars	3,700	3,750	3,850
Mars	2,90	3,10	3,30	—	3,50 3,54	3 avril .	3,541	3,587	3,604
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40 3,43	3 mai .	3,481	3,500	3,550
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30 3,34	5 juin .	3,396	3,450	3,500
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25 3,25	3 juillet	3,370	3,450	3,498
Juillet .	2,50	2,75	3,—	—	3,30 3,28	7 août .	*	3,450	3,500

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

4 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028).

5 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques.

Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours des certificats de trésorerie B, comme d'ailleurs celui des certificats de trésorerie A ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

6 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

7 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

8 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 ¹ Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	jusqu'à 100.000 F	de 100.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	jusqu'à 200.000 F	au-delà de 200.000 F	
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ³	au-delà de 250.000 F	
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
1961 Juillet	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	
Août	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	
Septembre	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	
Octobre	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	
Novembre	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	
Décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— ³	2,— ⁴	
1962 Janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ³	2,— ⁴	
Février	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ³	2,— ⁴	
Mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	
Avril	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	
Mai	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	
Juin	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	
Juillet	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	

¹ Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — ² De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — ³ Durant les années 1958, 1960 et 1961, majoration d'intérêts de 0,30 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — ⁴ A partir du 1er janvier 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 ^{re} s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,5 %	
1953	4,48	—	4,85 ¹	5,09 ²	—	5,05
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1961 Août	4,35	5,45	5,54	5,89	5,77	5,77
Septembre	4,35	5,33	5,37	5,85	5,75	5,73
Octobre	4,35	5,33	5,32	5,81	5,75	5,71
Novembre	4,36	5,37	5,35	5,79	5,75	5,70
Décembre	4,39	5,27	5,26	5,71	5,70	5,63
1962 Janvier	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
Février	4,39	5,16	5,26	5,58	5,55	5,49
Mars	4,39	4,93	5,11	5,47	5,52	5,39
Avril	4,38	4,63	4,96	5,37	5,44	5,28
Mai	4,35	4,50	4,86	5,28	5,39	5,20
Juin	4,29	4,41	4,62	5,20	5,28	5,13
Juillet	4,23	4,51	4,68	5,21	5,25	5,14
Août	4,23	4,28	4,60	5,06	5,17	5,01

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — ² Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			18	2,75												
Mai	19	5,60														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—									15	2,50
Mai											17	4,25	11	5,—		
Juillet											16	5,—				
Août			28	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50					15	3,—				
Novembre .			7	2,50			20	4,—								
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		

¹ Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 8 juin	1962 7 juin	1961 6 juillet	1962 5 juillet
ACTIF								
Encaisse or	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	141	3.969	5.744	9.985	8.574	12.978	9.333	12.726
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	656	1.314	740	2.348	740	2.793
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>						2.006		2.451
<i>Autres opérations</i>						342		342
Monnaies divisionnaires	84	101	23	18	30	11	23	9
Comptes courants postaux	512	669	561	553	508	608	562	669
Prêts à l'Etat	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	5.450 ²	6.500 ²	5.450 ²
Avances à l'Etat	4.337	2.640 ³	901 ³	2.358 ³	1.520 ³	2.240 ³	2.275 ³	3.772 ³
Portefeuille d'escompte :	22.217	16.392	18.851	18.675	16.388	15.681	16.343	16.028
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.707	4.232	5.118	5.846	5.352	5.936	5.528	6.004
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	3	1	1	1	1	—	1	1
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ⁴	481	699	878	797	498	373	370	164
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	15.026	11.460	12.854	12.031	10.537	9.372	10.444	9.859
Effets négociables achetés en France ⁵	2.609	2.827	3.554	2.878	2.592	2.553	2.988	2.437
Avances à 30 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	184	195	170	187
Avances sur titres	97	83	70	74	65	65	70	73
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	763	863	529	553	259	384	312	440
Divers	562	627	764	834	776	1.277	754	1.224
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	42.458	48.112	44.392	50.130

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.694	34.947	39.320	44.348	39.545	44.560	41.359	46.579
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	1.696	1.931	1.830	2.009
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	1	1	—	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	4.564	1.965	967	1.561	696	133	792	154
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>)						710		770
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.155	978	1.098	1.029	999	1.087	1.038	1.084
Capital de la Banque	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers	1.315	1.122	1.144	1.163	1.067	1.471	1.053	1.392
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	42.458	48.112	44.392	50.130

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1961 7 June	1962 6 June	1961 5 July	1962 4 July
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.035	2.136	2.237	2.313	2.312	2.363	2.362	2.363
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	2	1	...	1	...	1	...
Amount of Fiduciary Issue	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.375	2.375	2.375
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.375	2.375	2.375

Notes Issued :								
In Circulation	2.013	2.116	2.212	2.302	2.303	2.304	2.338	2.325
In Banking Department	37	34	38	23	22	71	37	50
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.375	2.375	2.375

Banking Department

Government Securities	265	274	425	507	412	433	368	354
Other Securities :								
Discounts and Advances	10	33	28	44	56	51	108	66
Securities	22	20	19	20	18	18	18	18
Notes	37	34	38	23	22	71	37	50
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	335	362	511	595	509	574	532	489

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	3	4
Public Deposits :	17	12	18	13	10	12	12	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	—	155	241	154	233	154	157
Other Deposits :								
Bankers	229	264	251	249	251	240	271	231
Other Accounts	70	67	68	73	76	71	77	71
Total ...	335	362	511	595	509	574	532	489

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1961 7 June	1962 6 June	1961 5 July	1962 4 July
ASSETS								
Gold certificate account	19.013	18.186	16.413	15.445	16.080	15.018	16.211	14.985
Redemption fund for F.R. notes	938	978	1.066	1.170	1.046	1.155	1.041	1.170
Total gold certificate reserves ...	19.951	19.164	17.479	16.615	17.126	16.173	17.252	16.155
F.R. notes of other Banks	477	524	525	—	—	—	—	—
Cash	336	359	363	320	370	334	339	355
Discounts and advances	64	458	33	130	65	106	61	113
Industrial loans .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	43	44	54	48	37	31	35	32
Held under repurchase agreement	6	31	20	3	—	—	—	32
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.250	2.606	2.900	3.193	2.829	3.312	2.939	3.306
Certificates	18.650	10.507	9.060	1.699	6.517	5.617	6.511	5.718
Notes	2.868	11.010	12.481	19.984	14.599	17.182	14.646	17.277
Bonds	2.484	2.484	2.543	3.846	3.234	3.838	3.287	3.893
Total bought outright ...	26.252	26.607	26.984	28.722	27.179	29.949	27.383	30.194
Held under repurchase agreement	95	41	400	159	—	—	—	140
Total U.S. Government securities ...	26.347	26.648	27.384	28.881	27.179	29.949	27.383	30.334
Total loans and securities	26.460	27.181	27.491	29.062	27.281	30.086	27.479	30.511
Due from foreign banks .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	5.631	6.438	6.809	6.125	4.054	4.703	4.138	5.041
Bank premises	94	100	108	111	108	106	111	106
Other assets	146	262	209	237	223	345	273	714
Total assets ...	53.095	54.028	52.984	52.470³	49.162³	51.747³	49.592³	52.882³
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27.872	28.262	28.449	28.802	27.326	28.500	27.745	28.929
Deposits :								
Member bank reserves	18.504	18.174	17.080	17.387	16.359	17.198	16.524	17.889
U.S. Treasurer - general account	358	504	485	465	420	450	349	490
Foreign	273	345	217	279	227	202	275	306
Other	391	693	554	320	246	344	234	294
Total deposits ...	19.526	19.716	18.336	18.451	17.252	18.194	17.382	18.979
Deferred availability cash items	4.335	4.847	4.941	3.825	3.185	3.528	3.075	3.462
Other liabilities and accrued dividends ...	22	29	32	59	49	76	46	62
Total liabilities ...	51.755	52.854	51.758	51.137	47.812	50.298	48.248	51.432
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	363	388	409	445	423	455	425	458
Surplus	868	775	817	888	817	888	817	888
Other capital accounts	109	11	...	...	110	106	102	104
Total liabilities and capital accounts ...	53.095	54.028	52.984	52.470³	49.162³	51.747³	49.592³	52.882³
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	68	82	230	126	160	112	155	82
Industrial loan commitments	1	...	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	42,1 %	39,9 %	37,4 %	34,8 %	38,1 %	34,4 %	38,0 %	33,5 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » include \$ 303 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1961 5 juni	1962 4 juni	1961 10 juli	1962 9 juli
ACTIVA								
Goud	3.972	4.281	5.487	5.698	5.252	5.698	5.464	5.698
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.603	786	1.107	484	741	791	790	812
Buitenlandse betaalmiddelen	1	1	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	88	71	40	14	58	11	53	11
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ² .....	...	6	...	48	...	34	...	8
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	181	547	249	523	212	225	192	347
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	40	62	12	52	10	6	5	10
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	24	35	51	21	21	19	21	20
Belegging van kapitaal en reserves	159	165	174	183	178	186	178	188
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	15	12	12	8	4	9	5	8
Totaal ...	6.084	5.967	7.133	7.032	6.477	6.980	6.709	7.103
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.418	4.513	4.900	5.279	4.912	5.348	4.978	5.323
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.284	1.139	1.603	1.421	1.289	1.325	1.379	1.426
<i>'s Rijks schatkist</i>	643	528	934	995	315	362	170	459
<i>Banken in Nederland</i>	485	484	519	283	779	776	990	779
<i>Andere ingezetenen</i>	156	127	150	143	195	187	219	188
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	97	65	59	77	40	64	113	109
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	—	56	48	71	32	54	107	101
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	22	9	11	6	8	10	6	8
<i>Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden</i>	75	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	64	6	320	14	12	15	11	14
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	142	152	164	168	164	168	164	168
Diverse rekeningen	59	72	67	53	40	40	44	43
Totaal ...	6.084	5.967	7.133	7.032	6.477	6.980	6.709	7.103
¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden	1	9	...	...	...	...	...	...
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1958 — Staatsblad nr 99)	11	8	5	3	5	3	3	...
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	110	105	110	69	72	64	72	65

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre p	1961 marzo	1962 marzo p	1961 aprile	1962 aprile p
Oro in cassa	5	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	11	10	12	9	12	15	11
Portafoglio ²	386	430	443	500	423	466	420	475
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	34	46	64	107	93	120	114	155
Prorogati pagamenti	—	—	7	6	—	4	...	3
Ufficio italiano dei cambi	—	—	1.257	1.810	1.183	1.665	1.175	1.649
Disponibilita in divisa all'estero	62	62	63	63	63	64	63	65
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	56	70	75	83	73	92	73	92
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.654	2.191	119	121	120	173	128	171
Partite varie	3	3	2	—	2	—	3	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	64	—	64	—	64	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	485	485	485	485	485	485
Emissioni per forze alleate	145	145	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	137	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	325	128	20	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	—	—	1	—	—	—	—
Spese	41	44	43	42	7	6	8	8
Totale attivo ...	3.298	3.557	3.652	4.230	3.522	4.087	3.548	4.114
Circolazione dei biglietti ⁴	2.061	2.237	2.424	2.779	2.262	2.528	2.245	2.591
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	26	28	23	39	16	15	17	17
Depositi in c/c liberi	167	130	117	117	81	95	81	87
Conti correnti vincolati	774	772	694	797	799	881	707	713
Creditori diversi	211	173	170	187	179	246	171	257
C/c servizio tesoreria	—	146	159	263	153	307	296	435
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	17	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	—	—
Aiuti internazionali	14	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	5	16	—	20	2	18	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	3	4	3	4	3	4
Fondo di riserva straordinario	1	2	2	2	2	2	2	2
Rendite	42	45	44	42	7	6	8	8
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	1	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	3.298	3.557	3.652	4.230	3.522	4.087	3.548	4.114
Depositanti in titoli e valori	4.413	3.604	4.407	4.775	4.173	4.337	4.150	4.721
¹ Comprese monete di Stato	8	8	5	6	5	8	5	7
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	437	482	419	461	413	471
³ Comprese operazioni con privati	—	—	3	3	4	3	4	3
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	2	2	2	2	1	—
⁵ Compresi vaglia e assegni	17	16	14	21	10	12	8	12

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1961 7 Juni	1962 7 Juni	1961 7 Juli	1962 6 Juli
AKTIVA							
Gold	10.934	12.286	14.426	13.617	14.439	13.919	14.439
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.249	15.905	11.387	13.019	9.536	13.241	10.168
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	130	157	292	326	272	311	296
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	4.817	3.657	2.442	3.156	2.426	3.135	2.412
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	3.156	1.993	1.038	1.728	1.024	1.717	1.013
<i>b) an Weltbank</i>	1.486	1.560	1.342	1.345	1.342	1.345	1.342
Deutsche Scheidemünzen	88	91	57	114	85	104	84
Postcheckguthaben	226	193	281	166	160	128	147
Inlandswechsel	853	1.283	1.146	1.136	1.119	1.212	1.525
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	80	137	...	19	4	...	6
Lombardforderungen	234	419	220	27	22	33	29
Kassenkredite	265	79	167	2	590	1	...
Wertpapiere	235	324	1.484	637	1.428	687	1.428
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	5.731	3.561	3.432	3.074	4.051	3.168	4.396
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen	1.211	1.987	2.636	1.858	2.115	1.858	2.475
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	—	3.778	3.101	3.703	3.863	3.703
Ausgleichsbedarf für Neubewertung der Geld-, Gold und Devisendepositionen ...	—	—	—	1.475	—	—	—
Sonstige Aktiva	311	370	307	343	200	269	261
	33.364	39.849	42.055	42.070	40.150	41.929	41.369

PASSIVA

Banknotenumlauf	19.046	20.470	22.992	19.884	22.208	20.746	22.710
Einlagen von	11.605	16.696	16.600	19.044	15.551	18.163	16.147
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	9.344	13.036	11.615	12.575	10.491	10.723	9.790
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.039	3.440	4.733	6.229	4.817	7.188	6.124
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	222	220	252	240	243	252	233
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	672	447	368	1.031	402	1.121	380
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	299	282	274	925	378	885	348
<i>Sonstige</i>	373	165	94	106	24	236	32
Rückstellungen	671	806	867	1.077	950	867	950
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	522	562	588	588	638	588	638
Sonstige Passiva	558	578	350	156	111	154	254
	33.364	39.849	42.055	42.070	40.150	41.929	41.369

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 7 juin	1962 7 juin	1961 7 juillet	1962 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	8.329	8.369	9.455	11.078	9.718	10.424	9.934	10.533
Devises	561	535	583	842	1.301	828	1.465	1.403
Portefeuille effets sur la Suisse	58	58	53	70	48	65	48	55
<i>Effets de change</i>	58	58	53	70	48	65	48	55
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Avances sur nantissement	22	40	38	66	13	16	18	18
Titres	45	44	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	...	1	17	17	16	17	16
<i>autres</i>	44	44	42	26	26	27	26	27
Correspondants :		52	52	65	21	16	14	29
<i>en Suisse</i>	33	45	45	58	11	7	6	14
<i>à l'étranger</i>		7	7	7	10	9	8	15
Autres postes de l'actif	35	28	30	30	25	30	30	35
Total ...	9.083	9.126	10.254	12.194	11.169	11.422	11.552	12.116

PASSIF								
Fonds propres	50	51	52	53	53	54	53	54
Billets en circulation	6.109	6.344	6.854	7.656	6.504	7.246	6.659	7.362
Engagements à vue	2.726	2.535	2.756	2.947	2.980	2.479	3.206	3.058
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.541	2.330	2.288	1.996	2.115	1.890	1.936	2.435
<i>Autres engagements à vue</i>	185	205	468	951	865	589	1.270	623
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	—	390	293	400	400	400	400
Autres postes du passif	198	196	202	210	197	208	199	207
Total ...	9.083	9.126	10.254	12.194	11.169	11.422	11.552	12.116

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	31	31	30	30	Passif						
	décembre 1960	décembre 1961	mai 1961	mai 1962	juin 1961	juin 1962	décembre 1960	décembre 1961	mai 1961	mai 1962	juin 1961	juin 1962	
I. Or en lingots et monnayé	1.636	2.340	1.990	2.478	1.893	2.695	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	60	79	94	51	107	59	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	277	193	435	125	796	134	II. Réserves :	23	24	23	24	24	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	19	16	19		20		1. Fonds de Réserve légale	10	11	10	11	11	12
2. Bons du Trésor	258	177	416		776		2. Fonds de Réserve générale	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	13	59	14	40	13	31	III. Dépôts (or) :	1.812	2.089	1.969	2.078	2.059	2.178
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.130	1.217	1.159	1.329	1.163	1.158	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	918	1.019	962	1.118	952	979	a) de 9 à 12 mois	—	28	—	10	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	7	4	3	4	3	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	40	—	50
c) de 3 à 6 mois	144	154	187	145	193	133	c) de 3 à 6 mois	24	10	24	38	24	38
d) de 6 à 9 mois	3	—	—	22	1	3	d) à 3 mois au maximum ...	329	182	412	147	405	147
e) de 9 à 12 mois	55	7	7	31	7	31	e) à vue	1.372	1.802	1.482	1.781	1.578	1.862
f) à plus d'un an	3	33	—	9	7	9	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	730	665	638	670	676	561	a) de 9 à 12 mois	—	10	—	—	—	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	73	10	39	10	59	—	c) de 3 à 6 mois	6	—	6	—	6	10
b) de 3 à 6 mois	39	10	57	58	51	72	d) à 3 mois au maximum ...	21	28	18	10	18	—
c) de 6 à 9 mois	—	—	14	16	—	3	e) à vue	60	29	27	52	28	71
d) de 9 à 12 mois	—	78	—	—	—	10	IV. Dépôts (monnaies) :	1.734	2.159	2.056	2.303	2.275	2.147
e) à plus d'un an	—	—	—	15	—	16	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	36	71	—	67	—	68
a) à 3 mois au maximum ...	445	375	400	245	385	208	b) de 9 à 12 mois	71	—	35	71	36	71
b) de 3 à 6 mois	80	113	35	182	86	108	c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois	4	2	8	2	16	3	d) de 3 à 6 mois	156	338	238	346	385	255
d) de 9 à 12 mois	23	10	66	48	60	47	e) à 3 mois au maximum	1.167	1.465	1.544	1.526	1.558	1.469
e) à plus d'un an	66	67	19	94	19	94	f) à vue	30	40	28	19	91	15
VII. Actifs divers	1	1	1	2	1	4	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
<i>Total actif ...</i>	3.915	4.622	4.399	4.763	4.717	4.710	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	—	3	—	4	—	3
							d) à 3 mois au maximum ...	256	220	193	246	187	247
							e) à vue	18	22	18	24	18	19
							V. Divers	44	36	21	24	31	26
							VI. Dividende payable le 1^{er} juillet						14
							VII. Compte de profits et pertes ...	8	8	23	20	8	8
							VIII. Prov. pour charges éventuelles	169	181	182	189	181	189
							<i>Total passif ...</i>	3.915	4.622	4.399	4.763	4.717	4.710

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31	31	31	31	30	30	Dépôts à long terme :						
	décembre 1960	décembre 1961	mai 1961	mai 1962	juin 1961	juin 1962	décembre 1960	décembre 1961	mai 1961	mai 1962	juin 1961	juin 1962	
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	Dépôts à long terme :	229	229	229	229	229	229
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
							Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							<i>Total ...</i>	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1^{er} avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380., confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.B.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VII. — Prix et indices de prix.	
1. Population	I - 1	1. Prix de gros mondiaux	VII - 1
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2
a) Estimations I.N.S.	I - 2a	3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
b) Estimations Dulbéa	I - 2b	4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
3. Produit national brut :		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	1. Tableau général	VIII - 1
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b	2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1953	I - 3c	3. Importations par groupes de produits	VIII - 3
4. Investissements bruts dans l'ensemble de l'économie	I - 4	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
		b) Indices du volume	VIII - 4b
		5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	2. Chiffres trimestriels	IX - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	X. — Marché des changes.	
		1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	
		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	
III. — Agriculture et pêche.		XI. — Finances Publiques.	
1. Production agricole	III - 1	1. Situation de Trésorerie	XI - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
		3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3
		4. Détail des recettes fiscales	XI - 4
IV. — Industrie.		XIII. — Organismes monétaires.	
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des orga- nismes publics monétaires et des banques de dépôts	XIII - 2
3. Energie	IV - 3	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Stock monétaire	XIII - 4
5. Construction : données annuelles	IV - 5	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6
		7. Situation globale des banques	XIII - 7
		8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8
		9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9
V. — Services.			
1. Transports :			
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a		
b) Navigation maritime	V - 1b		
c) Navigation intérieure	V - 1c		
2. Tourisme	V - 2		
3. Commerce intérieur :			
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b		
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1		

	Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités de l'épargne disponible à l'intérieur du pays **XV**

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dette de l'État	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3

4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5

XX. — Banques d'Émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pressée	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
 } Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE
CH. AUSSEMS
15 SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5